

B 174906

**HELYBEN
OLVASHATÓ**

Egyetemi Könyvtár
Egyetemi Gyűjtemény

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

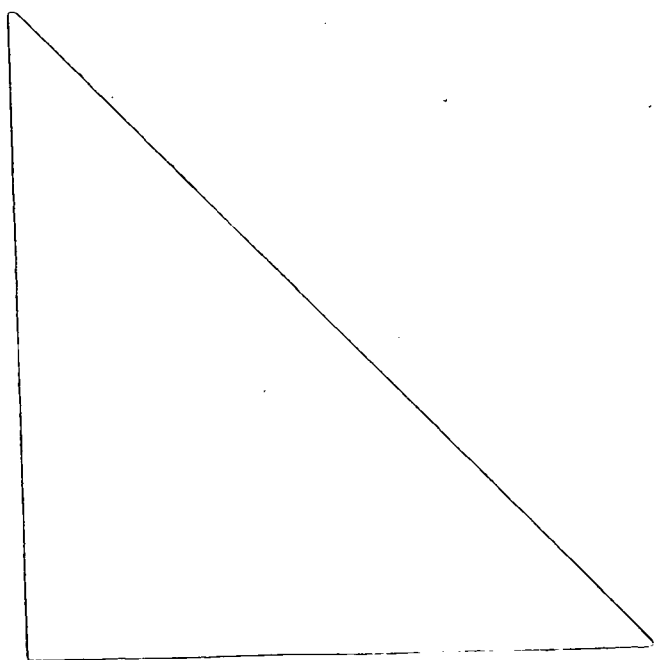


X.

UNIVERSITÉ DE SZEGED

**Département d'Histoire Moderne
et d'Études Méditerranéennes**

SZEGED 2001



SZTE Egyetemi Könyvtár
Egyetemi Gyűjtemény
1

8 174906
**HELYBEN
OLVASHATÓ**

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

X.

UNIVERSITÉ DE SZEGED

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET D'ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES

**SZEGED
2001**

B 17 49 06



Directeur de publication

László J. Nagy

SZTE Egyetemi Könyvtár



J000207467

Comité de Rédaction

Beáta Kertészné Varga, István Eördögh, Lajos Kövér, György Kukovecz

Rédaction, publication

Szegedi Tudományegyetem

Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék

H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.

Tel./Fax.: (36) (62) 544-135, 544-464

Metteur en pages

Balázs Szélinger

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Sommaire

Ferenc TÓTH

Le jeu de hasard de la diplomatie secrète 5

Miklós NAGY

L'influence du républicanisme français dans le mouvement national algérien 13

Alessandro ROSSELLI

Léon Blum e la crisi franco-italiana del 1938 23

Katalin PINTÁCSI

Alcune considerazioni sulla politica estera dell'Italia dopo la seconda guerra mondiale 33

Mario MALINOWSKI

Le Sahara Occidental dans la politique internationale 1956–1976. 51

Marianna JÓZSA

Les débats autour de la Constitution civile du clergé à l'Assemblée nationale 75

Ákos FERWAGNER

La naissance du RPF vu par la presse hongroise 97

Le jeu de hasard de la diplomatie secrète

Le cas des négociants grecs de Trieste au cours de la guerre russo-turque en 1769

Ferenc TÓTH
Université de Szombathely
Hongrie

Durant mes recherches en vue d'une thèse de doctorat consacrée à l'activité des Hongrois dans la France du XVIII^e siècle, j'ai dû consulter une grande quantité de sources d'archives de natures diverses. Les sources les plus intéressantes sont indubitablement celles des archives diplomatiques et parmi celles-ci les correspondances diplomatiques secrètes. Au XVIII^e siècle, les diplomaties des grands empires et des monarchies européennes avaient déjà des traditions anciennes. Même la diplomatie secrète existait à un état bien développé : ainsi, il subsistait souvent une autre sorte de diplomatie souterraine, invisible et parfois bien indépendante des relations officielles contemporaines. Il s'agit ici surtout des tentatives des émigrés politiques, des colonies étrangères, des élites nationales et des groupes ethniques qui avaient leurs propres intérêts qu'ils essayaient d'intégrer dans les grands courants diplomatiques européens. Pour illustrer les moyens et les participants de cette pseudo-diplomatie un exemple est présenté dans le texte ci-dessous. Ce document que je publie ici dans son intégralité se trouve parmi les papiers envoyés par l'ambassadeur impérial à Constantinople, le baron de Thugut, à Marie-Thérèse d'Autriche.¹ Il ne constitue qu'un épisode dans les relations internationales de cette période et doit être regardé sous cet angle.

Quelques mots sur la ville de Trieste qui était un carrefour maritime considérable à cette époque. Pendant le Moyen Age et encore longtemps durant l'époque moderne la ville de Trieste vivait à l'ombre de son omnipotent voisin : la République de Venise. Le changement vint en 1717, date à laquelle l'empereur Charles VI, mettant à profit son alliance avec Venise contre les Turcs, proclama la liberté de navigation dans l'Adriatique.² En 1719, une Compagnie Orientale fut créée à Trieste et renforça ainsi la présence impériale dans le commerce du Levant et dans toute l'Europe centrale et

¹ Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Vienne), série Türkei II - 56 (Berichte, Weisungen 1770)

² Dollot, René: Trieste et la France (1702-1958). Histoire d'un Consulat, Paris, 1961. pp. 15-16. Voir encore sur l'histoire de Trieste: Cova, Ugo: Commercio e navigazione a Trieste e nella Monarchia Asburgica da Maria Teresa al 1915, Udine, 1992., Maria Teresa Trieste. Comune di Trieste, Trieste, 1980. Zachorsky-Suchodolski, Anton-Maria: Triest. Schicksal einer Stadt, Wien, 1962.; Faber, Eva: Litorale Austriaco. Das österreichische und kroatische Küstenland 1700-1780 (Veröffentlichungen des Steiermärkischen Landesarchivs 20 und Schriftenreihe des Historischen Instituts 5), Graz-Trondheim, 1995.

orientale.³ L'étape suivante de son développement se manifestera en 1766, où Trieste devint ville franche. Le commerce international découvrira alors un nouveau site avec de nouvelles possibilités renforçant le caractère international de la ville. L'ouverture du consulat français le 22 mai 1769, durant la période où les événements racontés dans le manuscrit se déroulent, marqua manifestement ce changement de situation.⁴

Trieste avait une population très variée, composée de communautés de diverses langues, cultures et religions. Son caractère international peut être rapproché du climat cosmopolite d'Amsterdam, Hambourg et Livourne où régnait également une très large tolérance politique et religieuse. Celle-ci facilita encore plus l'immigration des étrangers dans cette dynamique ville portuaire impériale au XVIII^e siècle. Parmi les communautés ethniques de Trieste il faut évoquer premièrement les Juifs qui habitaient cette ville depuis plusieurs siècles bien que leur nombre fût toujours limité. Grâce à la politique de tolérance des Habsbourg, cette communauté devint une des minorités religieuses les plus importantes de la ville à la fin du XVIII^e siècle.⁵ Deuxième groupe religieux important : les orthodoxes. Cette minorité comprenait les membres des églises orthodoxes grecque et serbe qui s'étaient réunies sous l'égide du patriachat de Karlowitz. Leurs relations avec leurs compatriotes étaient particulièrement salutaires dans le commerce avec l'empire ottoman.⁶ A cette époque, il existait encore une communauté arménienne non négligeable à Trieste.⁷ Bien entendu, les Arméniens étaient également impliqués dans le commerce oriental et entretenaient des relations avec les communautés arméniennes sur le territoire de l'empire du Grand Seigneur. Malgré la politique de tolérance envers la confession arménienne leur nombre diminuait d'une manière ininterrompue jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.⁸ L'élite gouvernante et la majorité de la population étaient catholiques. Néanmoins, grâce à la politique favorable à la diversité confessionnelle des souverains éclairés vers la fin du siècle on assista également au renforcement de la population protestante triestine.

A cette époque, la guerre russo-turque (1768–1774) était sur le point de se transformer en un conflit international entre les puissances chrétiennes. L'enjeu du conflit était la

³ Heppner, Harald: *Österreich und die Donaufürstentümer 1774-1812, Ein Beitrag zur habsburgischen Südosteuropapolitik*, Graz, 1984. p. 16. Voir sur le commerce de Trieste à cette époque: Gasser, Peter: *Triestiner Handel vor 1790. "Corpo. Mercantile", die Anfänge der Handelsbörse und die Opposition Fiumes*, In: *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs Bd. 24.*, Wien, 1972. pp. 245-279.; Gasser, Peter: *Österreichs Levantehandel über Triest 1740-1790*, In: *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs Bd. 7.*, Wien, 1954. pp. 120-130.

⁴ Dollot R.: *Trieste... op. cit.* p. 16.

⁵ Voir à ce sujet: Cervani, Giulio - Buda L.: *La comunità israelitica di Trieste nel sec. XVIII.* (Collana di saggi, testi e studi del comitato di Trieste e Gorizia dell'istituto per la storia del Risorgimento italiano 5), Udine, 1973.

⁶ Faber, Eva: *Fremd- und Anderssein im 18. Jahrhundert. Eine Variation zum Thema am Beispiel von Triest*, In: *Das 18. Jahrhundert und Österreich. Jahrbuch der Österreichischen Gesellschaft zur Erforschung des achtzehnten Jahrhunderts 12*, Wien, 1997. p. 42.

⁷ Voir: *Armenier in Österreich. Katalog zur Ausstellung an der Universitätsbibliothek der Karl-Franzens-Universität Graz*, Graz, 1995.

⁸ Faber, E.: *Fremd- und... op. cit.* p. 45.

fameuse question d'Orient, le partage des sphères d'influence sur le territoire du soi-disant homme malade du Bosphore. Dès le début de la guerre, la supériorité militaire des Russes devenait incontestable. Le coup le plus sévère porté sur les forces armées ottomanes fut la destruction de la marine turque à Cesmé le 5 juillet 1770. L'amiral Orloff menaça ensuite d'investir Constantinople par la Méditerranée et ce projet n'échoua que grâce à l'activité militaire du célèbre officier français d'origine hongroise, François baron de Tott.⁹ La relation présente raconte une histoire se déroulant dans la première phase de la guerre où les armes n'ont pas encore décidé de la situation militaire.

L'auteur de ce témoignage se nomme à la fin du manuscrit. Il s'agit donc de Karl Alexander von Schell (?-1796) conseiller de l'Intendance de Trieste qui était aussi, comme le présent texte nous le montre bien, un portraitiste occasionnel et un amateur de l'art politique. Nous connaissons très peu la carrière politique et artistique de ce personnage, en tout cas les biographies générales ne confirment de réussite spectaculaire ni dans l'une, ni dans l'autre.¹⁰ Néanmoins, le nom de notre auteur est devenu célèbre dans les débats confessionnels de 1776. Schell, inspiré des idées des Lumières, se fit un débateur intransigeant dans la lutte pour les droits des protestants de Trieste contre son adversaire, l'évêque de Trieste, le comte Philippe Inzaghi.¹¹ On assista alors, en petit, au même conflit qui opposait le « despotisme éclairé » à l'église catholique.

L'Intendance représentait le pouvoir du *Landesfürst* dans la ville de Trieste (administration, économie etc.) depuis 1740. Durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, ce système connut des réformes radicales qui permettaient de plus en plus l'élargissement du pouvoir impérial au sein de la communauté. Le comte Karl Zinzendorf y fut également gouverneur à cette période. L'Intendance s'engagea dans d'autres conflits religieux, notamment dans le cas des Arméniens. Afin de comprendre la situation de l'Intendance il faut également évoquer la position géographique de celle-ci. Tandis que la population ancienne catholique habitait dans la vieille ville, les immigrés occupaient la ville nouvelle (Città Teresiana).¹² L'Intendance, transférée à Trieste depuis 1740, se trouvait entre les deux villes et était ainsi souvent l'arbitre des grands débats locaux. Le rapport de l'auteur avec les personnages du récit paraît occasionnel et ne présente visiblement aucun intérêt politique excepté le sentiment de loyauté ou de fidélité envers l'empereur ce qui était très souvent le moteur de la rédaction de tels rapports. Un autre facteur qui ne peut être écarté serait plutôt de nature économique, et avec comme but éventuel était l'expulsion des marchands grecs de la ville de Trieste.

⁹ Tóth, Ferenc: Un Hongrois qui a sauvé l'Empire ottoman, In: *Études sur la région méditerranéenne tome VII*, Szeged, 1997. pp. 53-68.

¹⁰ Vollmer, Hans: Allgemeines Lexikon der bildenen Künstler von der Antike bis zur Gegenwart (37 vol.), Leipzig, 1936.; Würzbach, C. von, Biographisches Lexikon des Kaiserthums Oesterreich (59 vol.), Vienne, 1856-1890.

¹¹ Faber, E.: Fremd- und... op. cit. p. 51.

¹² Trampus, Antonio: Die Gründung einer neuen Stadt. Aufbruchstimmung im Triest des 18. Jahrhunderts, In: *Das 18. Jahrhundert und Österreich. Jahrbuch der Österreichischen Gesellschaft zur Erforschung des achtzehnten Jahrhunderts 11*, Wien, 1996. pp. 47-54.

Le milieu international et le statut de ville franche de Trieste facilitaient non seulement l'essor du commerce des marchandises mais aussi celui des idées politiques et devint une place privilégiée des conspirations diplomatiques ou pseudo-diplomatiques. Le consulat français de Trieste, et en particulier le consul Saint-Sauveur, favorisa les négociations secrètes et les opérations para-diplomatiques. L'aventurier Jacques Casanova y laissa également sa carte de visite.¹³ Mais le jeune et éclairé magnat hongrois, Théodore Batthyány, adressa également une volumineuse correspondance à Saint-Sauveur afin d'établir un commerce franco-hongrois de marchandises en déjouant les autorités impériales.¹⁴

En ce qui concerne la réécriture du texte, j'ai observé avant tout les conseils de préparation pour l'édition de texte de l'époque moderne publiés dans la revue *Archiv für Reformationsgeschichte*.¹⁵ J'ai maintenu l'orthographe archaïque et erronée du texte français et j'y ai marqué seulement les fautes de l'auteur par le signe (sic!). Procédant à la réécriture des majuscules et minuscules, j'ai suivi les règles de l'orthographe actuelle française. La réécriture et la traduction du texte italien ont été faites par mon collègue M. Paul Bois que je tiens à remercier pour son aimable concours à la réalisation de cette édition.

¹³ Dollot R.: *Trieste... op. cit.* pp. 21-22.

¹⁴ Voir à ce sujet: H. Balázs, Éva: A francia-magyar kapcsolatok egy rendhagyó fejezete (Une épisode extraordinaire des relations franco-hongroises), In: Köpeczi Béla - Sziklay László (szerk.): *A francia felvilágosodás és a magyar kultúra*, Budapest, 1975. pp. 156-157.

¹⁵ *Archiv für Reformationsgeschichte* 72. Bd. (1981), pp. 311-313.

**Mémoire d'Alexandre de Schell de Triest
sur la collaboration des Grecs avec les Russes
(le 26 déc. 1769)**

[Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Vienne série Staatenabteilungen Türkei II – 56 (Berichte, Weisungen 1770) fol. 10–17.] Manuscrit original, en français et en italien.

[fol. 10]

Memoire

Quoiqu'éloigné par la nature de mon emploi des affaires de politique et de cabinet, le penchant qui m'entraîne de ce côté là ne laisse pas que de me rendre attentif à ce qui y a rapport. Je ne puis savoir à quel degré les progrès des Russiens contre les Turcs peuvent intéresser mes augustes Souverains, mais la proximité des états de Sa Majesté Impériale & Royale Altesse avec ceux que la Russie cherche à conquérir, me faisant naturellement supposer que Sa Majesté ne sauroit être entièrement indifférente là dessus, je croirois manquer au devoir d'un fidele sujet, si je me taisois sur la decouverte qu'un accident des plus simples m'a fait faire sur le manege d'un ministre secret de la cour de Petersbourg en Italie [fol. 10vo] relativement aux intelligences que cette cour entretient dans la Morée pour faire reussir la revolution qu'elle medite dans les etats du Grand Seigneur en Europe moyennant la flotte qui doit traverser la Mediteranée. Je crois donc en devoir faire le recit avec toutes les circonstances qui en peuvent caracteriser la verité.

Le goût que j'ai pour le dessein et la facilité avec laquelle j'attrape les ressemblances me fit prendre fantaisie un jour du mois de septembre dernier de dessiner en crayon un garçon caffétier, grec de nation qui portoit quelquefois du caffé dans ma maison à Trieste, et dont la figure avoit quelque chose de comique. Ce garçon [fol. 11] attacha son portrait dans la boutique de son maitre où il fut reconnu de tous ceux qui alloient à ce caffé. Quelques jours après ce garçon vint de nouveau à la maison et me dit : qu'un de ses compatriotes nouvellement arrivé de Petersbourg avoit vû son portrait et avoit dit : qu'il dependeroit volontiers 12. ducats pour avoir son portrait aussi parfaitement ressemblant qu'étoit celui là. Une simple envie de faire plaisir me fit repondre à ce garçon : qu'un tel portrait n'étant pour moi que l'occupation d'une demie heure, il n'avoit qu'à m'amener son compatriote et que je lui donnois la satisfaction qu'il desiroit tant sans qu'il ne lui coutât [fol. 11vo] rien. Il repliqua : qu'il se chargeoit de ce message avec plaisir, mais que son homme étant pressé de partir pour l'Italie il ne me l'ameneroit qu'à son retour qui à ce qu'il disoit, auroit lieu dans 15. jours ou 3. semaines. En effet il le conduisit chez moi le 28. d'octobre. Je vis un homme de grande taille d'environ 40. ans, qui quoique d'une figure assez lourde, avoit l'air d'un officier. Je dessinai son portrait selon ma promesse et m'avisai de luy demander pendant qu'il se tenoit : s'il ne s'étoit jamais fait peindre. Il me repondit : qu'oui, mais que le portrait avoit fort mal reussi; en même tems il tira de sa poche un petit portefeuille ou [fol. 12] tablettes et chercha parmi plusieurs papiers qui y étoient, une mauvaise mignature qu'il me montra et où il n'étoit pas connoissable. Il la



remit où il l'avoit prise et garda son portefeuille en main sans le remettre dans sa poche, aparemment pour ne se point deranger dans sa position. La tête achevée je lui fis quitter un manteau qui me cachoit la figure de son corps. Pour oter ce manteau il posa ses tablettes sur une table qui étoit proche de sa chaise et les couvrit de son manteau qu'il mit sur la même table. Le portrait fut bientôt achevé et voyant le plaisir qu'il lui faisoit je m'offris de le finir d'avantage avec plus de loisir et de le [fol. 12vo] et de le (sic!) lui envoyer le lendemain. Il me remercia, prit congé et remit son manteau sans songer aux tablettes qu'il oublia sur la table, sans je m'en apperçusse moi-même. Ce ne fut que quelques momens après son départ que je les remarquai. Ne doutant point qu'il n'y eut dans ces tablettes des lettres où son nom seroit écrit, la curiosité de savoir qui étoit mon homme et comment il s'appeloit, me les fit ouvrir. Je vis differens papiers écrits en caracteres grecs et une seule lettre avec une adresse italienne qui disoit

Al Sig^r Angelo Adamopoli
Trieste

[fol. 13]

La belle écriture me fit pousser la curiosité jusqu'à voir d'où la lettre venoit. Je la vis datée de Pise et signée *Orlow*¹⁶. J'avois entendû parler d'un general russe de ce nom qui s'étoit arrêté quelque tems à Venise, qui y avoit disposé de divers emplois militaires pour le service de sa cour et qui avoit même une fois disparû de façon qu'on le croyoit prisonnier d'état, mais qui avoit reparû peu de tems après et avoit quitté Venise sans qu'on sût positivement où il étoit allé. Ce nom m'engagea à lire la lettre qui étoit écrite en italien et conçû à peu près en ces termes :

«Spero che sarete felicemente capitato a Trieste con i Zechⁱ 5000. Vi fermerete colà il meno che sarà possibile e procurante d'imbarcarvi

[fol. 13vo] il pui presto che farsì potrà. Esortarete l'amico Benachi a prender ben le sue misure e lo potete assicurare che maggior somma seguirà in breve. Gli amici di M. possono far conto che la flotta sbarcherà verso il fine d'aprile se non sopraggiungono accidenti sinistri. Addio, siate prudente ed assicuratevi che i vostri servizi saranno premiati.»¹⁷

Je voulois copier la lettre mot à mot, mais en jettant les yeux sur la porte entreouverte je vis par la fenetre d'une galerie qui est entre ma chambre et l'escalier, que mon homme

¹⁶ Alexei Fiodorovitch Orlov (Novgorod 1737 - Moscou 1807), frère de Grigori Grigorievitch Orlov, favori de Cathrine II. Il prit une part active au complot qui coûta la vie à Pierre III. Amiral de la flotte dans la guerre contre les Turcs en 1770, il remporta la victoire de Tcheshmé. Il créa la race de chevaux qui porte son nom.

¹⁷ "J'espère que vous serez bien arrivé à Trieste avec les cinq mille sequins. Vous vous y arrêterez le moins possible pour tâcher de vous y embarquer le plus rapidement possible. Vous exhorterez l'ami Benachi à bien prendre ses dispositions et vous pouvez l'assurer qu'une somme plus importante suivra très vite. Les amis de M. peuvent escompter que la flotte débarquera vers la fin avril, s'il n'arrive pas de contretemps fâcheux. Adieu, soyez prudent et sûr que vos services seront appréciés."

(Note: il s'agit d'une lettre d'un supérieur à un inférieur.)

remontoit. Je repliai au plus vite la lettre la remis à sa place et re-posai le portefeuille là où je l'avois pris. A peine me fus-je remis à ma table que le S^r Angelo rentra d'un air [fol. 14] inquiet et chercha son portefeuille. Je fis le surpris de le revoir si vite, et lui, parût charmé de retrouver ses tablettes au même endroit où il les avoit mis; Il crut bonnement qu'elles n'avoient pas été touchées et resortit en pleine tranquillité. Je pris aussitôt note de la lettre pour autant que je pouvois m'en souvenir et je fis de son portrait la copie que je joins à ce memoire. Je songeai ensuite à decouvrir qui pouvoit être ce Benachi et ces amis de M. dont la lettre faisoit mention. Je ne pouvois pas douter que le premier ne fut quelque personnage considerable de sa nation, mais voyant tous les Grecs à Trieste fort attaché au parti de la Russie à cause de la religion et voulant eviter tout soupçon [fol. 14vo] d'avoir attrapé le secret du sieur Angelo en cas quelqu'un de la nation à Trieste fut fait de ses commissions secretes, je ne jugeois pas à propos de faire là-dessus des questions curieuses et je fus plus de 15. jours sans pouvoir rien approfondir. A la fin un nommé Nicolo' Plastarà, bon negociant grec qui dans differens voyages qu'il avoit fait au Levant, pouvoit connoître les maisons les plus considerables de sa nation, vint me parler d'une affaire qui le regardait en particulier. Je le fis asseoir et après avoir fini de parler de l'affaire qui l'avoit amené j'entrai en conversation avec lui et fis tomber le discours sur le commerce de sa nation en Hollande. Je fis semblant d'avoir connu plusieurs marchands grecs à Amsterdam, et voyant par ses reponses qu'il n'avoit aucune relation [fol. 15] de coté là, je forgeai differens noms et entre autres je nommai un Constantin Benachi qui m'avoit assuré d'avoir de puissans parens dans sa patrie. A ce nom il me repondit aussitôt qu'il connoissoit un Banajoti Benachi qui effectivement étoit un homme puissant, étant une espece de chef ou gouverneur de la nation grecque à Calamata. Je lui temoignais ma surprise que le Grand Seigneur confiât une certaine autorité à un Grec. Il me repondit que la partie meridionale de la Morée les Grecs avoient conservé une espece de Republique qui à la verité etoit tributaire à la Porte mais que c'étoit un peuple guerrier que les Turcs n'avoient jamais pû entierement reduire, [fol. 15vo] que ce peuple étoit le même que les anciens Lacedemoniens et que cette espece de republique s'étendoit de Porto delle Botte jusqu'à Calamata, que le gouverneur grec de Calamata étoit veritablement subordonné au Bacha de Patrasso mais qu'il ne lui obeissoit gueres et qu'ils avoient même souvent de petites guerres ensemble, qu'on avoit encore vû en 1767. de grandes contestations entre eux, qu'ils en etoient venus aux voyes de fait, mais que le bacha étant mort la tranquillité s'y etoit retablie. Après cet éclaircissement je crois qu'on peut conclure très vraisemblablement, que Banajoti Benachi à Calamata est celui qui forme le parti de la Russie en Morée et que c'est à lui que l'argent du comte Orlov, Angelo Adamopoli [fol. 16] a apporté les 5000. zequins, que d'autres remises d'argent se sont faites depuis pour grossir le parti, que les amis de M. sont les habitans de Misitra qui est l'ancienne Sparte, que la flotte doit aborder dans un port de la Morée et probablement à l'embouchure de la riviere d'Eurotas sur la quelle Misitra est située, que les troupes qui en doivent débarquer seront grossies par une multitude de Grecs et surtout par les Moréens, que la flotte portera de quoi les armer, que ces troupes unies formeront une seconde armée de terre, qui traversera la Grece et la Bulgarie, païs depourvûs de troupes, pour entrer dans la Moldavie pour enfermer les Turcs entre deux armées et leur couper toute communication avec la Grece [fol. 16vo] dont les nationaux bien plus forts que les Turcs et fort mecontens du

gouvernement ottoman, chasseront les Turcs et reconnoîtront les Russiens pour leur maitres si le coup n'est prevenû à tems.

Si mes faibles conjectures sont fondées et que le contenû de mon memoire est de quelque importance pour les interets de Sa Majesté, je me fais gloire d'avoir rempli le devoir d'un sujet fidele et affectionné aux interets de ses augustes souverains. Si au contraire cette information n'est pas jugée digne d'attention, j'espere toûjours que Sa Majesté daignera aggréer avec sa clemence ordinaire mes bonnes intentions qui ne peuvent provenir que de mon zele inalterable pour son service.

à Vienne ce 26. de Xbre
1769.

Alexandre de Schell
Conseiller de l'Intendance à Trieste.

L'influence du républicanisme français dans le mouvement national algérien

Miklós NAGY
Université de Szeged
Hongrie

Le républicanisme français unit le projet des Lumières, celui de ses successeurs et le programme réalisé par la III^e République. La République issue de la Révolution a voulu faire table rase du passé et des traditions pour se construire à partir des principes des Lumières du Progrès et de la Raison. Les idées de 1789 proclamées par la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen ont institué la souveraineté de la nation, en posant comme fondement de l'ordre constitutionnelle légitime les droits imprescriptibles des individus qui la composent.¹ Au cours du XIX^{ème}, l'idée républicaine s'identifiait avec ces principes fondamentaux et la République est devenue une forme de régime qui tirait sa légitimité des principes de la Révolution, où le gouvernement procédait de la volonté du peuple. L'idéal démocratique qui donne le pouvoir au peuple s'incarnait donc dans la forme républicaine du gouvernement. Selon les fondateurs de la III^e République, c'est la forme républicaine de l'État qui favorise le mieux l'évolution sociale et le développement du bien-être du peuple. La République n'était pas seulement la forme neutre de l'organisation du pouvoir public, elle recouvrait un système de valeur, un contenu politique et social. Trois critères peuvent être retenus pour caractériser ce contenu : 1. Le droit du peuple à se gouverner lui-même par le biais d'élection périodiques, le rejet donc de l'autorité d'un seul pouvoir 2. La création des conditions d'une morale politique qui exclut désormais tout recours à la violence ou au coup d'État 3. Un sentiment, un état d'esprit qui s'identifie aux Lumières, aux droits de l'Homme de 1789, au progrès, à la Raison, à l'éducation, à la méfiance envers l'Église catholique, à la sympathie pour les classes populaires.²

Une des préoccupations fondamentales des républicaines devint la transmission de cet idéal républicain par l'intermédiaire de l'école, la conquête pour la bonne cause des intelligences jusqu'alors formées par l'église. La formation de la conscience morale et civique par l'instruction, la démocratisation de la société par la diffusion des Lumières était aussi un des objectifs principaux du régime républicain. L'école a donc reçu donc

¹ Philippe Braud-François Burdeau (oeuvre collective, rédigé par): Histoire des idées politiques depuis la révolution, Montchrestien, 1983, p. 52.

² Christophe Vimbert: La tradition républicaine en droit public français (PUR. N° 181), Rouen, 1992, pp.19-20.

une mission politique en faisant de l'instituteur le missionnaire de la nouvelle « foi républicaine ». Cette même mission civilisatrice se manifestait dans l'oeuvre coloniale de la III^e République – en dehors de fortes raisons économiques et politiques – qui voulait émanciper, apporter les Lumières et le Progrès à la population colonisée. Les républicains justifiaient la colonisation en affirmant que la France, pays de haute civilisation a un devoir d'éducation envers les peuples inférieurs. Il y a un lien en ce sens entre l'oeuvre colonisatrice et la politique laïque de la République. En dehors des arguments « humanitaires » il y avait certes aussi une motivation politique selon laquelle la colonisation serait le moyen de redonner à la France son rôle de grande puissance dans le monde, en lui trouvant des compensations coloniales dans une Europe dominée par l'Allemagne. Aux arguments politiques s'ajoutaient des intérêts économiques : dans une période de marasme économique la France devait chercher outre-mer des débouchées pour sa production industrielle et des placements avantageux pour ses capitaux. La grandeur du pays était donc liée à la possession des colonies, marque du caractère supérieur de sa civilisation et de la mission de diffusion du progrès, l'attachement à l'Empire colonial constituait ainsi l'élément fondamental de la culture républicaine.³

A la fin du XIX^{ème} siècle, la France est devenue la première puissance coloniale de la Méditerranée musulmane, justifiant la conquête coloniale par sa « mission civilisatrice », par la propagation des idées de la Révolution française. L'école française a joué un rôle essentiel dans l'accomplissement de cette mission, en déclarant que l'école républicaine voulait donner la même instruction aux élèves arabes qu'aux petits Français. Dans ces écoles françaises l'idée républicaine, porteuse de rationalité et de progrès a laissé une impression déterminante dans l'esprit des élites ici formée, qui deviendront plus tard les dirigeants du mouvement nationaliste. Un des chefs de file « historique » des indépendantistes algériens, futur leader de l'insurrection de 1954, Hocine Ait Ahmed a écrit de ses souvenirs d'écolier : « Je dois beaucoup à mes instituteurs. Je leur dois cette sorte de logique rationaliste qui aide la conscience à se libérer du fétichisme de la nature, des choses, des hommes et des mots et qui élargit des horizons. Ce rationalisme nourrissait notre désir d'émancipation, de devenir adulte, notre sens de la liberté.⁴

Les élites musulmanes, formées dans les écoles françaises, croyant fermement à l'universalité des principes de 1789, cherchaient à s'intégrer dans la patrie française par l'acquisition de la citoyenneté française et par la représentation des indigènes dans le Parlement français.⁵ Au début du XX siècle le mouvement de l'intelligentsia francophile, sous le nom des Jeunes Algériens représentait les aspirations à l'assimilation en acceptant l'ordre des valeurs établi par la colonisation. Leur but était de s'élever par la possession de

³ Serge Berstein-Odile Rudelle (oeuvre collective, rédigé par): *Le modèle républicain*, PUF, 1992, pp. 169–170.

⁴ Benjamin Stora: *L'effet „89” dans les milieux immigrés algériens en France (1920–1960)* (in.: *Les Arabes les Turcs et la Révolution française* (Édisud), *Revue du Monde musulman et méditerranée*, 1990, p. 230.

⁵ Mahfoud Kaddache: *Histoire du nationalisme algérien*. Société Nationale d'Édition et de Diffusion. Alger, 1981, Tome 1., p. 6.

la langue française pour former l'élite de la société algérienne et ouvrir le monde de l'Islam à la civilisation européenne. Cela ne signifiait pas le refus des traditions de l'Islam mais ils ne les considéraient pas comme l'unique source de référence et du reste certains groupements étaient même fortement attachés aux coutumes religieuses.⁶ La majorité des jeunes Algériens ne revendiquait pas la nationalité française ce qui les aurait opposé à l'Islam, ils voulaient acquérir une partie des droits de liberté bourgeois et le développement de l'enseignement en arabe et en français.⁷ Les revendications politiques des Jeunes Algériens ne portaient pas sur le système colonial, ils voulaient attirer l'attention de l'opinion publique française sur la nécessité de certaines réformes (modification du Code de l'Indigénat, représentation plus importante dans le corps des élus, l'égalité devant l'impôt). La Première guerre mondiale a contribué au développement de ces revendications dans la population dont les connaissances politiques ont été élargies par les expériences de guerre acquises sur les fronts. Après la Grande Guerre, cette intelligentsia a éprouvé une déception parce que les autorités françaises n'ont pas pris en considération leurs revendications politiques formulées depuis le début du siècle et parce qu'ils devaient faire face à l'aveuglement des milieux colons qui voulaient garder leurs privilèges. Même si la réforme de 1919 a rendu possible l'acquisition de la nationalité française pour les Algériens, elle leur exigeait d'eux de renoncer à leur statut juridique musulman ce qu'ils ne voulaient pas accepter. La loi réformant le système de représentation politique a élargi le corps électoral algérien mais leur représentants élus ne constituait que le quart des députés. La plupart des colons européens étaient hostiles même à ces réformes modestes ayant peur de l'anarchie dans la colonie.⁸

Dans la pensée des élites c'était l'image des deux France qui est devenue déterminante : d'un côté celle d'une France républicaine, démocratique, porteuse de civilisation, de l'autre, la France colonialiste, injuste. Ils fondaient leur espoirs dans la France idéale, qui choisirait la mise en pratique des principes de 89, et c'était au nom des valeurs démocratiques qu'ils voulaient combattre l'injustice de la condition coloniale. Ils pensaient que cette France qui avait inventé les principes démocratiques pourrait imposer aux Européens d'Algérie le respect de l'autre. Ils prônaient l'égalité des droits avec les Français mais tout en gardant leur propre personnalité religieuse musulmane. Le mouvement d'assimilation dirigé par Emir Khaled a laissé en héritage au mouvement nationaliste la revendication des libertés démocratiques, dont l'héritier devenait la Fédération des Elus fondée en 1927 par les représentants indigènes des corps élus de la colonie. La Révolution française était considérée par les intellectuels comme un processus qui a initié un progrès fondé sur la science et l'éducation. La notion de la Révolution était plus large qui englobait aussi bien les Lumières qui l'a précédée et le progrès scientifique qui l'a suivie. Ils pensaient que l'association des libertés politiques et le développement

⁶ László J. Nagy: La naissance et le développement du mouvement de libération nationale en Algérie (1919-1947) Budapest, 1989, *Studia Historica* 190., pp.38-39.

⁷ László J. Nagy: *ibid.* p. 41.

⁸ László J. Nagy: *ibid.* p. 47.

scientifique pouvaient ramener la civilisation dans le monde musulman qu'il a jadis incarnée.⁹

En dehors de l'école républicaine, c'était l'expérience de l'immigration qui a joué un rôle déterminant dans la formation de la pensée des dirigeants du mouvement nationaliste. La participation des Algériens musulmans dans la guerre de 1914–1918 – 176 000 soldats dont plus de 20 000 sont tombés – fut un choc pour les mobilisés et pour les travailleurs des usines françaises qui étaient privés des avantages de la citoyenneté française dans leur propre pays.¹⁰ Au cours de ces expériences ils ont découvert les champs de bataille européens, une société différente, les organisations syndicales et politiques, la différence entre le comportement des colons d'Algérie et celui des Français de la Métropole à leur égard. Après la première guerre mondiale plus de 100 000 Algériens sont partis pour la France – qui avait besoin de main d'oeuvre pour la reconstruction du pays – et 76 000 y sont restés. Les immigrés algériens ont refusé l'assimilation, ils vivaient dans des communautés, mais en créant un autre style de vie ils acceptaient certaines valeurs de la société française tout en conservant les valeurs de la société dont ils étaient issus. L'expérience française a initié certains Algériens immigrés à une culture politique dont l'idéologie était puisée aux sources de la Révolution française. C'étaient eux qui ont fondé le premier parti nationaliste algérien en 1926 avec l'aide du PCF, l'Étoile Nord – Africaine qui réclamait l'indépendance de l'Afrique du Nord. L'ÉNA – à la direction de laquelle se trouvaient surtout des militants communistes et des syndicalistes – était constituée de travailleurs nord-africains des usines françaises. Le chef historique du parti nationaliste, Messali Hadj a prôné la rupture radicale avec le système colonial, revendiquant l'indépendance de l'Algérie. Dans l'approche de la question nationale c'était les communistes français qui ont exprimé le même point de vue en optant aussi pour l'indépendance nationale (jusqu'aux années 1933/34), alors que les socialistes français étaient les partisans de l'assimilation des indigènes. La conception de « la deux France » de l'intelligentsia a été rejetée par les milieux politiques de l'immigration ouvrière algérienne, par l'ÉNA. Les ouvriers algériens furent beaucoup influencés par l'idéologie du PCF et c'est par la révolution russe de 1917 qu'ils ont établi la filiation avec les idées de 1789, ils combattirent le discours sur « la mission civilisatrice de la France » par la critique de la « démocratie bourgeoise ». La Révolution française était considérée comme une coupure radicale avec le passé, et en identifiant le système colonial avec l'Ancien Régime, ils formaient l'idéologie de la rupture avec le présent colonial auquel succèdera une nouvelle société algérienne, qui établirait la nation des citoyens. C'est par la constitution d'un Parlement algérien que «... nous participerons effectivement aux affaires de notre pays, et ce jour-là nous dirons que la France démocratique de 1789, de 1848 aura réalisé une oeuvre civilisatrice en affranchissant le peuple algérien de l'exploitation, de la servitude, de l'injustice »¹¹ Ils ont utilisé donc le discours républicain

⁹ Les Arabes, les Turcs et la Révolution française (Édisud), Revue du Monde musulman et méditerranée, 1990, p. 15.

¹⁰ László J. Nagy: op. cit. p. 45.

¹¹ Benjamin Stora: op. cit. p. 234.

pour mettre en contradiction la France coloniale avec ses principes de 1789. L'influence du modèle soviétique s'atténuait vite dans les milieux immigrés algériens d'origine paysanne surtout à cause de son athéisme.

L'Étoile Nord-Africaine et les communistes algériens représentaient une menace au pouvoir colonial, même si leur influence sur les masses était insignifiante dans les années 20'. L'ENA a été interdite par les autorités françaises en 1929, l'organisation communiste s'est désorganisée, la Fédération des Élus ne représentait pas vraiment la défense de l'intérêt national. Le phénomène nouveau de la vie politique algérienne fut le développement d'un mouvement réformiste national organisé par les érudits de la foi musulmane. C'était en 1931 que ces intellectuels musulmans ont fondé l'Association des Oulémas sous la direction de Ben Badis. Cette association intellectuelle a reconnu les principes démocratiques classiques de 1789, en espérant que la France démocratique désavouerait le colonialisme, mais elle était marquée aussi par les courants culturels et religieux de la renaissance arabe et croyait que la France démocratique permettrait l'émancipation du peuple algérien.¹² L'invocation de 1789 signifiait aussi la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État, alors que l'Islam constituait l'élément fondamental de la société musulmane. La référence à l'Islam traduisait une volonté de récupération de l'identité culturelle nationale, le retour au passé, à l'époque du triomphe de l'Islam et de la culture arabo-islamique.¹³ Ils ont rejeté la lutte des intellectuels francophiles pour l'acquisition de la nationalité française, en s'élevant contre ceux qui ont renoncé à leur statut juridique musulman pour devenir citoyen français. Ils voulaient créer des écoles libres pour faire contrepoids à l'enseignement et à la culture française avec l'enseignement de la religion et de la culture arabe.¹⁴ Il ont considéré que l'éducation religieuse était inséparable de l'éducation patriotique.

En janvier 1936, Ben Badis, chef de file des oulémas a proposé la convocation d'un congrès aux organisations représentant les Algériens en vue d'élaborer ensemble un programme politique. Dans la question de la représentation des Algériens une vive discussion a éclaté entre Ben Badis et Ferhat Abbas, un des dirigeants notables de la Fédération des Élus. Abbas qui a acquis son instruction sur les bancs de l'école républicaine française et qui a accompli ses études supérieures en Algérie, était fortement attaché aux traditions révolutionnaires et idéalistes de la France républicaine. Avec la publication de son « Jeune Algérien » en 1931 il a fait la distinction entre la France des Lumières et sa part d'ombre, le système colonial. Il a plaidé pour les réformes en se servant du pouvoir républicain démocratique français pour remédier à la situation des indigènes musulmans d'Algérie. La position de Ferhat Abbas a été résumée entre autres dans un article écrit en 1934 : « L'Algérie est française ... elle le sera lorsque les 6 millions d'Algériens atteints par l'éducation sociale et relevés économiquement se sentiront solidaires des Français de l'Algérie et de la métropole. (...) D'autre part

¹² Benjamin Stora: *ibid.* p. 233.

¹³ Kaddache: *Histoire du nationalisme...* op. cit. p. 882.

¹⁴ László J. Nagy: *La naissance...* op. cit. p. 78.

l'Algérie est musulmane, la désislamisation serait une grave erreur.¹⁵ Abbas en tant que républicain n'était pas antireligieux, il a démontré qu'il existait des possibilités de compromis entre la République et l'Islam. Il ne prenait pas position contre l'éducation religieuse prônée par les oulémas, il a plaidé pour la liberté d'enseignement, impliquant la liberté d'expression de toutes les idées, y compris religieuses. Il croyait fermement à un enseignement fondé sur la science et la raison ce qui prouvait aussi son attachement profond à la tradition républicaine.¹⁶ Le différend entre Ben Badis et Abbas se manifestait dans la question de l'interprétation de la nation algérienne. Ferhat Abbas a déclaré dans un de ces articles que la nation algérienne n'existait pas, et que par conséquent le patriotisme algérien n'existait pas non plus. Ben Badis qui insistait sur les traditions arabo-islamiques a déclaré dans sa réponse l'existence de la nation algérienne : « Cette nation algérienne n'est pas la France.. c'est une nation totalement éloignée de la France par sa langue, ses moeurs, ses origines ethniques, sa religion. Elle ne veut point d'assimilation... » Ce pays musulman est un ami loyal de la France. » Les oulémas voulaient que l'Algérie traitât d'égal à égal avec la France, alors que le but des Élus était de devenir une « province de la colonie ».¹⁷

L'avènement de la gauche française au pouvoir en 1936 était considéré dans le mouvement nationaliste algérien comme le triomphe de la démocratie, celui des principes de 1789. Ben Badis a déclaré que les réformes promises par le gouvernement Blum permettraient « ... l'intégration pure et simple de la collectivité musulmane dans la grande famille française. »¹⁸

La nouvelle ligne politique déterminée par le 7^e Congrès de l'International Communiste a modifié la position des communistes algériens qui ont participé avec les élus, les notables et les oulémas dans le Congrès Musulman autour d'un programme d'assimilation politique, axé sur le projet Blum-Violette, prévoyant quelques réformes en Algérie. Pour ne pas affaiblir le Front populaire représenté par le Congrès, les communistes algériens ont renoncé à la revendication de l'indépendance nationale, se trouvant ainsi opposé à l'ENA qui continuait à revendiquer l'indépendance de l'Algérie et qui a été dissoute pour cette raison en janvier 1937 par le ministre de l'Intérieur français. Ce fut le PPA (Parti du Peuple Algérien), successeur de l'Étoile Nord Africaine qui a défendu seul parmi les partis la thèse de l'indépendance nationale. Le nouveau parti a pris pour objectif l'autonomie de l'Algérie mais son attitude agressive empêchait le PPA de s'allier avec le Congrès Musulman.¹⁹

Après l'échec du projet Blum-Violette l'engagement politique des élites (élus, notables, oulémas) déçus devint de plus en plus décisif à l'égard de la question nationale. Certains dirigeants de la Fédération des Élus ont compris qu'il fallait soutenir leur

¹⁵ Benjamin Stora – Zakya Daoud: Ferhat Abbas. Une utopie algérienne. Collection: Destins croisés. Éd. Denoel, 1995. p. 57.

¹⁶ Stora-Daoud: *ibid.* p. 58.

¹⁷ László J. Nagy: La naissance... *op. cit.* pp. 85–86.

¹⁸ Stora: L'effet „89”... *op. cit.* p. 233.

¹⁹ László J. Nagy: La naissance... *op. cit.* pp. 97–98.

revendications par des actions de masse. C'était l'intention de Ferhat Abbas avec la création d'un grand parti de masse en 1938 sous le nom de l'Union populaire algérienne (UPA) pour la conquête des droits de l'homme et du citoyen. Le programme du parti s'inspirait – comme son nom l'indiquait – des idées démocratiques bourgeoises, mais ses revendications politiques ne dépassaient pas les anciennes revendications (représentation au parlement; admission des indigènes dans toutes les fonctions, séparation de l'Église et de l'État, garantie des droit syndicaux). L'UPA n'a pas pu devenir un parti de masse important, les masses ont été gagnées par les forces de libération nationale qui luttaien contre le colonialisme d'une manière plus conséquente.²⁰ Le mythe de « la mission civilisatrice » de la France perdait de plus en plus son crédit chez les intellectuels. Quand les autorités coloniales ont soumis l'enseignement de la langue arabe à une autorisation préalable en mars 1938, les oulémas ont décidé de renoncer à la collaboration avec la France en interrompant toutes le relations avec les autorités françaises.²¹ Du début de 1939 jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre, les communistes algériens placèrent les traditions démocratiques de la révolution française au coeur de leur propagande pour établir une alliance entre la France et les peuples coloniaux contre le fascisme. Ils durent se rendre compte que les idées de 1789 ne motivaient pas suffisamment les Algériens, qui ne soutenaient pas cette politique. La théorie des communistes de la « nation algérienne en formation historique » – niant l'existence de la nation algérienne et refusant ainsi son droit à l'indépendance – les empêchait d'établir une alliance politique durable avec les forces nationalistes. Le PPA qui a mis l'accent sur la revendication de l'indépendance nationale représentait une position fortement nationaliste et anticommuniste en écartant beaucoup d'Européens de gauche du mouvement de libération national.²²

La thèse de l'indépendance de l'Algérie a fait un grand progrès pendant la Seconde Guerre mondiale après la défaite française de 1940 et le débarquement des Alliés en Afrique du Nord en novembre 1942. Toutes les tendances dénonçaient le système coloniale qui était contraire aux principes de 1789, en espérant que la France ne saurait avoir « deux coeurs » selon qu'elle agit dans la métropole ou dans les colonies. Pour la première fois une union nationale autour de la question nationale a été réalisé en mars 1944 au sein des « Amis du Manifeste et de la liberté » (AML) de Ferhat Abbas avec la participation des notables, des élus et des oulémas et la majorité des membres du PPA, reprenant les structures de l'UPA.. Les membres avaient la mission de défendre les propositions de réforme du Manifeste intitulé « Algérie devant le conflit mondial, Manifeste du peuple algérien » qui a créé l'union autour de symboles communs, comme le recours aux principes républicaines de 1789.²³ Le Manifeste insistait bien que le mouvement national avait dépassé la phase réformiste et a pris pour objectif la libération nationale : « La colonisation ne relève ni d'un souci humanitaire, ni d'un souci de justice et encore moins de la civilisation et du progrès. Elle est dans son essence même un

²⁰ László J. Nagy: *ibid.* pp. 102–104.

²¹ László J. Nagy: *ibid.* pp. 104–105.

²² László J. Nagy: *ibid.* pp. 108–109.

²³ Stora : L' effet „89”... *op. cit.* p. 236.

phénomène impérialiste ».²⁴ Le Manifeste prouvait que les forces politiques nationalistes qui croyait jusque là à la mission civilisatrice de la France ont renoncé définitivement à ce mythe. Le changement de la position de Ferhat Abbas dans la question national en fut la preuve car il réclamait désormais une Algérie indépendante fédérée à la France. Le Manifeste est considéré comme le document le plus important du mouvement de libération national, le programme de la bourgeoisie national algérienne exprimant en même temps les intérêts des larges couches sociales, représentait un grand pas en avant vers la création d'un mouvement uni.²⁵ Les communistes n'ont pas adhéré aux AML jugeant leurs idées trop avancées, cette erreur les a coupés des masses algériennes.

La contradiction entre une France abstraite reflétant les principes universels et une France temporelle est devenue de plus en plus évidente après la répression du soulèvement de mai 1945 qui a brisé l'union nationale. Le gouvernement a interdit les AML, leurs dirigeants ont été jetés en prison. La répression de l'insurrection eut une influence décisive sur le mouvement de libération national. A l'intérieur du mouvement s'est formé une aile révolutionnaire, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), en tant qu'organisation légale du PPA interdit et une aile modérée, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) soutenue par les oulémas, alors que les communistes algériens (PCA) restaient en dehors du mouvement nationaliste. L'UDMA, dont les origines idéologiques remontaient aux traditions républicaines, a refusé l'assimilation et voulut réaliser une libre fédération de l'État algérien avec la France, avec une France qui n'était pas caractérisée par une républicanisme hypocrite mais qui était une vraie république sociale.²⁶ Leur objectif était donc la réalisation d'une « république démocratique et sociale », en luttant pour ce faire en même temps contre le capitalisme et le colonialisme. Ils voulaient une Algérie qui ne renonçât pas à ses traditions culturelles et religieuses mais qui profitait des acquis de la technique moderne. L'UDMA était un parti essentiellement urbain, son influence se manifestait dans les milieux de la bourgeoisie commerçante, avait aussi une base sociale solide dans les milieux des professions libérales, maintenait des rapports avec certains intellectuels français de gauche (p. ex. : J-P.Sartre). Dans leur activité politique ils ont attaché beaucoup d'importance au mouvement anticolonial, à l'idée de l'association de futurs pays indépendants de Maghreb.²⁷ La revendication principale de l'aile révolutionnaire du mouvement national (MTDL) était la libération nationale. Il a réussi à élargir sa base sociale vers les couches sociales intermédiaires, vers les petits propriétaires et la population pauvre des banlieues, en devenant ainsi un parti populiste, le parti le plus important du mouvement national algérien. Le MTDL a mis l'accent sur le respect des traditions religieuses et culturelles en les associant dans sa propagande avec les idées démocratiques, avec celle de l'égalité sociale. La direction du parti était caractérisée par un chaos idéologique et des querelles perpétuelles provoquant ainsi une crise permanente

²⁴ László J. Nagy: *La naissance...* op. cit. p. 125.

²⁵ László J. Nagy: *ibid.* p. 126–127.

²⁶ J. Nagy László: *A Maghreb országok felszabadulása (1919-1956)*. Szeged, 1995. p. 131.

²⁷ László J. Nagy: *La naissance...* (1989) pp. 144–145.

dans le parti qui était beaucoup influencé par les changements de la société.²⁸ Le PCA a modifié sa ligne politique après son échec subi lors des élections de juin 1946 parce qu'il avait inclus dans son programme la revendication de la réalisation de l'État algérien autonome qui sera une République démocratique ayant sa propre constitution, parlement et gouvernement. « Cette République sera, par des liens fédératifs librement décidés, unie au peuple de France et aux autres peuples fédérés au sein de l'Union Française ». ²⁹ Les communistes ont rejoint ainsi les autres partis du mouvement national mais ni le MTDL anticommuniste ni l'UDMA ne voulaient accepter la proposition de former un front uni avec le PCA.

En France, parmi les immigrés – à la différence de l'entre-deux-guerres – la plupart des étudiants algériens ont rejoint l'organisation indépendantiste, le MTLN, mais leur nationalisme ne signifiait pas l'hostilité à la culture française, aux idées de 1789 auxquelles ils étaient attachés mais ils ont réprouvé le colonialisme. Dans le journal des étudiants musulmans algériens on pouvait lire les suivants : « Nous dissocions culture française et régime coloniale, et cela justement parce que nous voulons maintenir dans leur pureté certaines traditions très françaises : l'esprit « jacobin », la constante démocratie française, le sentiment républicain français. Nous restons fidèles à cet esprit qui justement avait triomphé lors de la déclaration des droits de l'homme. » ³⁰

Le Statut organique de 1947 considérait l'Algérie comme un groupe de départements faisant partie intégrante de la France, dont le système politique assurait le pouvoir incontestable des colons et la réalisation de la politique d'assimilation en excluant l'évolution même vers l'autonomie. Aucune démarche politique n'avait pu amener le Gouvernement français à dialoguer avec les représentants des nationalistes qui ont initié la réflexion sur les nouveaux moyens de lutte contre l'ordre colonial. Il fallait passer de la phase politique à celle du combat armé. La pratique politique réactionnaire de la Quatrième République après 1947 a grandement contribué au développement de l'insurrection armée. La défaite des Français en Indochine a accéléré la constitution du FLN et de l'ALN. Avec l'éclatement de la guerre d'Algérie l'argument des deux France a été abandonné et la référence révolutionnaire servit à justifier la légitimité du combat. Les valeurs de 89 seront accomplies dans le présent au cours de la guerre d'indépendance. En mai 1957 la Fédération de France du FLN a proclamé : « Ce qu'il faut, c'est la Révolution de 1789 ... Notre combat est légitime. Il entre dans la pure tradition de la France révolutionnaire ». ³¹ L'article de El Moudjahid de novembre 1961 reflète la déception, l'abandon définitif de l'argument des deux France : « Depuis sept ans, la sale guerre corrompt toute les valeurs de liberté et d'humanisme que votre pays avait jadis proposées au monde ». ³²

²⁸ László J. Nagy: *ibid.* pp. 149–151.

²⁹ László J. Nagy: *ibid.* p. 155.

³⁰ Stora: L'effet „89”... *op. cit.* p. 237.

³¹ Stora: *ibid.* p. 238.

³² Stora: *ibid.* p. 238.

Le républicanisme français eut une influence déterminante tout au long de l'histoire du mouvement national algérien, à partir des premières revendications politiques de l'élite formulées depuis le début du vingtième siècle jusqu'à la guerre d'indépendance. Le nationalisme algérien se nourrissait des idées de la révolution française, mais on constate des différences par rapport à la vision française qui provenaient d'une conception différente de la civilisation. L'aspiration à la liberté et à l'égalité politique du mouvement national était inséparable à celle de l'égalité sociale. Son objectif principal, la souveraineté par le moyen de l'indépendance permettait d'aller à l'Unité non seulement de l'État Nation mais du Maghreb et du monde arabe, à l'unité de la communauté islamique.. La référence à l'Islam et à la culture arabo-islamique traduisait la volonté de récupérer l'identité culturelle nationale, le recouvrement des richesses nationales et leur remise au peuple algérien. Cette idéologie de régénération a été une des raisons de son succès dans les masses populaires. Ni le gouvernement français ni l'opinion publique française n'a compris le nationalisme algérien. La Droite coloniale a assimilé la défense de ses privilèges à la souveraineté française, la Gauche coloniale l'a suivi sur cette voie avec quelques velléités dans la recherche d'une application partielle de la politique d'assimilation. La Droite coloniale est restée maîtresse du destin de l'Algérie, se dressant contre la moindre politique de réformes en sabotant un Statut en 1949 qui aurait pu rendre possible un dialogue avec le mouvement national.³³ Les nationalistes ont conclu à l'impossibilité du dialogue avec les autorités françaises. L'échec de l'action politique, la répression contre les partis nationalistes ont déclenché le combat armé qui aboutira à l'indépendance après une longue guerre sanglante.

³³ Kaddache: *L'histoire du nationalisme*, op. cit. p. 885.

Léon Blum e la crisi franco-italiana del 1938

Alessandro ROSSELLI
Université de Szeged
Hongrie

Il 30 novembre 1938 inizia a Roma la crisi franco-italiana del 1938.¹ Essa comincia in un momento difficile per la Francia e, più precisamente, proprio lo stesso giorno in cui il governo francese presieduto da Édouard Daladier, reprimendo lo sciopero generale degli operai francesi, mette fine di fatto alla formula politica del Fronte Popolare.² Quest'ultima circostanza viene – come si è già visto – ampiamente sottovalutata e, quindi, poco sfruttata, da parte fascista³ per piegare ai propri voleri la Francia.

Ma proprio questo atto di Daladier spezza l'unità a sinistra in Francia e causerà alcune reazioni sulla stampa operaia francese.⁴ Tuttavia, lo scoppio, quello stesso giorno, della crisi franco-italiana, scatena molte più polemiche, almeno nell'immediato, sulla stampa comunista francese che non su quella socialista.⁵ Anche da parte dei socialisti, però, le

¹ Sulla crisi franco-italiana del 1938 cfr. Luigi Salvatorelli–Giovanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Torino, Einaudi, 1964, pp. 990–992, 1001–1004, 1006; Renzo De Felice, *Mussolini il Duce, II. Lo Stato totalitario 1936–1940*, Torino, Einaudi, 1996, pp. 550–557. Per un punto di vista francese sullo stesso argomento cfr. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932–1939*, Paris, Le Seuil, 1979, pp. 389–390. Per un contributo più recente sul tema cfr. Alessandro Rosselli, *La crisi franco-italiana del 1938 (La Corsica, Gibuti, Nizza, La Savoia e la Tunisia) vista attraverso "Il Popolo d'Italia"*, in AA.VV., *Régions. Nations. Europe*, Szeged, Centre d'Études Européennes, 2000, pp. 145–155.

² Sulla repressione, da parte di Daladier, dello sciopero generale del 30 novembre 1938, cfr. Georges Lefranc, *Hisroire du Front Populaire (1934–1938)*, Paris, Payot, 1974, pp. 278–282 e Giorgio Caredda, *Il Fronte Popolare in Francia 1934–1938*, Torino, Einaudi, 1977, pp. 290–291.

³ Sulla sottovalutazione da parte della stampa fascista della crisi politica francese del 30 novembre 1938 cfr. Rosselli, art. cit., loc.cit., p. 146.

⁴ Cfr., ad esempio, per il PCF, una serie di resoconti sugli scioperi del 30 novembre 1938 che appaiono su "L'Humanité", 30/XI, 1/XII e 2/XII/1938, nei quali si dà un quadro molto negativo dell'operato del governo Daladier il quale, pur di reprimere gli scioperi, non ha esitato a rinforzare le forze di polizia con unità dell'esercito; e, per la S.F.I.O., gli articoli di Léon Blum, in "Le Populaire", 1/XII, 2/XII/1938, e di Paul Faure, in "Le Populaire", 3/XII/1938.

⁵ Cfr. gli articoli di Gabriel Péri, in "L'Humanité", 2/XII e 3/XII/1938, nei quali si critica severamente l'atteggiamento del governo francese verso Mussolini che – si afferma – è fin troppo conciliante. Per quanto riguarda la stampa socialista, le reazioni, altrettanto negative verso le pretese di Mussolini e – solo in parte – verso la politica del governo francese, arriveranno solo più tardi: cfr., in questo senso, i due articoli di Pierre Brossollette, in "Le Populaire", 3/XII e 9/XII/1938.

polemiche contro l'operato in politica estera di Édouard Daladier e del suo governo che, ormai, non rappresentano più la formula politica del Fronte Popolare, non si faranno attendere.⁶ Léon Blum, tuttavia, come gli era già accaduto per un'altra questione spinosa, quella dei processi di Mosca,⁷ aspetterà ancora qualche tempo prima di dare una sua valutazione d'insieme sulla crisi franco-italiana da poco apertasi e sulla politica estera del governo francese. Romperà infine il silenzio nel gennaio del 1939, con una serie di articoli pubblicati sul quotidiano della S.F.I.O. « *Le Populaire* ».⁸

Prima però di fornire un'analisi di questi scritti, mi sembra opportuno sottolineare la differenza fondamentale fra i due silenzi di Léon Blum: quello del 1936-'38 e quello del 1938-'39. Nel primo caso, infatti, il leader socialista francese aveva taciuto a lungo sui processi di Mosca, intervenendo solo in occasione del terzo, nel 1938, per due motivi: 1) gli incarichi che ricopriva nei governi di Fronte Popolare; 2) la volontà (del resto dichiarata anche nell'articolo sul terzo processo di Mosca⁹ di non rompere né con l'URSS né con i comunisti francesi in nome della lotta per la pace e per il mantenimento, in Francia, dell'esperienza politica del Fronte Popolare. Nel secondo, invece, Léon Blum tace per più di un mese per motivazioni che sembrano essere del tutto opposte a quelle del suo precedente silenzio. Infatti, pur rendendosi fin troppo bene conto che Édouard Daladier, proprio con la répression degli scioperi del 30 novembre 1938 ha posto definitivamente fine alla formula politica del Fronte Popolare e che, allo stesso tempo, non è certo questo governo – già corresponsabile degli accordi di Monaco a spese della Cecoslovacchia e la cui politica estera pare pilotata dall'Inghilterra¹⁰ – a poter guidare – né contro Hitler e, a questo punto, neanche contro Mussolini – una seria politica antifascista, Léon Blum attende che la crisi franco-italiana del 1938 vada avanti per un mese circa prima di intervenire, soprattutto per due motivi: 1) pur criticando aspramente il governo Daladier ed auspicando la sua caduta, egli si augura che colui che gli succederà faccia una seria politica contro le due dittature 2) può darsi anche che, di fronte alle minacce italiane, ci sia in Francia chi auspica una nuova *Union Sacrée* fra tutte le forze politiche (S.F.I.O. compresa) che altro non sarebbe se non una brutta copia di quella del 1914: Blum, che sa fin troppo bene quanto è costato al socialismo francese (e a quello internazionale) il consenso dato alla prima guerra mondiale, vuole evitare che adesso la

⁶ Cfr., ad esempio, l'articolo di Pierre Brossollette, in « *Le Populaire* », 13/XII/1938; quello di Léon Blum, in « *Le Populaire* », 14/XII/1938, e, ancora, quello di Pierre Brossollette, in « *Le Populaire* », 15/XII/1938.

⁷ Su questo tema cfr. Alessandro Rosselli, *La S.F.I.O. e i processi di Mosca, 1936-1938*, in AA.VV. *Miscellanea filologico-storico-letteraria*, Firenze, 1985, pp. 213-234. Sull'intervento di Léon Blum a proposito del terzo processo cfr. in particolare le pp. 225-226.

⁸ Cfr. Léon Blum, *Oui, ce gouvernement doit disparaître*, in « *Le Populaire* », 1/I/1939; Id., *L'échec d'une politique*, in « *Le Populaire* », 2/I/1939; Id., *Devant l'Axe*, in « *Le Populaire* », 4/I/1939; Id., *Tirer une réalité d'un rêve...*, in « *Le Populaire* », 5/I/1939.

⁹ Cfr. l'articolo di Léon Blum, *Le procès de Moscou*, in « *Le Populaire* », 8/III/1938.

¹⁰ Cfr. in questo senso François Bédarida, *La «gouvernante anglaise»*, in AA.VV. *Édouard Daladier chef de gouvernement*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, pp. 228-240.

storia si ripeta.¹¹ E, anche se alla fine sia i comunisti che i socialisti francesi dovranno, ancora per due mesi, riunirsi attorno a Daladier per fronteggiare l'aggressività e le pretese del fascismo italiano finché la crisi franco-italiana del 1938 non si concluda con un nulla di fatto per l'Italia nel marzo 1939,¹² tuttavia ciò non avverrà senza le dovute prese di distanza dal governo Daladier. Ed è proprio in questo senso che mi pare vadano gli interventi del *leader* della S.F.I.O..

Nel primo articolo dedicato, tra l'altro, alla crisi franco-italiana Léon Blum entra in polemica con il giornalista Jean Piot del quotidiano « L'Oeuvre »¹³ del quale molte volte ha condiviso le posizioni, per portare un attacco diretto al governo Daladier. Blum inizia ricordando che il giorno prima, due deputati socialisti « (...) *esigevano ed imponevano spiegazioni sulla torbida storia che i nostri lettori ben conoscono : la nota Ciano e la denuncia degli accordi franco-italiani del 1935.* »¹⁴

E, dopo aver sottolineato il fatto che i due deputati hanno portato un duro colpo a Bonnet e Daladier,¹⁵ attacca il governo, al quale è stata strappata l'amnistia « (...) *per quegli «insubordinati» di un tipo particolare quali sono i volontari francesi che combattono nell'esercito repubblicano spagnolo al momento della mobilitazione.* »¹⁶

Già da queste frasi è fin troppo evidente una cosa : Léon Blum mette sotto tiro tutta la politica – estera ed interna – del governo Daladier e, in questo senso, sembra dimenticarsi che le sanzioni che si progettavano – e che poi sono cadute – contro i volontari francesi in Spagna che sono in età di leva non sono altro che la logica conseguenza della politica del non-intervento nella guerra civile spagnola decisa nel 1936 proprio dal governo di Fronte Popolare da lui diretto.¹⁷ Se questa considerazione appare evidente allo storico, non altrettanto lo è per il *leader* socialista francese, che continua ad attaccare il ministero Daladier su tutta la linea pur rifiutando – nel prosieguo della polemica con Jean Piot – ogni accusa di averlo, già nel recente passato, voluto far cadere e, anzi, rivendicando

¹¹ Sembra andare proprio in questo senso l'ultimo articolo dedicato a questo problema scritto all'inizio del 1939. Cfr. Léon Blum, *Après lui le déluge?*, in «Le Populaire», 6/1/1939.

¹² Per la conclusione senza nulla di fatto della crisi franco-italiana del 1938 cfr. Rosselli, *La crisi franco-italiana del 1938...*, cit., pp. 150–151.

¹³ «L'Ordre» era infatti l'organo del Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, cioè del partito di Daladier.

¹⁴ Léon Blum, *Oui, ce gouvernement doit disparaître*, in «Le Populaire», 1/1/1939. Su questo atto da parte fascista cfr. Salvatorelli-Mira, op. cit., p. 992; De Felice, op. cit., p. 562; Duroselle, op. cit., p. 391.

¹⁵ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

¹⁶ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

¹⁷ Sul non-intervento nella guerra civile spagnola - proposta lanciata dalla Francia eripresa dall'Inghilterra - cfr. Lefranc, op. cit., pp. 189–193; Caredda, op. cit., pp. 167–171. Cfr., inoltre, Richard Gombin *Les socialistes et la guerre. La S.F.I.O. et la politique étrangère de la France entre les deux guerres mondiales*, Paris-La Haye, Mouton, 1970, pp. 219–229; William L. Shirer, *La caduta della Francia. Da Sedan all'occupazione nazista*, Torino, Einaudi, 1971, pp. 341–346; Hugh Thomas, *Storia della guerra civile spagnola*, Torino, Einaudi, 1963, pp. 225–248.

proprio ai socialisti francesi il merito che questo gabinetto non sia già caduto.¹⁸ Ma, in fondo, però, è appunto questa la conclusione a cui Blum vuole arrivare, visto e considerato che il governo Daladier ha deluso tutte le aspettative e che, quindi, i socialisti francesi possono dire :

« *Senza cattiveria né malignità né meschineria partigiana, dichiariamo che esso deve sparire, e che prima sarà meglio sarà.* »¹⁹

Pare però significativo il fatto che Blum presenti il conto al ministero Daladier su tutta una serie di questioni (repressione dello sciopero generale del 30 novembre 1938, sanzioni agli operai che vi avevano partecipato e misure contro i volontari francesi dell'esercito repubblicano spagnolo in età di leva) proprio partendo, come inizio di un bilancio fallimentare – sia in politica estera che interna – dalla crisi franco-italiana che, scoppiata il 30 novembre dello stesso anno, è proseguita il 17 dicembre successivo con la denuncia unilaterale, da parte italiana, degli accordi franco-italiani del gennaio 1935 sui quali, all'epoca, proprio i socialisti francesi avevano espresso prima una posizione di grande diffidenza e poi di dura condanna.²⁰

Il giorno dopo, Léon Blum ritorna sull'argomento con un nuovo articolo pubblicato sul quotidiano della S.F.I.O.²¹

Anche stavolta, si parte dalla denuncia da parte italiana degli accordi franco-italiani del gennaio 1935 per affermare che quanto è avvenuto segna la fine della politica che il governo Daladier voleva seguire dopo gli accordi di Monaco.²²

Questa linea – sottolinea Blum – ha portato la Francia, soprattutto nell'Europa centro-orientale, ad abbandonare quello che vi viene definito

« (...) *il suo ruolo storico di tutrice, di garante di un «equilibrio» divenuto impossibile* (...) ».²³

Ma non solo : secondo il leader socialista la Francia, dopo aver negoziato una serie di accordi che la mettessero al riparo da controversie in Europa con gli stati vicini, si è data a una vera e propria politica del *duplice sfruttamento* : dell'economia metropolitana e dei territori coloniali.²⁴ E, dopo aver commentato in modo piuttosto ironico l'attuale politica *imperiale* del governo francese, che a suo avviso parte da un falso principio poiché abbandona a se stessa (cioè, in pratica, nelle mani del nazismo) l'Europa centro-orientale,²⁵ Blum si occupa del sedicente *ripiegamento imperiale* della Francia :

¹⁸ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

¹⁹ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²⁰ Cfr., in questo senso: André Leroux, *Le voyage de M. Laval à Rome*, in "Le Populaire", 3/1/1935; Léon Blum, *Les deux augures*, in "Le Populaire", 5/1/1935; Id., *La nuit historique !*, in "Le Populaire", 8/1/1935; André Leroux, *L'accord Laval-Mussolini*, in "Le Populaire", 9/1/1935.

²¹ Cfr. Léon Blum, *L'échec d'une politique*, in "Le Populaire", 2/1/1939.

²² Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²³ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²⁴ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²⁵ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

*“I suoi promotori e apologeti avevano omissso solo un piccolo dettaglio : l'esistenza dell'asse Roma-Berlino-Tokio. Avevano dimenticato che anche l'Italia ha la sua politica imperiale che , agli occhi di Mussolini- di cui, forse da vent'anni, è la sola dottrina costante – l'Impero fascista deve far rivivere l'Impero Romano dei Cesari che, di conseguenza, può costituirsi solo a spese del nostro. Avevano perso di vista il fatto che il soccorso promesso da Hitler per la realizzazione del suo sogno imperiale è la contropartita, la condizione del mettersi da parte di Mussolini di fronte ad Hitler in Europa Centrale. Non si erano resi conto che, all'indomani di Monaco, quando Hitler teneva già in mano la maggior parte della propria preda, Mussolini si sarebbe sentito ancora più impaziente di avere la sua. Così, da tre mesi, gli avvenimenti sono precipitati. L'azione italiana è diventata sempre più intensa già in Spagna, si è smascherata in Tunisia e nel Mar Rosso e, secondo metodi ben noti, prepara movimenti autonomisti ed irredentismi ”.*²⁶

Qui Léon Blum coglie fin troppo bene un aspetto importante della questione : la politica estera dell'Italia fascista è ormai subalterna a quella della Germania nazista, e la crisi franco-italiana del 1938 scatenata dall'Italia fascista partendo proprio dalla Tunisia è solo un contentino dato da Hitler a Mussolini per il suo totale cedimento alle pretese tedesche in Europa centro-orientale, ed è solo grazie a questa *concessione* che l'Italia fascista ha potuto scatenare questa sua ultima, apparentemente autonoma, iniziativa.²⁷ Ma, tornando alla Francia, Blum fa notare come l'opinione pubblica francese si sia impennata e come anche il governo francese abbia dovuto alzare il tono sulla questione specifica.²⁸ Tuttavia, quest'ultima notazione gli serve per poter concludere :

*« La politica che definirò di «ripiegamento imperiale» è, fin da ora, condannata. E condannata come politica di saggezza, di applicazione prudente degli sforzi ai mezzi e come politica tranquilla e di tutto riposo. Pur se ammettiamo che provvisoriamente ci sottragga al rischio in uno dei settori, presto lo fa apparire in un altro. E non ci assicura in alcun modo la pausa tranquilla e feconda che costituirebbe il prezzo delle molte rinunce E ci pone di fronte alle esigenze e all'attività fascista ... e, accanto a Mussolini, c'è Hitler. »*²⁹

In questo caso, è fin troppo chiaro come Blum abbia capito – e fin troppo bene – qual è la situazione : Mussolini non avrebbe mai scatenato la crisi franco-italiana del 1938 senza l'appoggio – o, per lo meno, il tacito consenso – di Hitler. E se può rilevare che, in fondo, le pretese italiane su una parte dell'impero coloniale francese sono di vecchia data, tuttavia non può fare a meno di rilevare la novità, per lo meno sospetta, del fatto che esse vengano riproposte proprio adesso. Ma, come è ovvio, anche se ciò non viene in questo caso detto esplicitamente, tutto questo è il logico prodotto di una politica di cedimenti a Mussolini prima e ad Hitler poi che è stata quella dei governi precedenti al primo governo

²⁶ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²⁷ Su questo aspetto cfr. Rosselli, art. cit., loc. cit., pp. 150-151.

²⁸ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

²⁹ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

di Fronte Popolare (1936) che però con quest'ultimo – malgrado la sua forte connotazione in senso antifascista – è purtroppo continuata.

Inoltre, Blum ha capito che le *naturali aspirazioni* dell'Italia – cioè di Mussolini – hanno il pieno appoggio tedesco e che quindi a nulla serve la tanto decantata dichiarazione franco-tedesca del 6 dicembre 1938 che pure, almeno all'inizio, sembrava essere tanto temuta da Roma³⁰ ma che, alla prova dei fatti, non darà alcuna sicurezza alla Francia. Da qui, appunto, il fallimento di tutta la politica estera a cui il cosiddetto *ripiegamento imperiale* non servirà certo come rimedio.

Ma le considerazioni negative di Léon Blum su questo argomento non si fermano qui. Due giorni dopo, infatti, egli torna sul tema con un lungo articolo³¹ nel quale, riprendendo il discorso dai recenti avvenimenti, ha modo di scrivere :

*“Tutti in Francia vogliono la pace. Le divergenze di vedute tra francesi vertono solo sulla ricerca dei mezzi più sicuri per raggiungere il comune obiettivo. Ora, i fatti hanno già fin da ora fornito la prova evidente che la politica di «ripiegamento imperiale» non apre in alcun modo la strada verso una situazione tranquilla e pacifica. Ad ogni giorno che passa, diventa sempre più chiaro che il «ripiegamento imperiale» ci mette di fronte all'esigenza e all'avidità imperiali di Mussolini – e accanto a Mussolini – o dietro di lui, se si preferisce – c'è Hitler”*³²

Questa prima notazione, che riconferma – se ce ne fosse stato bisogno – l'inutilità di ogni tentativo di separare il Duce dal Führer, non pare essere diretta – a parere di chi scrive – solo contro la fallimentare politica estera francese succube di quella inglese ma anche contro certe tendenze al *pacifismo ad ogni costo* presenti nella stessa S.F.I.O.³³

Ma, al di là del fatto che questa presa di posizione sia diretta in una o più direzioni, è bene rilevare, fin da ora, come il *leader* socialista francese sia ormai più convinto che non

³⁰ Su questo punto cfr. Rosselli, art. cit., loc. cit., pp. 148–149. Sull'intera questione cfr. Duroselle, op. cit., pp. 386–387, e Anthony Paul Adamthwaite, *The franco-german declaration of 6 December 1938*, in AA.VV., *Les relations franco-allemandes 1933–1939*, Paris, Éditions du CNRS, 1976, pp. 396–409. La dichiarazione franco-tedesca del 6 dicembre 1938 aveva suscitato reazioni comunque negative sulla stampa del movimento operaio francese: cfr., ad esempio, gli articoli dello stesso Léon Blum, in “Le Populaire”, 6/XII e 7/XII/1938 e gli articoli di Gabriel Péri, in “L'Humanité”, 6/XII, 7/XII e 8/XII/1938. Nel primo di essi si parla addirittura di una *Waterloo 1938* per la Francia.

³¹ Cfr. Léon Blum, *Devant l'Axe*, in “Le Populaire”, 4/I/1938.

³² Léon Blum, art. cit., loc. cit.

³³ Mi riferisco qui, in particolare, ad una tendenza che aveva cominciato ad enuclearsi dopo il congresso della S.F.I.O. di Marsiglia (luglio 1937) e che, dal 1938 al 1940, costituirà un'asse essenziale del partito: quella riunita attorno alla rivista “le Socialiste” (e che da questa pubblicazione prenderà il nome) riunita attorno al vecchio rivale di Léon Blum, Paul Faure, all'epoca segretario generale della S.F.I.O.. Su questa tendenza cfr. Michel Bilis, *Socialistes et pacifistes. L'intenable dilemme des socialistes français (1933–1939)*, Paris, Le Syros, 1979, pp. 229–243. Paul Faure, che rappresentava la tendenza più anti-comunista nel socialismo francese e che voleva la rottura dell'unità d'azione con il PCF proprio in contrapposizione a Léon Blum, finirà poi collaborazionista sotto il regime di Vichy. Pubblicherà, dopo il 1945, una sua autodifesa che però non regge al vaglio dell'analisi storica. Cfr., in questo senso, Paul Faure, *De Munich à la Cinquième République*, Paris, L'Élan, s.d. (ma, probabilmente, 1948), in particolare le pp. 15–60.

si salverà certamente la pace cedendo – anche se solo in parte – a Mussolini, e perciò egli prosegue :

“E proprio questo punto che non deve essere perso di vista. Il più grosso e funesto errore commesso da quasi tre anni consiste nel disconoscimento dell’asse Roma–Berlino, con una specie di illusione volontaria prima sulla sua esistenza e poi sulla sua solidità.

Quando Neville Chamberlain ha intavolato conversazioni dirette fra Gran Bretagna e Italia, la sua intima speranza era forse quella di staccare il Duce dal Führer. E fin troppo chiaro che la stessa speranza regnava allora nelle sfere importanti dell’opinione pubblica e della stampa francesi. E temo che questo pericoloso fenomeno si riproduca oggi in forma inversa “³⁴

Qui Blum compie una critica serrata della politica estera inglese verso l’Italia – cui si è accodata quella francese – da alcuni anni a questo momento³⁵ e fa un’allusione ben precisa ai futuri colloqui anglo-italiani di Roma che, seppure termineranno con un nulla di fatto³⁶ costituiscono una continuazione della pericolosa tendenza a far concessioni al fascismo senza ottenere in pratica nulla in cambio. E, subito dopo, spiega in che cosa consista la *forma inversa del pericoloso fenomeno*, scrivendo :

“Oggi non si cerca più di staccare Mussolini da Hitler ma si prova a separare Hitler da Mussolini (...) . Ci si dice con compiacimento : « Da dieci mesi Hitler ha assorbito l’Austria e la Cecoslovacchia. Prepara la sua impresa in Ucraina. Perché mai dovrebbe compromettere simili vantaggi e speranze in una contesa mediterranea che non lo interessa? No; ora che Hitler è sicuro della sua preda, sicuro di sé, ora che non ha più bisogno di un compare, lo «lascierà cadere». Sulla via imperiale è solo Mussolini che troveremo davanti a noi, e qualche avvertimento vigoroso basterà a sgombrare la strada... »³⁷ Blum qui smaschera quella *politica del cinismo* molto diffusa in Francia – ma anche in Inghilterra – che ha portato a tutta una serie di cedimenti alle due dittature ma non certo a risultati concreti per la salvaguardia della pace e, dopo aver detto che simili ragionamenti lo spaventano e che essi presuppongono un’ipotesi che, se non è scartabile *a priori*, gli sembra del tutto e francamente assurda,³⁸ così prosegue :

“L’asse esiste. L’asse è solida. La stampa tedesca non ha cessato di avvertirci, proprio all’indomani della dichiarazione Ribbentrop–Bonnet, che la fedeltà all’Asse restava il principio fondamentale della politica italiana come della politica tedesca “³⁹

Blum richiama poi l’opinione pubblica francese, che continua a farsi illusioni di poter staccare, in qualunque modo, i due dittatori l’uno dall’altro, ad una realtà di fatto : da anni ed anni, infatti, le due dittature si sono spartite il mondo, ed un esempio di questa

³⁴ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

³⁵ In questo senso, cfr. Bédarida, art. cit., loc. cit.

³⁶ Sui colloqui di Roma cfr. De Felice, op. cit., p. 562; Salvatorelli-Mira, op. cit., p. 1002; Per un punto di vista francese, cfr. Duroselle, op. cit., pp. 392-393. Per un contributo più recente cfr. Rosselli, art. cit., loc. cit., p. 149.

³⁷ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

³⁸ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

³⁹ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

spartizione è stato l'accordo austro-tedesco del luglio 1936, che diversamente non è neppure concepibile e che ha poi aperto le porte all'annessione nazista dell'Austria del marzo 1938.⁴⁰ Dopo aver specificato che, in questa divisione del mondo, il centro, il sud-est e l'est dell'Europa spetterebbero a Hitler, mentre invece a Mussolini il Mediterraneo, poiché egli persegue il sogno di una restaurazione dell'Impero Romano,⁴¹ egli così prosegue:

"Hitler è in vantaggio, è vero. Ma oggi che Mussolini si sforza febbrilmente di raggiungerlo, con quale diritto supporre che il pieno appoggio di Hitler gli mancherà? Hitler non ha dunque più bisogno di Mussolini? È quindi tanto sicuro di se stesso da poter completare la sua vincita o da poterla conservare senza il pieno appoggio dell'Italia fascista? No: nello stato attuale dell'Europa, il legame e la solidarietà di interessi fra le due dittature resta sempre molto forte. Dal solo punto di vista dell'interesse e della sicurezza tedeschi, Hitler non può isolarsi al centro e all'Est dell'Europa trascurando l'azione italiana nel Mediterraneo. Così, sia sul piano « imperiale » che su quello europeo, è proprio l'asse Roma-Berlino che ci troviamo di fronte." ⁴²

E con questa serie di domande e risposte Léon Blum ha voluto sgombrare il campo dalle illusioni – troppo a lungo coltivate in Francia e in Inghilterra – di indebolire l'Asse Roma-Berlino separando Hitler da Mussolini e viceversa, così come anche da quella che un disinteresse francese per l'Europa, con un conseguente *ripiegamento imperiale*, possa placare in qualche modo gli appetiti del nazifascismo e, quindi, salvare la pace.

Ma è proprio il problema della salvaguardia di quest'ultima che resta aperto. Dopo aver dedicato così tanto spazio e quel che *non si deve fare* per salvare una pace che, continuando nella politica di cedimenti al nazismo, si rivelerebbe in fondo illusoria e instabile, Léon Blum è costretto a trarre delle conclusioni su ciò che *si dovrebbe* fare in questo senso: ma ciò – e lui stesso lo ammette – non è compito per nulla facile. Come infatti si può conciliare il suo precedente pacifismo con le sue attuali posizioni, che sembrano aver subito una svolta verso una politica di resistenza attiva e, quindi, anche armata – nei confronti del nazifascismo? Lo stesso *leader* socialista si rende fin troppo bene conto che questa contraddizione apparente potrebbe essere sfruttata per attaccarlo e, appunto per questo, così conclude:

« Mi si chiederà quali conclusioni intendo trarre da osservazioni tanto evidenti. Per il momento, nessun'altra se non quella di considerare con chiarezza e fortemente davanti a cosa siamo e dove andiamo. L'opinione pubblica francese si è levata tutta, e con un solo

⁴⁰ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.. Sull'accordo austro-tedesco dell'11 luglio 1936, imposto da Mussolini al cancelliere austriaco Schuschnigg per compiacere Hitler, cfr. Salvatorelli-Mira, op. cit., pp. 932-934; De Felice, op. cit., p. 346. Per un punto di vista francese, cfr. Duroselle, op. cit., pp. 295-296. Per alcune reazioni socialiste all'epoca del patto austro-tedesco cfr. l'articolo di André Leroux, in "Le Populaire", 12/VII/1936.

⁴¹ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.. Sulla vocazione imperiale di Mussolini cfr. Renzo De Felice, *Mussolini il Duce, I. Gli anni del consenso 1929-1936*, Torino, Einaudi, 1996, pp. 758-808; Denis Mack Smith, *Le guerre del Duce*, Milano, Mondadori, 1997, pp. 131-152.

⁴² Léon Blum, art. cit., loc. cit.

*slancio, contro le pretese italiane. L'azione del governo concorda con il movimento dell'opinione pubblica. Da parte mia me ne congratulo del tutto, sebbene, per quanto io sia diventato « bellicista », non apprezzi molto e tema un po' certe espressioni chiassose dello spirito di « resistenza ». Ma quel che sarebbe atroce, e a cui oso appena pensare, è che la « resistenza », affermata con tanta vivacità contro l'Italia di Mussolini, potesse piegarsi all'improvviso non appena al suo fianco apparisse la Germania di Hitler. La lezione è troppo recente e fin troppo crudele per esser stata dimenticata, mi pare. È necessario, stavolta, sapere quel che si dice, quel che si fa e quel che si vuole. »*⁴³

La conclusione, se così si vuol definirla, è molto amara. Léon Blum sa infatti fin troppo bene che, al punto in cui è arrivata la situazione, l'unica politica attiva contro il nazifascismo è ormai la resistenza armata. Ma, da vecchio e convinto pacifista, rifiuta la replica della famosa – e famigerata – *Union Sacrée* del 1914 assieme ad una destra che – anche se ciò non è detto apertamente – è la prima e maggiore responsabile dell'attuale situazione. Di questa destra francese Blum dimostra poi di non fidarsi, dato che ritiene che essa verrebbe meno alla politica di resistenza se alla *piccola Italia* si affiancasse ad un certo punto la *grande Germania*.

Il *grande vecchio* del socialismo francese è quindi diviso fra la fedeltà al suo vecchio pacifismo – che pure ha mostrato tutti i suoi limiti, dal 1918 in poi – e una seria politica di resistenza al nazifascismo che non faccia a Hitler e a Mussolini ulteriori concessioni e salvi la pace pur senza provocare una nuova guerra. Ma non è questo l'unico dilemma di Blum, poiché egli si trova, suo malgrado, a dover appoggiare un governo – quello Daladier – che francamente aborrisce non solo per le sue misure anti-operaie e anti-sociali con cui ha distrutto la formula politica del Fronte Popolare ma anche perché, prima di far ciò, con gli accordi di Monaco ha aperto la strada a nuove pretese dei due dittatori. In questo articolo, Blum sembra tornare un po' indietro rispetto alle sue precedenti posizioni: infatti, egli sembra dimenticare per un momento che se Mussolini ha aperto la crisi franco-italiana del 1938 è solo perché, dopo Monaco, dove aveva giocato un ruolo di mediatore in apparenza autonomo ma in realtà pilotato da Hitler, aveva pensato di poter riprendere una politica estera autonoma. Inoltre, il *leader* socialista francese sembra proporre un'immagine di *parità* fra Roma e Berlino che in realtà non esiste: infatti, non appena il clima del *dopo-Monaco* decadrà a causa dell'occupazione nazista di tutta la Cecoslovacchia, compiuta in violazione aperta di questi accordi, anche la crisi franco-italiana terminerà. Con questo atto tedesco è infatti venuto a cadere quel clima favorevole ad una ripresa di iniziativa autonoma della politica estera dell'Italia fascista, che così riconferma tutta la sua subalternità a quella della Germania nazista.⁴⁴

La polemica di Léon Blum sulla politica estera del governo Daladier non si chiude però qui. In due articoli successivi – che non hanno però né l'ampiezza di vedute né la lucidità del precedente – il *leader* socialista ritorna sulla questione in tono minore e, per certi aspetti, in modo forzatamente *difensivista* dell'integrità nazionale francese.

⁴³ Léon Blum, art. cit., loc. cit.

⁴⁴ Su questi aspetti cfr. Rosselli, art. cit., loc. cit., pp. 150–151.

Nel primo di essi,⁴⁵ l'autore è costretto a dichiarare che le pretese italiane su Corsica, Gibuti e Tunisia sono incompatibili con l'esistenza della Francia come nazione democratica, pur sottolineando che la convivenza pacifica fra essa e l'Asse, o anche solo fra questa e l'Italia sarebbe stata ancora possibile nell'ambito di un'unione fra le grandi potenze che garantisse la sicurezza collettiva sotto l'egida di una S.D.N. che però, da tempo, ha smesso di funzionare.⁴⁶

Nel secondo, invece,⁴⁷ riappare il fantasma della famigerata *Union Sacrée* del 1914, poiché Blum condanna senza appello i toni apocalittici di certa stampa – e non solo di destra – che sta facendo muro attorno a Daladier.⁴⁸ Poi, almeno per il leader della S.F.I.O., sulla crisi franco-italiana del 1938 – che presuppone una critica serrata di tutta la politica estera francese dal 1935 in poi – cala il sipario.

In conclusione, però, almeno due considerazioni si impongono: 1) i suoi articoli sono pubblicati proprio quando Daladier è in viaggio in Corsica e in Tunisia: un evento che, se richiama solo un articolo sul quotidiano socialista, è invece oggetto di ampi commenti critici su quello comunista⁴⁹; 2) nei suoi scritti, Blum sottopone a un duro attacco tutta la politica estera francese – non solo quella di Daladier, ma anche quella precedente – che ha portato all'attuale situazione. Nella sua analisi, però, sembra a un certo punto offrire – almeno in parte – un ritratto troppo *paritario* dell'Asse Roma-Berlino, vista come un'alleanza ugualitaria fra le due dittature. Con ciò, egli non pare dunque aver del tutto compreso che, dal 1933, la bilancia dell'importanza politica fra i due regimi totalitari si è progressivamente e decisamente spostata a favore della Germania nazista. Lo capirà solo dopo la seconda guerra mondiale, e dopo aver fatto i conti con il suo pacifismo e aver dovuto comprendere che esso era del tutto inutile con Hitler.⁵⁰ Ma questa, purtroppo, è un'altra storia.

⁴⁵ Cfr. Léon Blum, *Tirer une réalité d'un rêve...*, in "Le Populaire", 5/1/1939.

⁴⁶ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

⁴⁷ Cfr. Léon Blum, *Après lui le déluge?*, in "Le Populaire", 6/1/1939.

⁴⁸ Cfr. Léon Blum, art. cit., loc. cit.

⁴⁹ Cfr., in questo senso, l'articolo di Jean Favre, in "Le Populaire", 3/1/1939, e gli articoli di Gabriel Péri, in "L'Humanité", 2/1, 3/1 e 4/1/1939, e l'articolo di Paul-Laurent Darnat, in "L'Humanité", 5/1/1939. Per una reazione di parte fascista a questo viaggio cfr. Rosselli, art. cit., loc. cit., p. 149.

⁵⁰ Cfr. Charles Serre, *Les événements survenus en France de 1933 à 1945*, tome II (Annexes: Audition de M. Léon Blum, séance du 18 juin 1947), Paris, PUF, 1947, pp. 121–122. nella sua testimonianza di fronte alla commissione parlamentare d'inchiesta, Blum arriva a sostenere che, proprio come Cecoslovacchia e Jugoslavia avevano avvertito a più riprese l'Austria che un'eventuale restaurazione degli Asburgo sarebbe stata considerata un *casus belli*, un'operazione analoga avrebbe dovuto essere compiuta da queste due nazioni assieme alla Francia, all'Inghilterra e alla Polonia nel 1933, quando in Germania Hitler era appena giunto al potere. E spiega anche perché ciò non fu fatto. Su Léon Blum e il suo atteggiamento verso la Germania nazista, come su quello del socialismo francese in generale, cfr. Jacques Droz, *Le parti socialiste français devant la montée du nazisme*, in AA. VV., *La France et l'Allemagne 1932–1936*, Paris, Éditions du CNRS, 1980, pp. 173–189.

Alcune considerazioni sulla politica estera dell'Italia dopo la seconda guerra mondiale

Katalin PINTÁCSI
Université de Szeged
Hongrie

La politica estera dell'Italia dopo la seconda guerra mondiale è fortemente determinata dal fatto che il paese doveva provare la sua ferma volontà di non lasciare più nessun spazio alle forme dittatoriali nella vita politica interna e di voler seguire l'esempio delle democrazie occidentali.

L'Italia, dove il regime fascista stava rafforzandosi sempre di più dalla fine degli anni '20 sotto la guida di Mussolini, fu coinvolta nella seconda guerra mondiale, impreparata sia economicamente, sia nei preparativi di guerra, al fianco della Germania nazista di Hitler. Alla fine del 1942, vedendo le serie di azioni fallite, erano cresciuti in numero quelli che sentivano la delusione nei confronti del fascismo. Non solamente i politici liberali e cattolici che hanno scelto l'esilio volontario, oppure i socialisti e i comunisti clandestini o imprigionati, ma anche i politici fascisti moderati, tentarono di ottenere una pace separata. Gli alleati invece non ne volevano nemmeno sapere di trattare con i fascisti. Soltanto dopo che il 24 luglio 1943 Mussolini aveva presentato le sue dimissioni e il re Vittorio Emanuele Terzo aveva nominato il Marescallo Badoglio capo del governo, Churchill e Roosevelt si misero d'accordo, durante il loro incontro a Quebec nell'agosto del 1943, sul fatto di poter trattare con l'Italia a una sola condizione: che quella uscisse dall'allenaza con la Germania e continuasse la lotta insieme con le forze alleate. In seguito a ciò si realizzò, il 3 settembre 1943 a Cassibile, l'armistizio corto, poi il 29 settembre 1943 a Malta l'armistizio lungo e l'Italia il 13 ottobre 1943 dichiarò guerra alla Germania nazista.

In queste pagine non vorrei esaminare profondamente la vicende ulteriori della guerra, essendo molti libri disponibili in questo tema.¹ Vorrei menzionare solo quelle facende che ritengo importanti per poter capire la politica estera del paese in seguito alla guerra.

Fino alla totale liberazione del paese ci sono tre forze politiche importanti sul territorio d'Italia. Queste sono le seguenti: a Nord lo Stato fantoccio con la guida di Mussolini, però sotto l'occupazione tedesca, la cosiddetta Repubblica Sociale Fascista; sul territorio a Sud di Napoli, sotto l'occupazione delle forze alleate, il Regno del Sud con a capo il re e

¹ E. Agarossi, *L'Italia nella sconfitta: politica interna e situazione internazionale durante la seconda guerra mondiale*, Napoli, 1985.; R. De Felice (a cura di), *L'Italia fra tedeschi e alleati. La politica estera fascista e la seconda guerra mondiale*, Bologna 1973.; Danis Mack Smith, *Storia d'Italia dal 1861 al 1997*, Bari 1999. Ecc.

Badoglio; ed il Comitato di Liberazione Nazionale (CLN), raggruppante tutte le forze antifasciste, che organizzò un movimento partigiano molto efficace su tutto il territorio del paese per aiutare la totale liberazione. Il suo scopo futuro fu quello di cambiare la forma dello stato dalla monarchia alla repubblica e di far riacquistare il prestigio al paese.

Per i primi giorni di giugno del 1944 fu liberata Roma, e il CLN riuscì ad esercitare una pressione sulle forze occupanti il paese, cioè gli americani e gli inglesi, per poter ottenere e far accettare le dimissioni del Maresciallo Badoglio e riconoscere il governo formato dai sei partiti antifascisti con a capo Ivanoe Bonomi. Per l'aprile del 1945 fu liberato tutto il paese. Quando, il 2 giugno 1946, la gente doveva votare per scegliere in quale forma di stato voleva vivere, il governo doveva già superare molte crisi. Allora era alla guida del governo il famoso politico democristiano Alcide De Gasperi, la cui personalità aveva un grande influsso sulla vita politica dell'Italia fino alla sua morte avvenuta nel 1954. Alle elezioni, il 54% degli elettori votò per la repubblica, il che significò anche la fine dell'era della monarchia. Allo stesso tempo, la gente doveva votare anche per formare l'Assemblea Costituente ed il risultato del voto ci dà un quadro chiaro sul potere politico dei partiti partecipanti. Il numero maggiore dei voti li ricevette la Democrazia Cristiana (DC), (35,2%), aveva un grande successo il Partito Comunista Italiano (PCI), il partito comunista organizzato nel modo migliore in Europa con il 19% dei voti, mentre il Partito Socialista Italiano dell'Unità Proletaria (PSIUP)² ricevette il 20,7% dei voti.³

Malgrado l'Italia avesse ottenuto l'armistizio, avesse dichiarato guerra alla Germania e migliaia di italiani avessero combattuto per la liberazione del paese al fianco delle forze alleate, l'Italia fu considerata un ex-nemico che poteva riavere la sua sovranità solo in caso firmasse il trattato di pace. L'Italia firmò il trattato di pace⁴ a Parigi il 10 febbraio 1947, in cui era costretta ad accettare delle condizioni assai dure.

² Nel gennaio del 1947 succedde una rottura nel partito, che si divise in due. È stato formato allora il Partito Socialista Italiano - PSI, che rimaneva d'accordo di seguire l'azione del Partito Comunista e, come capo del partito, fu eletto Pietro Nenni. Mentre l'altra ala, che preferiva l'azione autonoma dai comunisti e si avvicinava sempre di più all'accettazione della politica del governo, ha dato vita al Partito Socialista dei Lavoratori Italiani - PSLI, sotto la guida di Giuseppe Saragat, che più avanti ha preso il nome di Partito Socialdemocratico Italiano - PSDI. A causa di questa crisi nel partito socialista, De Gasperi poteva prendere l'occasione di formare un nuovo governo in cui erano ancora meno presenti i rappresentanti dei Partiti socialista e comunista e in cui occupò il posto di Nenni come Ministro degli Esteri Carlo Sforza.

³ Gli altri partiti ottennero dei risultati poco importanti, meno del 5% per. es.: repubblicani, liberali

⁴ L'intero testo del Trattato di Pace si trova nella rivista *Relazioni Internazionali*, anno XI., 1947, numero 7.

La revisione del trattato di pace

I politici italiani davano il loro appoggio all'accettazione del trattato di pace sebbene esso ponesse delle condizioni inaccettabili per la nazione, nella speranza che si potesse ottenere la sua revisione nel prossimissimo futuro. Il testo del trattato si divide in 90 articoli che formano undici capitoli preceduti dalla premessa. I problemi regolati dal trattato sono i seguenti:

- **frontiera occidentale:** l'Italia deve rinunciare a Briga, Tenda, Moncenisio ed ad alcuni territori del San Bernardo e Briançon a favore della Francia;
- **frontiera orientale:** per quanto riguardò la Venezia-Giulia e Trieste, gli alleati avevano dei punti di vista diversi. Gli Usa si mostravano disponibili a portare una decisione favorevole all'Italia. L'Inghilterra aveva come scopo principale quello di evitare possibilmente il rafforzamento dell'Italia e della Jugoslavia che potevano minacciare il suo potere nel Mediterraneo, tra l'altro già abbastanza fragile. La Francia avrebbe voluto togliere all'Italia delle città importanti come Parenzo, Rovigo, e Pola. Mentre l'URSS chiaramente voleva dare quasi tutta la Venezia-Giulia alla Jugoslavia. La decisione finale era più vicina al punto di vista francese. L'Italia poteva mantenere Gorizia e Monfalcone, però l'Istria doveva essere consegnata alla Jugoslavia e Trieste doveva diventare un territorio libero con uno statuto internazionale. A capo del territorio, il Consiglio di Sicurezza dell'ONU doveva nominare un governatore che, ascoltando sia il governo italiano sia quello jugoslavo, doveva formare un consiglio governante degli abitanti di Trieste: quattro mesi dopo, si dovevano tenere delle elezioni. Come però vediamo, in seguito la decisione non si realizzò mai perchè nè gli alleati nè i due paesi riuscirono trovare l'accordo sulla persona del governatore;
- **frontiera settentrionale:** viene accettato l'accordo De Gasperi-Gruber, stipulato il 5 settembre 1946., con cui si accetta la frontiera originale e si assicura un'autonomia notevole per la popolazione di Bolzano e Trento;
- **colonie:** l'Italia perde l'Etiopia e Albania, deve restituire alla Grecia il Dodecanesso e Rodi. La decisione per le colonie prefasciste però fu rimandata di un anno;
- **clausole militari:** il paese poteva possedere una forza armata molto limitata: 185mila soldati, 65mila carabinieri, 350 aerei con 25mila uomini e per la marina altri 25mila marinai;
- **clausole economiche.**

Carlo Sforza, allora ministro degli esteri, personaggio decisivo nella formazione della politica estera del paese dopo la guerra, convinto sostenitore dell'integrazione europea, in una sua nota emessa dopo la firma del trattato, e indirizzata ai tutti i poteri firmatari, dichiarò che il governo italiano considerava giusta la revisione radicale del trattato di pace. Non a caso, il paese poteva avere fiducia nella revisione. Nei primi mesi del 1947 si poteva già vedere chiaramente che la situazione internazionale esistente alla fine della guerra era cambiata, e che in quella nuova spettava all'Italia un ruolo del tutto mutato. Con la formazione della guerra fredda, gli alleati di una volta si guardavano come nemici.

Churchill, nel suo discorso tenuto a Fulton, parla dell'Unione Sovietica come di una potenza aggressiva che minaccia i paesi democratici ed in conseguenza della sua politica una cortina di ferro divide in due l'Europa. Tutte le due parti avrebbero visto volentieri nel loro gruppo l'Italia, avendo il paese una posizione geografica molto favorevole per il controllo dell'intero Mediterraneo. Le democrazie occidentali avevano paura, specialmente dopo gli eventi del febbraio del 1948 a Praga e prima delle elezioni democratiche tenute il 18 aprile 1948⁵ del fatto, che essendoci in Italia dei partiti di sinistra molto forti ed una situazione economica molto debole, c'era una grande probabilità di una svolta a sinistra. Però l'Italia, grazie a questa paura, poteva ottenere più facilmente degli aiuti economici dall'America e avere dei successi nella revisione del trattato di pace. Per quanto riguarda quest'ultimo, ufficialmente l'Italia comincia ad agire con l'aiuto della diplomazia dal 1951, dopo quando in più campi dava già prova della sua fedeltà all'occidente. Nel suo discorso di Genova tenuto il 20 maggio 1951, Sforza chiede la realizzazione della dichiarazione tripartita su Trieste del 1948⁶, l'eliminazione delle clausole militari ed economiche e l'aiuto dei paesi amici per ottenere l'entrata dell'Italia nell'ONU. Il governo presenta la domanda ufficialmente a Washington il 17 luglio 1951. Il 26 settembre 1951 i governi degli USA, dell'Inghilterra e di Francia dichiarano che, prendendo in considerazione la situazione attuale, la discriminazione che punisce ancora l'Italia in conseguenza del trattato di pace non è giusta e la ostacola nel formare la sua rete di difesa. Certamente l'Unione Sovietica manifestò subito il suo disaccordo: non dobbiamo dimenticare che allora il conflitto di Corea è molto vivo, Stalin è ancora al potere e non si poteva vedere nemmeno la minima speranza di trovare consenso tra le grandi potenze. L'URSS pone delle condizioni inaccettabili, e chiede l'uscita dell'Italia dalla NATO in cambio del suo consenso. Il 10 maggio 1955, durante la seduta del Consiglio dei Ministri della NATO, Dulles, il ministro degli esteri degli USA, fa un'altra dichiarazione che considera superate le condizioni del trattato di pace di fronte all'Italia e abbracciano la sua opinione l'Inghilterra, la Francia, il Canada, il Belgio, l'Olanda e la Grecia.

Tra le questioni regolate dal Trattato di pace diventano le più importanti nella revisione la questione di Trieste e delle colonie.

Secondo il trattato, sulla sorte di Trieste si doveva decidere con il plebiscito e fino ad allora il territorio doveva godere di uno statuto internazionale ed essere guidato da un governatore.⁷ Però, con il sorgere della guerra fredda, la decisione sulla regione diventò

⁵ Alle elezioni Il Partito Democristiano riuscì ad ottenere la maggioranza assoluta con il 48,5% dei voti. Il fronte popolare, formato dal partito comunista e socialista, ottenne il 31% dei voti. Gli altri partiti più piccoli avevano meno del 10% dei voti ciascuno.

⁶ Il 20 marzo 1948, i governi inglese, americano e francese dichiarano il loro appoggio alla restituzione del Territorio Libero di Trieste all'Italia.

⁷ Ancora prima della totale sconfitta delle truppe tedesche, gli alleati cominciano delle trattative sulla sorte della Venezia-Giulia. Churchill e Stalin appoggiano la divisione della regione, mentre gli USA vorrebbe vedere un governo militare alleato a capo della tutta la regione. Truman, il 30 aprile 1945, dà l'ordine alle sue truppe di occupare il territorio. Intanto Tito occupa Belgrado e, dopo la sconfitta dei tedeschi, avvenuta il 3 maggio, continua l'avanzata. Nel frattempo, gli alleati

una questione di politica di sicurezza. L'unificazione della zona A, sotto l'occupazione americana, con la zona B, sotto l'occupazione sovietica, è diventata impossibile. Certamente, l'Italia avrebbe voluto riavere tutto il territorio perchè la maggioranza della popolazione era italiana. Invece, la zona B passò sotto il controllo del governo di Belgrado. Quando il 20 marzo 1948 gli americani, gli inglesi e i francesi chiedono la restituzione del territorio all'Italia nella dichiarazione tripartita, il governo di Mosca la respinge volendo appoggiare la Jugoslavia allora suo alleato. Perciò gli alleati potevano fare una promessa solo per la restituzione della zona A, per la cui realizzazione però si dovevano aspettare diversi anni. Quel fatto lo possiamo spiegare con due motivi. Uno: nella sua nota del 13 aprile 1948 il governo sovietico dice che la dichiarazione tripartita non può essere valida perchè il trattato di pace può essere modificato solo nel caso in cui tutte le potenze fossero d'accordo. L'altro motivo è che già nel giugno del 1948 nascono dei forti contrasti tra Tito e Stalin: poi, il capo jugoslavo viene escluso anche dal Cominform, e all'inizio del 1949, Tito richiama il suo ambasciatore da Mosca. Emerge anche la possibilità di uno scontro armato. Perciò l'America non era interessata a realizzare la dichiarazione perchè voleva mantenere la sua presenza militare nella zona. Non dobbiamo dimenticare che in quel periodo la guerra fredda più volte sembra trasformarsi in una guerra reale: basta menzionare il blocco di Berlino oppure la guerra di Corea nel 1950. Quindi, l'America voleva aiutare Tito perchè la Jugoslavia ha una posizione strategica sia per il Mediterraneo sia per i Balcani, e la dichiarazione tripartita avrebbe potuto mettere in difficoltà il capo jugoslavo anche nel suo paese. Intanto il ministro degli esteri italiano, Carlo Sforza, tenta di trovare un accordo con Tito, ma con poco successo. Solamente nel 1954 nasce qualche risultato quando il 5 ottobre gli USA, l'Inghilterra e l'Italia si mettono d'accordo di porre la zona A sotto l'amministrazione italiana e di ritirare le loro truppe. Trieste invece diventa un porto libero.

L'altra questione che non trova una soluzione nel trattato di pace è quella delle colonie, sulle quali la decisione viene affidata all'ONU. L'Unione Sovietica cercava di appoggiare l'Italia nel riavere le sue colonie soprattutto prima delle elezioni del 1948, sperando così di poter sfruttare i sentimenti nazionalistici e di trovare un maggiore successo per il partito comunista, poichè il paese non aveva nessun interesse nell'Africa del Nord. L'URSS preferiva vedere un'Italia debole nel Mediterraneo che l'egemonia anglo-americana. Per le altre potenze, invece, la questione era più delicata perchè l'Inghilterra avrebbe voluto avere nella sua sfera di interesse anche gli ex-territori italiani, e gli USA e la Francia preferivano di non contraddirla a favore dell'Italia. I politici italiani erano ben consci che ci si poteva aspettare qualche risultato solo nel caso delle colonie prefasciste, e perciò chiesero l'amministrazione fiduciaria in Libia, in Etiopia e in Somalia

rimangono d'accordo di rinviare la decisione finale sulla sorte della frontiera orientale dell'Italia fino al trattato di pace. Il 15 maggio 1945, gli anglo-americani presentano la loro nota a Tito ingiungendogli di ritirare le sue truppe. Visto che non arrivava nessun aiuto da parte dell'URSS, Tito comincia il ritiro il 19 maggio fino alla linea Morgan. Il 20 giugno 1945 nasce la decisione sulla divisione della Venezia-Giulia in una zona A e B.

La questione di Trieste è il primo punto di scontro tra gli alleati. L'Inghilterra vorrebbe evitare il rafforzamento dell'Italia o della Jugoslavia nel Mediterraneo, gli USA non vorrebbe favorire la Jugoslavia, mentre anche l'URSS vorrebbe fare valere il suo punto di vista, cioè aiutare Tito.

dove, in seguito alla guerra, erano le forze armate inglesi ad avere il potere amministrativo (British Military Administration-BMA). Ancora poco prima delle elezioni successe un incidente tragico a Mogadiscio, in Somalia. Durante un evento organizzato dalla Lega dei Giovani Somali, che godevano anche della protezione del BMA, furono uccisi 52 abitanti italiani e il fatto rimase trascurato dagli inglesi, facendo crescere di più in Italia il clima anti inglese. Visto che era l'Inghilterra la più interessata nelle colonie italiane, Sforza cercò di mettersi d'accordo con Bevin, il ministro degli esteri inglese. Dalle loro trattative nacque un accordo che però poi venne respinto dall'ONU.⁸ Per i politici italiani divenne sempre più chiaro che non potevano sperare in successi nella questione delle colonie nel modo tradizionale: perciò cambiarono tattica. Cominciarono a parlare dell'indipendenza dei popoli colonizzati sperando di guadagnare in tal modo la simpatia dei popoli arabi, ai quali furono legati molto anche dagli interessi economici. Però con questa teoria di decolonizzazione bisognava avere prudenza perchè si poteva rischiare il contrasto con l'Inghilterra e, cosa ancora più importante, con la Francia, che dopo la guerra diventò l'appoggio più efficace dell'Italia in campo internazionale.

Infine nasce, il 21 novembre 1949, il decreto dell'ONU in cui viene dichiarata l'indipendenza della Libia per il 1952, intanto preparata con un consiglio di dieci eletto dagli incaricati ONU. L'Eritrea, formando una federazione con l'Etiopia, deve avere l'indipendenza per il 15 settembre 1952,; invece, in Somalia, è l'Italia che deve avere l'amministrazione fiduciaria per dieci anni.

La strada per diventare membro delle organizzazioni internazionali

OECE

Marshall, il ministro degli esteri americano, nel suo discorso tenuto all'Università di Harvard il 5 giugno 1947, dichiara che considera necessaria la ricostruzione d'Europa, a cui possono dare una mano gli USA. L'aiuto economico prevede già la collaborazione dei popoli d'Europa, e perciò l'aiuto Marshall diventa un promotore dell'integrazione europea.

L'America offre immediatamente l'aiuto anche all'Italia anche perchè aveva paura che in un paese dove la situazione economica è molto cattiva, e la sinistra è assai forte, c'è una probabilità più grande di una svolta a sinistra. Il governo italiano era tra i primi di manifestare la sua volontà di aderire al programma senza nessuna condizione. Il 12 luglio 1947, con la partecipazione di 22 paesi, comincia una conferenza sugli aiuti Marshall dove l'Italia partecipa come *partner* a pieno titolo. Quel fatto riceve una grande importanza, visto che era la prima occasione in cui l'Italia, un paese vinto, poteva godere di una parità durante una conferenza internazionale. I capi del paese, De Gasperi e Sforza, riconobbero che l'Italia è troppo debole per far valere i suoi interessi da sola, e invece,

⁸ Il compromesso Bevin-Sforza contiene: l'amministrazione fiduciaria inglese in Cirenaica dal 1951, l'amministrazione fiduciaria italiana in Tripolitania, l'amministrazione fiduciaria francese in Fezzan, la federazione di Eritrea con Etiopia, l'amministrazione fiduciaria italiana in Somalia

diventando membro delle organizzazioni internazionali, crescono le sue possibilità. Sforza aveva la speranza che la collaborazione economica potesse diventare l'inizio di un'integrazione europea. In un'Europa unita si potrebbero evitare le guerre, l'economia potrebbe crescere facilmente e potrebbe formare una base più forte di fronte ai paesi dell'Europa orientale. Sforza, in un suo discorso tenuto alla conferenza, menziona ancora due particolari molto interessanti: che un'Europa non la possiamo immaginare senza la partecipazione della Germania e dei paesi del Mediterraneo. Sforza era convinto che questo fosse l'unico modo con cui si potrebbe condurre la Germania sulla strada della democrazia⁹.

Dopo che era stata firmata il 3 aprile 1948 l'Economic Cooperation Act (legge per la cooperazione economica) da Truman, che serviva per rendere possibile gli aiuti anche a livello legale, i 16 paesi europei firmarono il 16 aprile 1948 a Parigi l'Accordo per la Cooperazione Economica Europea e costruirono l'Organizzazione Europea per la Cooperazione Economica (OECE). L'accordo fu ratificato dal parlamento italiano il 12 luglio 1948.

L'Italia, prima degli aiuti Marshall, poteva già godere di altri appoggi dall'America. Prima delle elezioni, il paese entro tre mesi ricevette 176 milioni di dollari come cosiddetto Interim Aid, che servirono anche come propaganda. Poi Marshall, il 20 marzo 1948, dichiarò che in caso di vittoria della sinistra la consegna degli aiuti sarebbe stata interrotta. Con la vittoria del Partito Democristiano, avente la maggioranza assoluta, cominciò a diminuire il pericolo comunista e, parallelamente a quello, vediamo calare anche l'attenzione dei paesi occidentali verso la penisola. Quindi, non sembra sbagliato dichiarare che la partecipazione al programma Marshall aveva un'importanza più politica che economica perché significava il primo passo sulla strada verso il riacquisto del prestigio della nazione.

La NATO

L'Italia firma il trattato della NATO il 4 aprile 1949 come paese fondatore: però la sua ammissione fu preceduta da che polemiche sia da parte degli altri paesi membri sia dalle forze interne.

Durante gli incontri ministeriali di Londra, nel novembre e dicembre 1947, emerse già la domanda da parte inglese e francese se l'America fosse disponibile ad assicurare delle garanzie politiche e militari nei confronti dei suoi *partners* europei. Però negli USA allora stava svolgendosi la campagna elettorale e sarebbe stato rischioso abbandonare la politica isolazionista: quindi, i paesi europei non potevano aspettarsi nessuna garanzia. Perciò Bevin, il ministro degli esteri inglese, considerava migliore se i paesi europei prendevano in mano l'iniziativa. Nel gennaio del 1948 propone all'Inghilterra, alla Francia ed ai paesi del Benelux – e menziona tra i paesi come *partner* possibile anche l'Italia – di firmare degli accordi bilaterali tra di loro di mutua garanzia politica e militare. Dopo gli eventi di

⁹ in.: Varsori, Antonio, *L'Italia nelle relazioni internazionali dal 1943 al 1992*, Roma-Bari, 1998. Gli stessi pensieri possiamo trovare nei suoi altri discorsi tra i quali il più famoso è quello di Perugia, tenuto all'Università per Stranieri.

Praga, questi paesi sentirono ancora di più il bisogno di realizzare l'alleanza, ed il 17 marzo 1948 i cinque paesi firmarono il Patto di Bruxelles che è un accordo politico-militare multilaterale. Malgrado che anche gli stessi paesi fondatori avessero dei dubbi per quanto riguardava l'ammissione dell'Italia che era militarmente ed economicamente debole e gli inglesi avessero paura che poi volesse far valere i suoi interessi nella questione delle colonie nell'ambito dell'alleanza, erano gli italiani a rifiutare la partecipazione. Il rifiuto lo possiamo spiegare con diversi motivi. De Gasperi aveva paura che il Fronte Popolare avrebbe potuto guadagnare un nuovo *slogan* contro i democristiani se avessero accettato di partecipare ad un'alleanza di natura militare, anche perchè la gente aveva dei ricordi cattivi di qualsiasi tipo di alleanza militare. Poi, il leader democristiano non voleva prendere la responsabilità di decidere senza avere un parlamento eletto dal popolo. Il Vaticano ed i socialisti preferivano la neutralità del paese. I comunisti, invece, che avevano una base elettorale forte, potevano considerare l'entrata come un passo indirizzato contro l'Unione Sovietica. Inoltre, la maggioranza dei *leaders* politici era convinta che un'alleanza militare senza l'America non poteva funzionare. Le paure del governo italiano non trovarono comprensione da parte degli altri paesi e nascevano dei contrasti anche con gli USA. Questi considerarono inaccettabile che un paese vinto come l'Italia potesse rifiutare un'offerta così generosa e la accusarono di svolgere un doppio gioco come durante le guerre mondiali. La diplomazia italiana doveva lavorare intensamente per poter convincere l'America e i paesi dell'Europa occidentale che il rifiuto non significa che l'Italia non volesse appartenere alla parte democratica dell'Europa. Nell'estate del 1948, De Gasperi e Sforza, in diversi discorsi impressionanti, sottolineano più volte l'importanza della collaborazione europea, che però loro immaginano iniziare nel campo economico, come ad esempio il progetto di unione doganale italo-francese per l'influenza dell'OEEC, e che considerano importantissimi i rapporti con gli USA, ed hanno una fiducia più grande nella validità dei trattati bilaterali con l'America e nelle loro garanzie.

Per gli USA diventa possibile la partecipazione ad un'alleanza militare con l'accettazione della proposta Vandenberg dalla parte del senato, che dichiara che l'America può partecipare ad alleanze militari che includono anche dei paesi fuori del continente, e può farlo anche in tempo di pace. Gli USA cominciano a fare trattative con il Canada e i paesi del Patto di Bruxelles sulle questioni di sicurezza per realizzare un'organizzazione che potrebbe coprire tutto l'Atlantico. Allora non si parla ancora della partecipazione dell'Italia e praticamente il Mediterraneo riceve una maggiore attenzione solo dagli anni '50. Solamente la Francia, che appoggierebbe l'inclusione del paese nella speranza di poter far valere in modo migliore i loro interessi nel Mediterraneo insieme, e di ricevere l'appoggio dall'Italia di far riconoscere l'Algeria come membro, essendo il paese africano una parte della Francia. Poi, i francesi potevano sentirsi più sicuri avendo una zona di sicurezza più vasta possibile verso l'oriente. Gli inglesi non erano assolutamente d'accordo sull'ammissione dell'Italia avendo dei contrasti nella questione delle colonie con l'Italia, e invece i paesi del Benelux criticarono la situazione economica e militare del paese, che non poteva diventare un membro utile. Poi, gli USA non potevano perdonare all'Italia il rifiuto di partecipare al Patto di Bruxelles.

In base ai risultati della storiografia, oggi non sappiamo ancora determinare con precisione quando l'Italia decide di cambiare punto di vista e di manifestare la volontà di aderire alle trattative. Dai documenti diplomatici vediamo che i tre principali ambasciatori (Tarchiani- a Washington, Quaroni- a Parigi, Gallarati Scotti- a Londra) reagiscono subito positivamente al discorso di Bevin e appoggiano l'adesione dell'Italia. Solo l'ambasciatore a Mosca, Brosio, continua a sostenere il concetto della neutralità. Intanto, anche il ministro degli esteri, Sforza comincia a capire che l'interesse del paese sarebbe di aderire al futuro Patto Atlantico. Una cosa è sicura, che nei mesi di novembre e dicembre del 1948, nel Parlamento si svolgono delle discussioni ardenti sulla neutralità grazie alla mozione di Nenni, in cui il deputato socialista chiede di includere nello statuto la neutralità del paese. La mozione viene respinta dal Parlamento il 4 dicembre 1948, e quindi diventa possibile per il paese l'adesione ad un'alleanza militare. De Gasperi riesce a convincere anche il papa della necessità di partecipare all'organizzazione e chiede il suo aiuto per convincere la buona volontà del popolo. Pio XII^o nel suo discorso di Natale alla Radio Vaticana, dichiara che considera il comunismo un sistema aggressivo contro il quale bisogna combattere. Sebbene il Vaticano per sua natura dovrebbe rimanere neutrale dopo l'arresto del cardinale Mindszenty e l'avanzata di Mao in Cina diventò più facile persuadere il papa.

Sicuramente i politici italiani si rendevano conto che per l'Italia era impossibile rimanere neutrale, essendo troppo debole economicamente e incapace di difendersi da sola. Il paese può sentirsi in sicurezza in caso in cui può avere l'appoggio degli USA, che volevano acquistare tramite degli accordi bilaterali, il che però fu rifiutato dall'America. L'unica soluzione rimase quella di aderire al Patto Atlantico. I primi passi diplomatici vengono effettuati nel dicembre di 1948. Durante i colloqui Sforza-Schumann a Cannes, il ministro degli esteri francese propone al collega italiano di presentare la domanda per la NATO e lo assicura del suo appoggio. Nel gennaio di 1949 il capo maggiore dell'esercito, generale Efsio Marras, si reca negli USA per una visita ufficiale delle diverse basi militari, ma allora non si parla ancora dell'adesione dell'Italia. Il 6 gennaio, De Gasperi e Sforza inviano un *memorandum* a Tarchiani a Washington per incaricarlo di chiedere delle informazioni sulla futura organizzazione che però non equivale ad una richiesta di adesione. Invece, grazie ai giochi diplomatici e all'attività zelante di Tarchiani e della *lobby* italiana dei senatori americani, l'interesse del governo italiano viene preso già come una richiesta. Nel suo *memorandum* del 1 marzo 1949, Tarchiani descrive che il governo italiano considera indispensabile l'adesione alla NATO per la sicurezza del paese e vorrebbe partecipare alle trattative il più presto possibile o almeno avere il testo del trattato.

Il ministro degli esteri americano riassume i pro e i contro dell'adesione dell'Italia come segue¹⁰:

¹⁰ in.: Foreign Relations of the United States, 1949, Vol. IV., pp. 142.-145.

I contro per l'adesione dell'Italia:

1. Il paese non appartiene all'area nord-atlantica.
2. Sarebbe più conveniente risolvere i problemi dei paesi mediterranei nell'ambito di un patto separato.
3. In caso di adesione dell'Italia, emerge automaticamente anche quella della Grecia e della Turchia.
4. A causa delle clausole militari del trattato di pace, l'Italia non dispone delle capacità militari sufficienti.
5. Nel caso che l'Italia diventasse un membro, gli altri paesi dovrebbero assicurare la sua sicurezza, che peserebbe molto agli altri membri.
6. Dopo le esperienze delle due guerre mondiali, l'Italia non può essere considerata un alleato fedele perchè in entrambi i due casi ha cambiato alleanza.
7. Nel 1940 assalì alle spalle la Francia e l'Inghilterra.
8. L'ammissione di un paese ex-nemico potrebbe servire come un'altra prova per l'Unione Sovietica che l'alleanza è contro di essa.

I pro per l'adesione dell'Italia

1. Non ha importanza come è la capacità difensiva di un paese ma quanto è importante la difesa del paese per gli altri membri.
2. Il presidente ha approvato la decisione del Consiglio di Sicurezza Nazionale il 10 febbraio 1948, secondo la quale gli USA deve fare tutto il possibile per ostacolare la pervenuta al potere del comunismo.
3. Lo scopo del patto è quello di rendere chiaro che, in caso di un attacco militare contro un paese membro, gli altri paesi reagiscono con forza.
4. Malgrado le clausole militari, l'Italia dispone un numero significativo di navi da battaglia, aerei e di una numerosa flotta commerciale. Il paese dispone di 12 divisioni, mentre la Francia ne potrebbe schierare 9.
5. L'industria dell'Italia settentrionale è altamente sviluppata, dispone di una mano d'opera ben istruita e, in caso di una nuova guerra, le sanzioni sarebbero abolite.
6. Per la sicurezza dell'Europa occidentale nel Mediterraneo, l'Italia ha una posizione strategica e forma una base terrestre e marina importante. La perdita della sua industria e della sua mano d'opera causerebbe problemi per l'alleanza.
7. Per la sicurezza della Francia, l'Italia ha una grande importanza, e si svolgono già tra di loro delle trattative a livello militare.
8. L'Italia, per le sue tradizioni, appartiene alla civiltà europea occidentale.
9. La Francia minaccia di non ratificare il patto se l'Italia non vi possa partecipare.
10. L'Italia è il continuo geografico dell'area atlantica settentrionale, mentre questo non è valido per la Grecia o per la Turchia.
11. In teoria, ogni paese europeo potrebbe partecipare all'alleanza in caso mantenesse i principi fondamentali.
12. Se viene respinta la domanda dell'Italia, la sinistra si rafforzerà.

13. Se tutti i paesi cominciano a tendere a fare partecipare anche l'Italia, verranno accusati gli USA se ciò non avverrà.
14. Se non si ammette adesso l'Italia, dopo sarà più difficile convincere l'opinione pubblica.

Infine, l'Italia riceve l'invito ufficiale l'8 marzo 1949 a partecipare alle trattative sul Patto Atlantico. Il paese può ringraziare molto l'attivo appoggio della Francia che minacciava non solo di ostacolare l'adesione della Norvegia ma addirittura di abbandonare la trattative in caso fosse impedita l'ammissione dell'Italia dagli altri partners. Così anche il senato americano e Truman riconoscevano che non potevano rischiare che i paesi del blocco orientale potessero pensare che loro non erano capaci di trovarsi d'accordo nemmeno tra di loro, e l'Italia garanti all'Inghilterra che non aveva l'intenzione di sfruttare l'alleanza per ottenere dei vantaggi sulla questione delle colonie e, anche se i paesi del Benelux avevano ancora alcune riserve, non ostacolavano più l'adesione dell'Italia. Il 4 aprile 1949, l'Italia firma il Patto Atlantico come paese fondatore insieme con i paesi del Patto di Bruxelles, gli USA, il Canada, la Danimarca, l'Islanda, la Norvegia ed il Portogallo.

Durante le discussioni parlamentari prima della ratifica, i socialisti certamente annotano di nuovo che il Patto rafforza la divisione dell'Europa e del mondo, e il *leader* comunista, Togliatti, considera il Patto un atto aggressivo. Invece, il governo era ben conscio del suo successo perchè, firmando il patto, è riuscito di nuovo ad aumentare il prestigio del paese, a garantire la sua sicurezza di fronte a qualsiasi attacco, e ad accelerare il processo per la revisione della pace soprattutto per quanto riguarda le clausole militari. Il parlamento italiano ratifica il Patto Atlantico il 20 luglio 1949.

Gli eventi avvenuti dopo la ratifica del Patto rafforzarono ancora la necessità dalla sua esistenza, perchè Truman, nell'ottobre 1949, annuncia che anche l'Unione Sovietica possiede già la bomba atomica, e il conflitto coreano scoppiato nell'estate 1950 approfondì ancora di più il contrasto tra le due parti. Perciò, all'inizio del 1952, emerge di nuovo il problema di un Patto Mediterraneo¹¹ appoggiato di più dall'Inghilterra, ma visto che l'Italia era convinta della sua utilità solo in caso che partecipino anche gli USA, la *lobby* italiana insisteva sull'ammissione della Grecia e della Turchia nella NATO. Così, nel 1952, diventano membri anche i due paesi menzionati. Dobbiamo annotare che, dal 1948, il Mediterraneo riceve una maggiore importanza non solo per la sua posizione

¹¹ Il Patto Mediterraneo, similmente a quello Atlantico, sarebbe un'alleanza militare e di sicurezza con la partecipazione dei paesi del Mediterraneo. Ufficialmente sono i ministri degli esteri greco, Tsaldaris, e turco, Sadak, che propongono di realizzare il Patto. In un'intervista del 22 febbraio 1949 durante la sua visita a Londra, Tsaldaris ne parla così: ho fatto una proposta al ministro degli esteri inglese, Bevin, per realizzare un Patto Mediterraneo dopo che sarà fatta quello Atlantico. La realizzazione dovrebbe svolgersi in due fasi. Nella prima fase si dovrebbero unire i paesi mediterranei: la Turchia, la Grecia, l'Italia, la Francia, l'Inghilterra e poi speriamo la Spagna. Nella seconda fase si dovrebbe formare un Patto del Medio-Oriente con la Grecia, la Turchia, la Persia, l'Irak, la Siria, il Libano, l'Egitto, l'Arabia-Saudita, la Giordania e forse il Pakistan. (in.: Oriente Moderno, Anno XXIX. Numero 1-3.) Però la realizzazione del Patto risultava impossibile a causa della mancanza di accordo dei diversi paesi del Medio-Oriente.

geografica per l'America, ma anche perchè il petrolio guadagna sempre uno spazio maggiore come sorgente d'energia, e proprio da questi anni l'America non è più capace soddisfare le sue esigenze con la produzione nazionale, ma comincia ad importare, ed i paesi del Mediterraneo possiedono una quantità enorme di petrolio e di gasmetano.

Il Consiglio d'Europa

Allo stesso tempo della nascita del Patto Atlantico, si svolgono delle trattative sull'organizzazione di un Consiglio d'Europa. Nel periodo dopo la seconda guerra mondiale esistono diversi tipi di organizzazioni che avevano come scopo la realizzazione dell'integrazione europea. La differenza tra di loro era come immaginavano questa integrazione. C'erano quelli che credevano nel federalismo, altri invece avevano come ideale il funzionalismo. I federalisti erano disponibili anche a rinunciare ad una parte della sovranità del loro paese in diverse misure. Questa corrente era specialmente forte in Italia, in Francia e nei paesi del Benelux. Secondo il punto di vista inglese, però, i membri del Consiglio d'Europa non dovrebbero rinunciare alla loro sovranità, il ruolo dell'organizzazione sarebbe quello di formare dei principi validi per la vita sociale ed economica. L'Italia partecipa anche a quest'organizzazione come membro fondatore e firma il documento del Consiglio d'Europa, insieme con altri nove paesi, il 5 maggio 1949.

Però, i politici italiani rimanevano un po' delusi perchè il Consiglio d'Europa non aveva nessuna funzione sopranazionale e sappiamo bene che anche il *leader* della politica estera italiana, Sforza, era un convinto federalista e rimaneva solo qualche speranza per loro che nel futuro si potrà sviluppare l'organizzazione verso un'integrazione più profonda. Questo ruolo, poi, non lo potrà mai compiere il Consiglio perchè rimane sempre molto forte l'influsso dell'Inghilterra, che non vorrebbe vedere nessuna ferita sulla sua sovranità nazionale: perciò il ruolo di realizzare l'integrazione spetterà ad un'altra organizzazione, senza la partecipazione dell'isola.

La CECA

Dopo la seconda guerra mondiale nascono diverse iniziative che hanno lo scopo di realizzare l'integrazione europea. Il processo riceve una nuova spinta all'inizio degli anni '50 quando, a causa del conflitto coreano cresce la paura che potrebbe ripetersi lo stesso scenario nel territorio della Germania. Perciò anche gli USA appoggiavano molto le iniziative europee.

Il ministro degli esteri francese, Schumann, nel maggio di 1950 ha fatto una proposta per risolvere il problema tedesco nel modo in cui si potrebbe realizzare la cooperazione della Francia e della Germania nel campo dell'industria del carbone e dell'acciaio sotto il controllo di un Alta Autorità e potrebbero partecipare all'iniziativa anche altri paesi europei. L'Italia e i paesi del Benelux si dichiararono subito interessati.

In Italia, già durante la guerra iniziò la sua attività un movimento federalista importante sotto la guida di Altiero Spinelli e l'Italia era sempre uno di quei paesi che era disponibile a rinunciare a parte della sua sovranità. All'inizio l'Italia era più interessata a

partecipare l'integrazione per motivi politici che economici. L'Italia del dopoguerra era un paese che aveva perso il suo prestigio, che era debole sia politicamente che economicamente e con l'integrazione ricevette la possibilità di far sentire la sua voce come un *partner* dello stesso rango e di far valere i suoi interessi. Poteva avere qualche speranza di giocare qualche ruolo in Europa accanto alla sempre più crescente dominanza franco-tedesca e poteva dare una nuova prova all'America, da cui dipendeva molto politicamente ed economicamente, che era fedele agli ideali europei appoggiati da essa. Proprio nell'ambito di questo filo di condotta nasce già all'estate di 1948 l'unione doganale italo-francese, che però rimane poco efficace. Per quanto riguarda l'unione economica l'Italia aveva già più dubbi. L'industria italiana non poteva mettersi in gara con quella francese o tedesca e l'abolizione delle dogane era uno svantaggio per il paese. Come vantaggio poteva avere che diventava più facile la modernizzazione e con la libera circolazione della mano d'opera si poteva trovare qualche soluzione anche per l'emigrazione.

Infine, i rappresentanti dei sei paesi cominciano le trattative a Parigi il 20 giugno 1950 e firmano il documento istruttivo della Comunità Europea del Carbone ed Acciaio (CECA) il 18 aprile 1951, che entra in vigore il 25 luglio 1952.

Nello stesso periodo nasce il progetto per un esercito europeo, che diventa molto attuale a causa del conflitto coreano. Per la sicurezza d'Europa diventava inevitabile il riarmo tedesco, che però bisognava tenere sotto controllo. Sarà di nuovo la Francia a proporre la soluzione. Il primo ministro francese Pleven proponeva l'organizzazione di un esercito europeo comune per cui cominciano le trattative nel febbraio 1951 a Parigi i paesi partecipanti anche alla CECA.

La delegazione italiana, guidata da Paolo Emilio Taviani nella prima fase delle trattative, non prende nessun ruolo d'iniziativa, e preferisce un atteggiamento d'aspettativa. I politici italiani avevano paura che con la realizzazione di una Comunità Europea di Difesa (CED) diminuirebbe il ruolo dei rapporti bilaterali italo-americani e ricevrebbero ancora maggior peso la Germania e la Francia e verrebbe trascurato il Mediterraneo. Poi le possibilità economiche del paese erano insufficienti per poter assicurare le spese militari aumentate in seguito dell'esercito comune e c'era la paura che l'industria italiana diventasse notevolmente sottomessa a quella francese e tedesca. All'inizio degli anni '50, con la bomba atomica sovietica cresceva l'attività dei movimenti per la pace socialisti e comunisti e il fatto della comunità di difesa può essere usato nella propaganda dell'opposizione contro il governo. Invece, la politica ufficiale non poteva fare a meno di appoggiare il progetto perchè gli USA insistevano su ogni forma di integrazione europea. Erano i federalisti a risolvere il dilemma del governo. De Gasperi nomina capo della delegazione Ivan Matteo Lombardo, uno dei politici fedeli al federalismo, che poteva trasmettere le idee del padre del federalismo Altiero Spinelli. Dalla nomina di Lombardo la delegazione italiana comincia a svolgere un'attività molto più intensa. Provò a fare accettare il principio dai *partner* europei secondo il quale la CED deve essere il primo passo verso la comunità politica. L'idea la raccolgono positivamente sia gli altri paesi europei e sia l'America, il che aumentò il prestigio della politica italiana. L'Italia in tal modo poteva vedere assicurati anche i rapporti tradizionali formati con gli USA nell'ambito della NATO e riuscì a disarmare anche la sinistra. Il trattato istitutivo

della CED, nel suo articolo 38, contiene la possibilità di creare una comunità politica. L'articolo spesso viene menzionato come progetto De Gasperi, descrive la necessità di formare un'assemblea costituente che poi verrà eletta dal popolo europeo.¹²

Il 27 maggio 1952 i sei firmano il trattato della CED a Parigi che però dovranno ratificare anche i parlamenti nazionali. La realizzazione poi fa cadere il 30 agosto 1954 il parlamento francese, che non ratifica il trattato. Questo lo possiamo spiegare con motivi interni ed esterni. Con la fine della guerra di Corea e con la morte di Stalin, la gente sente di essere meno minacciata e prende il posto di Schuman Bidault, che non credeva nella necessità della CED. Così l'ambasciatore italiano di Parigi, Quaroni, scrive a Roma che, a sua opinione, in Francia mancherà la maggioranza per la ratifica della CED e forse anche il governo di Roma farebbe meglio ad aspettare, anche se l'appoggio degli USA per la CED non può essere dubitato. Dopo la seconda guerra mondiale, possiamo vedere più volte che la politica italiana tende a seguire quella francese ed intanto anche in Italia c'erano cambiamenti notevoli che diminuivano la possibilità della ratifica del trattato. Dopo le elezioni del giugno 1953, forma il governo Giuseppe Pella, che rafforza l'ala di destra del partito democristiano, poi lo segue al governo nel febbraio di 1954 Mario Scelba e De Gasperi muore il 19 agosto 1954. Quindi, così come in tutta Europa, anche in Italia diminuisce l'entusiasmo per l'integrazione europea. Invece di creare la CED, per la proposta del ministro degli esteri inglese Eden si ammette nella NATO la Germania Federale e si fa entrare nel Patto di Bruxelles l'Italia e la Germania Federale, che così riceve il nome di Unione Europea Occidentale (UEO).

Tutto sommato, la partecipazione dell'Italia nel processo dell'integrazione europea può essere considerata un successo politico in cui avevano un grande ruolo i due personaggi carismatici della politica italiana di allora, De Gasperi e Sforza. Certamente, paragonandola alla Francia oppure alla Germania, l'Italia non poteva avere un peso uguale in Europa, ma partecipando a queste organizzazioni internazionali poteva avere la possibilità di fare valere i suoi interessi in modo migliore.

L'ONU

Nel testo del trattato di pace con l'Italia troviamo che le potenze alleate appoggeranno l'Italia per farla partecipare all'ONU: così il paese presenta la sua domanda d'ammissione il 7 maggio 1947, che però viene respinta dal veto dell'Unione Sovietica. L'Italia deve combattere con il veto sovietico per sette anni e riesce ad entrare solo in alcune organizzazioni dell'ONU come la FAO oppure l'UNESCO. L'URSS chiede anche l'ammissione di Bulgaria, Finlandia, Ungheria e Romania, essendo anche quelli dei paesi ex-nemici che firmarono il trattato di pace. Gli altri paesi però non vogliono accettare la richiesta perchè anche la Corte di Giustizia Internazionale dichiara nel maggio 1948 che

¹² L'articolo 38: „L'Assemblea deve ispirarsi nei suoi studi al principio per cui l'organizzazione a carattere definitivo che sostituirà l'attuale l'organizzazione provvisoria sarà concepita in modo da poter costituire uno degli elementi di una ulteriore struttura federale o confederale, fondata sulla separazione dei poteri e su un sistema bicamerale di rappresentanza.” In., Cacace, Paolo: *Venti anni di politica estera italiana*, Roma, 1986.

l'ammissione di un paese non può essere condizionata dall'ammissione degli altri paesi. Il maggiore ostacolo davanti all'accettazione della domanda dei paesi sopranominati è che non si vede assicurato il mantenimento dei diritti umani. L'Italia aveva una grande interesse di partecipare anche all'ONU perchè poteva guadagnare un nuovo spazio per far sentire la sua voce e poichè molte questioni irrisolte dal trattato di pace dovevano trovare soluzione nell'ambito dell'ONU, l'Italia, senza esserne membro, non poteva influenzare le trattative. C'è ancora un altro fatto che potrebbe giustificare la sua ammissione: che, in base alla decisione dell'ONU del 1949 sulle colonie, l'Italia deve avere l'amministrazione fiduciaria per 10 anni in Somalia dove, senza essere membro dell'ONU, deve fare mantenere le decisioni dell'ONU. La vita politica italiana vive come uno scacco il continuo rifiuto anche se quello succede a causa dei contrasti delle grandi potenze perchè dopo la guerra l'Italia faceva tutto il possibile per mantenere un buon rapporto con l'URSS e poi, negli anni '50, l'ONU rimane l'unica organizzazione dove l'Italia non riesce a diventare un membro a pieno titolo. L'Italia stava già ritirare la sua domanda quando anche l'Austria presentò la sua richiesta: così i politici pensavano di poter ottenere un maggior successo in caso ci fosse una richiesta di un gruppo di paesi. In questo modo, il 22 dicembre 1955 l'Italia riesce ad ottenere la sua ammissione all'ONU, grazie al compromesso delle grandi potenze, con altri 15 paesi tra i quali la Bulgaria, la Finlandia, l'Ungheria e la Romania.

Con l'ammissione all'ONU, l'Italia diventa membro di ogni organizzazione internazionale importante. Grazie a quel fatto il paese che ha perso il suo prestigio politico e si è indebolito economicamente aveva la possibilità di cominciare la ricostruzione. Questi fori internazionali rendevano possibile per il paese di approvare in diversi modi di voler appartenere al mondo occidentale democratico, di far valere i suoi interessi politici e di andare avanti con la revisione del trattato di pace. Grazie agli aiuti economici americani e alla cooperazione europea, l'economia del paese cominciò ad avere uno sviluppo notevole che l'ha rafforzato nella sua posizione di media potenza. Di fronte alla dominanza della Francia e della Germania in Europa non poteva avere una posizione uguale, e così dagli anni '50 l'attenzione della politica estera dell'Italia si svolge sempre di più verso i paesi del Mediterraneo.

L'acquisizione della posizione di media potenza in Europa e nei paesi del Mediterraneo

Se guardiamo un po'dietro nella storia fino all'Impero Romano, troviamo tutta l'Europa e il Mediterraneo sotto la dominazione dell'Italia. Dopo la caduta dell'Impero, si doveva aspettare più di mille anni per poter realizzare di nuovo l'Italia unita. Con il rafforzamento del paese vediamo una voglia sempre più forte di acquistare delle posizioni di potere nei territori tradizionali. Però, le aspirazioni di Mussolini per ottenere una posizione di grande potenza nell'Europa orientale e nel Mediterraneo subirono una sconfitta catastrofica. Dopo la guerra, i politici italiani riconoscevano che per l'Italia è impossibile avere una posizione di grande potenza perciò il loro scopo diventò quello di ottenere una posizione di media potenza.

In Europa, come membro delle organizzazioni dell'integrazione europea, l'Italia poteva avere qualche influenza sugli eventi politici, però era chiaro che non poteva avere lo stesso peso della Francia oppure della Germania, e perciò i politici italiani cercavano di mantenere degli ottimi rapporti con tutte due i paesi. L'Inghilterra, che rimaneva fuori dalla prima fase dell'integrazione europea, ricevette maggiore importanza nelle questioni del Mediterraneo che influenzavano molto anche i rapporti italo-inglesi.

La politica dell'Italia nel Mediterraneo è una conseguenza logica del fatto che non riuscì mai a costruire un vero impero coloniale e nella guerra perse anche quei territori che possedeva prima. Al contrario della Francia o dell'Inghilterra, cambiò tattica e cominciò a parlare dell'indipendenza dei paesi. La nuova politica filo-araba aveva anche un motivo meno ideologico. L'Italia aveva bisogno di questi paesi per i suoi rapporti economici tradizionali, ed essendo un paese molto povero di materie prime prendeva una grande parte del suo fabbisogno di petrolio e gasmetano da questi paesi. Dobbiamo menzionare il nome di Enrico Mattei, il capo dell'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) perchè il suo scopo principale era quello di allargare la sua attività nel Mediterraneo. La sua attività riceve una maggiore importanza se consideriamo che prima di lui le società italiane erano presenti nei paesi produttori solo tramite le sette grandi società americane e Mattei era il primo ad iniziare un'attività indipendente. La sorte dell'ENI, fondato nel 1953, soprattutto dalla crisi di Suez del 1956 si intreccia con la politica estera del paese. Enrico Mattei, leader partigiano nella seconda guerra mondiale e poi deputato del Partito Democristiano e il vice-presidente dell'AGIP che combatteva per poter mantenere il petrolio un monopolio dello stato. Certamente, per realizzare questo scopo aveva bisogno dell'appoggio del governo di fronte alla protesta degli imprenditori italiani ed americani. Il fenomeno Mattei è il culmine di quell'intenzione politica che l'Italia, sfruttando l'indebolimento della posizione della Francia e dell'Inghilterra nel Mediterraneo, intendeva svolgere una politica mutata nei confronti dei paesi arabi, appoggiando la loro indipendenza e il loro sviluppo sociale ed economico. Questa politica poteva portare sia dei frutti economici che successi politici. Però, poco dopo dovevano contare anche sul fatto che gli USA cominciano ad avere una presenza sempre più decisiva nell'area (la dottrina Eisenhower per il Medio-Oriente, il 5 gennaio 1957), e quindi i politici riconoscevano di poter ottenere un maggior successo se accordavano la loro politica mediterranea con quella europea ed atlantica.

Il Mediterraneo, dopo la seconda guerra mondiale, ha una importanza strategica secondaria, e l'attenzione si volge verso il centro dell'Europa. Vediamo un cambiamento dagli anni '50 come prevedeva il maresciallo Badoglio nell'aprile di 1944: "Gli americani sbagliano quando a lunga scadenza rinunciano alla loro posizione nel Mediterraneo. Il Mediterraneo diverrà in futuro il perno di un nuovo sistema politico euro-africano, nel quale l'Italia avrà certo un suo ruolo."¹³ Badoglio si mostrò un buon profeta, perchè è

¹³ In Ennio di Nolfo (e altri), *L'Italia e la politica di potenza in Europa 1950-1960*, Milano, Marzorati, 1992. Lorenza Sebesta, *Politica di sicurezza italiana e innovazioni strategiche nell'Europa degli anni cinquanta*. La citazione, in Ennio di Nolfo, *La volta di Salerno come problema internazionale - Storia delle Relazioni Internazionali, Anno I, 1985*.

l'Italia che iniziò quel processo che determina ancora oggi la politica mediterranea dell'Unione Europea e condusse ai risultati della Conferenza di Barcellona del 1995.¹⁴

La base della politica coloniale dell'Italia deriva dalla caduta degli imperi coloniali. Visto che le aspirazioni di grande potenza del paese, che tra l'altro già all'inizio erano infondate dovevano subire un insuccesso, i politici cambiarono tattica presto. Nell'ottobre 1947 l'ambasciatore a Parigi, Quaroni, scrive a Sforza: "Io temo che noi non ci siamo resi conto che imperfettamente di quanto la nostra attività per le colonie sia, dal lato propagandistico, impostata in forme e con formule che non corrispondono più ai tempi...Oggi si deve parlare di indipendenza, di *self government*, si deve parlare di indigeni e non di italiani: ossia esattamente il contrario di quello che noi facciamo...Bisogna che noi cominciamo col dire che noi vogliamo che le nostre ex colonie siano indipendenti, indipendentissime: che cominciamo col dire come sarà e come dovrebbe essere organizzato questo Stato nuovo che dovrà prendere vita sul territorio delle nostre ex-colonie; e come noi intendiamo aiutare nel più breve tempo possibile questo Stato nuovo ad essere del tutto indipendente."¹⁵ Sebbene sappiamo che con questi pensieri di Quaroni era d'accordo anche Sforza, il paese a livello della politica ufficiale combatteva ancora per riavere le colonie. Prima delle elezioni tenute nel 1948 nessun partito aveva il coraggio di rinunciare alle colonie perchè la gente poteva spiegarlo come una rinuncia alla presenza nel Mediterraneo. Gli *slogan* spesso citati non erano nemmeno ben fondati, perchè è vero che l'emigrazione dall'Italia era notevole però mai verso il Mediterraneo, ma verso i paesi dell'America oppure verso l'Australia. Come poteva realizzare l'Italia una cooperazione economica efficace se anche essa aveva bisogno degli aiuti dall'estero? Solo dopo che era diventato chiaro l'insuccesso del riacquisto delle colonie ed era stato respinto l'accordo Bevin-Sforza dall'ONU i politici italiani sono riusciti a determinare una politica mediterranea più adatta alla situazione di allora. Intendevano appoggiare l'indipendenza dei popoli e, non avendo la possibilità di aiutare economicamente, volevano realizzare un altro tipo di cooperazione come scopo principale. Per esempio: istruzione professionale, borse di studio, riforma agraria, media ecc. Il governo trovava appoggio nel formare questa sua politica nelle diverse organizzazioni e società ed in questo modo è riuscito a convincere più facilmente anche l'opinione pubblica.

Soprattutto dall'inizio degli anni '50 sono nate diverse organizzazioni per migliorare i rapporti italo-arabi. Nel dicembre di 1950 fu fondata a Roma *L'Unione Nazionale*

¹⁴ La conferenza tenuta a Barcellona il 27-28 novembre 1995 partecipano i 15 paesi membri dell'Unione Europea, l'Algeria, l'Egitto, la Giordania, il Libano, il Marocco, la Siria, la Tunisia, la Turchia, la Palestina, Israele, Cipro e Malta. Le delegazioni rimangono d'accordo nel fare crescere la sicurezza dell'area che è fortemente collegata con quella d'Europa e in una cooperazione nel campo della politica, della sicurezza, del settore economico-finanziario e del settore culturale, sociale, umanitario. Questo non significa però che questi paesi diventassero poi membri dell'organizzazione, ma si tratta di un rapporto partneriale di lunga durata che potrebbe ostacolare l'approfondimento delle differenze tra le due aree.

¹⁵ In.: Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri, 1947, Busta 378, tel. esp. n. 892/11739/3090, Parigi, 6 ottobre 1947.



d'Azione Africana e di collaborazione italo-islamica e mediterranea (UNAF). Il suo scopo fu quello di aiutare i rapporti economici, politici e culturali e facilitare il trasporto della mano d'opera e delle macchine industriali ed agricoli nei paesi africani. La circolazione della mano d'opera nell'Italia del dopoguerra aveva un'importanza enorme perchè il tasso della disoccupazione era tanto alto che era presente anche tra i motivi della colonizzazione. Nel 1952 a Roma fu fondata *L'Associazione per il progresso e l'indipendenza dei popoli dei territori coloniali*. La loro intenzione fu quella di far mantenere il diritto umano ed il diritto internazionale anche in quei paesi. Nell'aprile 1952 fu fondato il *Centro per le relazioni culturali italo-arabe* che aveva anche una rivista in lingua araba intitolata *Levante*. Raffaele Ciasca, senatore democristiano, e storico, parlava così dello scopo del centro: "far meglio conoscere ai popoli arabi l'Italia" e che "era necessario rivedere con spirito di collaborazione i rapporti tra l'Occidente e il mondo arabo. Oggi non solo è finita l'epoca della colonizzazione, ma non vi è più posto neppure per il mandato oppure *trusteeship*." "Forse l'unico modo di collaborazione dei popoli è quello della compartecipazione politica, economica e culturale."¹⁶ Alla fine del 1952 a Palermo fu fondato il *Centro per la cooperazione mediterranea* che dal 1956 pubblicava la rivista *La Collaborazione Mediterranea*. Sarebbe difficile adesso elencare tutte le iniziative che mostrano bene anche le intenzioni della politica del governo ed illustrano il suo cambiamento. Il governo non voleva più rinunciare nemmeno nel futuro al ruolo di ponte per la cui realizzazione penso che sia riusciti a trovare i mezzi giusti. Questa politica trovò un appoggio anche negli USA che vediamo chiaramente nella presa di posizione dell'America durante la crisi di Suez. Gli USA condannarono l'azione della Francia e d'Inghilterra con cui era d'accordo l'Italia.

Sebbene nella politica estera dell'Italia rimase decisivo quella europea ed atlantica, anche nell'ambito di queste due era capace di far valere i suoi interessi mediterranei. Ad oggi, il paese è diventato una media potenza stabile che fu proprio fondata dalla politica estera degli anni del dopoguerra e che fu accompagnato da uno sviluppo economico notevole. Forse anche per noi sarà utile esaminare con più cura le faccende italiane di allora.

¹⁶ In. Ennio di Nolfo (e altri), *La politica di potenza in Europa negli anni 1950-60*, Milano. Marzorati, 1992, Bruna Bagnato, *Alcune considerazioni sull'anticolonialismo italiano*

Le Sahara Occidental dans la politique internationale 1956–1976.

Une tentative de synthèse¹.

Mario MALINOWSKI
Université de Lodz
Pologne

Le contentieux pour le Sahara Occidental constituait, entre 1956 et 1976, une plateforme de collision de deux, et depuis 1973 – trois, concepts de l'avenir du territoire et de ses habitants. On peut ajouter un quatrième concept : il s'agit du rattachement de cette terre à la Mauritanie. Mais ce n'était qu'une réponse défensive aux autres programmes. Les revendications mauritaniennes, dépourvues de la conviction en ses raisons et d'un appui international sérieux, se situaient au marge de la partie. Il y avait, donc, trois projets importants et concrets : le marocain, l'espagnol et l'indépendantiste. Le Maroc a tenté de rattacher le terrain en dispute à son territoire national. L'Espagne a essayé d'y préserver sa domination, soit sous la forme de l'intégration territoriale totale, soit d'une autonomie. Du son côté, le Front POLISARIO - né à la fin de la période commentée - a rêvé de l'indépendance.

a) *Le concept marocain*

Pendant les premières décennies après la récupération de l'indépendance, la politique étrangère marocaine a été définie par les monarques comme une priorité de l'existence de l'état et de la nation². La majorité des problèmes de la politique intérieure a restée à l'ombre. Évidemment, les deux sphères de l'activité gouvernementale bougeaient avec une stricte interdépendance. Une situation intérieure tendue était un obstacle dans le chemin vers l'ordre social – élément indispensable dans la construction d'un état fort. Les buts de la politique étrangère, clairement définis, pouvaient être utilisés au service d'une consolidation nationale, car la jeune nation a reçue l'image des ennemies extérieurs. La formation d'un front de l'appui au combat pour les territoires, de Tanger à Ceuta et

¹ L'article présent est une adaptation du dernier chapitre de la thèse du Doctorat de l'auteur, écrite dans l'Université de Lodz, sous la supervision du Prof. Dr. Hassan Ali Jamsheer. Le titre: „Le problème du Sahara Occidental dans la politique internationale 1956-1976”.

² On peut citer ici le fameux discours prononcé par Mohammed V à M'hammid el-Ghizlaine, au Sud-Est du Maroc, le 25.II.1958. Pour voir des fragments du discours cf. M.BOUCKETTA, «Une grande épopée du nationalisme marocain», dans *Hasan II présente la Marche Verte*, Paris, 1991, p.361.

Melilla, allait être utilisée dans la manifestation de son caractère national. Les succès dans le camp international, du son côté, auraient attesté la grandeur du Maroc, et de cette façon la chaîne des dépendances réciproques entre la politique intérieure et l'étrangère serait fermée³.

Habituellement, la politique étrangère marocaine était réalisée avec une notable propagande. Le gouvernement éclairait aux citoyens ses objectifs en utilisant les médias. Dans le cadre de la politique étrangère marocaine, les revendications territoriales ont joué le premier rôle, toujours perçues comme le combat pour les terres spoliées. L'accord tripartite de Madrid, signé le 14.XI.1975, a été le point culminant de ce combat, son acte le plus durable, plus dramatique et dernier (excepté les Presidios, alors sans possibilités d'avoir été arrachés à l'Espagne)⁴. Au point de vue idéologique, le cas du Sahara Occidental, présenté comme un but politique, mais aussi un besoin moral, fut pour le Maroc le problème le plus important de la période 1956-76. On pouvait observer une unanimité notable parmi les Marocains, autour de cette question. La société a appuyée l'idée de la *Marche Verte*, une entreprise symbolique, marquée par l'autorité des rois et propulsée par la force d'une rhétorique nationaliste.

Si le problème du Sahara Occidental a été le couronnement du chemin, déjà quasi légendaire, vers la pleine unité, les tentatives d'obtenir les autres territoires pourraient être perçues comme les étapes précédentes de la route. Chacune d'elles avait donnée aux Marocains l'occasion de faire une observation utile lors de la confrontation décisive pour la « province du Sud ».

La tentative de rattacher la Mauritanie a exposée clairement que si on veut avoir du succès, on ne doit pas laisser à un territoire d'arriver à l'indépendance, soit à l'autonomie. Depuis 1960, les réclamations marocaines d'annexion de l'ancien Chinguit, ne constituaient qu'un cri étouffé de désespoir, même si les nationalistes n'en voulaient pas reconnaître. Il est vrai que l'indépendance mauritanienne a été le rideau du néocolonialisme français, mais après sa proclamation officielle il n'y avait pas des chances de renverser ce pas et de priver à un membre de la communauté internationale de son status. Ça aurait été un événement difficilement imaginable dans l'histoire du monde d'après la Seconde guerre mondiale.

³ Une opinion similaire autour de la politique de Habib Bourguiba a été exprimée par les camarades proches du président tunisien. Malgré l'initiation des réformes importantes, surtout sociales, son intérêt vif a été toujours orienté vers le rôle international de la Tunisie et vers des stratégies géopolitiques du monde de l'après-guerre; cf. R.KÉFI, «Ce qui restera», „Jeune Afrique”, 15-21.XII.1998, p.55. On peut dire le même de Houari Boumedienne. Malgré les différences dans leur orientation politique, tous les leaders maghrébins ont dirigés l'attention d'eux-mêmes et de ses nations vers les affaires internationales. N'est-ce une réaction, plus ou moins consciente, aux décennies de colonisation, où les pays nord-africains avaient été dépourvus de la parole dans le forum international?

⁴ *Déclaration de principes de l'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie au sujet du Sahara Occidental*, Conseil de Sécurité. Documents Officiels, XXX Année, Suppl. d'octobre, novembre et décembre 1975, NU, New York, 1977, p.46-47.

Pendant le combat pour la Mauritanie, les Marocains ont appris bien le fait qu'il n'y a pas des chances par leurs revendications là où l'intérêt de Rabat était en discordance avec l'intérêt de Paris. La France a été un adversaire trop fort et c'était inutile rêver de lui battre. Et au contraire, son appui, ou au moins l'absence de sa déclaration, ouvraient devant le Maroc la porte la plus importante dans le chemin vers le succès, non seulement en ce qui concernait les affaires territoriales⁵.

La « guerre des sables » contre l'Algérie a annoncé la rivalisation de deux voisins pour la primauté dans le Maghreb. Il n'y avait pas de doute qu'Alger s'opposerait à chaque tentative du Rabat menaçante de fortifier le royaume chérifien. En plus, le contentieux pour les confins a facilité l'exposition du rôle primordial des négociations bilatérales. Le forum continental et régional – compris comme la communauté des pays arabes – ne constituaient qu'un fond par les événements, tandis que les parties engagées consultaient des points de vue dans les pourparles entre elles-mêmes. Les leaders maghrébins étaient accoutumés à cette forme d'arriver aux accords et n'avaient pas de confiance en l'efficacité des organisations internationales⁶.

⁵ Lors de l'indépendance de l'Algérie on observait une approximation entre la France, l'Espagne et le Maroc. Grâce aux pourparles entre de Gaulle et Franco, Hassan II a reçu la promesse d'ouvrir les négociations sur Ifni et Sahara Occidental. Le Maroc aurait reconnu, enfin, l'indépendance de la Mauritanie. Du son côté, l'Espagne voulait s'échapper du monopole militaire et économique américaine. Un compromis tripartite a été établi après une série des rencontres officielles (V.1962 – Hassan II à Paris, X.1962 – Ahmed Balafrej à Madrid, XI.1962 – Agustín Muñoz Grandes à Rabat, I.1963 – Roger Frey à Madrid, II.1963 – Charles Ailleret à Madrid, IV.1963 – audience chez Hassan II de l'ambassadeur Eduardo Ibáñez y García de Velasco, V.1963 – Abdelhadi Boutaleb à Madrid, VI-VII.1963 – Hassan II à Paris). La culmination fut la brève réunion de Hassan II avec Franco, dans l'aéroport de Barajas, Madrid, le 05.VII.1963. On a signé plusieurs accords économiques et techniques (IV.1963 – accord maroco-espagnol sur la protection de la propriété industrielle marocaine dans l'Espagne, V.1963 – accord maroco-espagnol sur le tourisme, VII.1962 et VII.1963 – prêts financiers français pour le Maroc, II.1963 – accord militaire franco-espagnol, X.1962 et II.1963 – répressions aux membres de l'OAS en l'Espagne, XI.1963 – grand prêt financier français pour l'Espagne); cf. „ABC”, 24.X.1962, p.59, *ibid.*, 25.X.1962, p.59, 29.X.1962, p.43, *ibid.*, 31.X.1962, p.59, *ibid.*, 5.III.1963, p.37, *ibid.*, 7.III.1963, p.33, *ibid.*, 23.IV.1963, p.41, *ibid.*, 25.IV.1963, p.57, *ibid.*, 24.V.1963, p.59, *ibid.*, 30.V.1963, p.56, *ibid.*, 2.VII.1963, p.31 et *ibid.*, 6.VII.1963, p.31. Voir aussi: *Voyage officiel en France de Sa Majesté Hassan II Roi du Maroc*, Ambassade du Royaume du Maroc en France, Paris, 1963, Editions Diloutremer, 4, p.41, et „Dokumentacja Prasowa” [„La Documentation de Presse”], 1963, pp.116, 161, 562 et 563. Au début de 1963 Hassan II était prêt à reconnaître l'indépendance de la Mauritanie. Les ministres istiglaliens: Allal el-Fassi, M'hammed Boucetta et Mohammed Douiri, ont quittés le gouvernement, le 6 janvier, en manifestant son protestation à l'égard de ce projet; *ibid.*, 1963, p.13.

⁶ La médiation des observateurs du conflit a été indispensable face à l'impossibilité d'accorder des points de vue parmi les belligérants. La Ligue Arabe a invitée aux voisins à se mettre à la table des négociations; *Rezolucja Rady Ligi Arabskiej w sprawie zatargu granicznego między Algierią a Marokiem* [La résolution de la Ligue Arabe à l'égard du conflit des confins algéro-marocains] (Le Caire, 20.X.1963), „Zbiór Dokumentów” [„La Collection des Documents”], II/1963, p.1463-1464. Finalement, c'était le président malien, Modibo Kèita qui, avec l'Éthiopien Haïle Sellasie a supervisé la signature de la trêve; *Porozumienie algiersko-marokańskie w sprawie zawieszenia*

On peut en tirer une conclusion similaire après avoir observé le destin des terres occupées par l'Espagne. La récupération de Tarfaya et Ifni a donnée aux Marocains la confiance en la force de ses arguments au cours des pourparles avec ses adversaires. Même si, donc, le cas d'Ifni s'était trouvé, pour quelques ans, dans le cadre de l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, le destin de l'enclave dépendait d'abord du développement des relations bilatérales maroco-espagnoles, dont le meilleur exemple est l'accord « mixte » de 1969 (Ifni en échange des privilèges de la pêche). L'Espagne n'était pas perçue par les dirigeants marocains exclusivement comme puissance coloniale, mais surtout comme voisine et partenaire. Une voisine, géographiquement destinée à jouer le rôle du pont naturel vers l'Europe. Une partenaire, avec laquelle on devait préserver de bonnes relations et il valait la peine de négocier.

La carte du Maghreb Majeur [*el-maghrib el-kbir*] a élevée la barre devant des tentatives nationalistes bien haut. Il n'y a pas de doute que, indépendamment de la force des arguments favorables au rattachement de chacune des colonies, le grand nombre des territoires revendiqués laissait avoir l'espoir d'obtenir du succès dans le nombre des cas. Jusqu'au moment du combat décisif pour le Sahara Occidental, le bilan fut favorable pour le Maroc. Tanger, Tarfaya et Ifni ont été récupérés, tandis que le destin des Presidios restait sans solution. Au point de vue de Rabat, ce problème-là attendait seulement son heure. On pouvait noter la Mauritanie et les confins algériens comme défaits. Mathématiquement, le succès dans le cas saharien pourrait constituer l'avantage définitive de la politique unificatrice comme l'un des fondements de l'existence étatique marocaine, ainsi que l'instrument idéologique aux mains des autorités. Par contre, une défaite aurait égalisé le bilan des profits et pertes. On aurait pu douter de l'efficacité de l'activité diplomatique et même de la raison d'exposer les buts politiques établis dans le *Livre Blanc* de Allal el-Fassi. Le rattachement du Sahara Occidental aurait affirmé parmi les citoyens la conviction en cette raison. Par contre, la perte de ce territoire aurait conduit vers le forfait progressif d'en rêver; on pouvait l'observer bien dans le cas de la Mauritanie. En bref, avec le temps, l'un des slogans le plus représentatifs du nationalisme marocain aurait pu perdre la raison d'être et de son rôle politique prédominant dans les premières deux décennies de l'indépendance.

La réception par la propre société des décisions prises par les autorités dans la domaine internationale serve d'un bon critère d'en évaluer. La victoire ou défaite du Maroc dans le cas saharien aurait dû être résolue si le problème avait existé dans la conscience de futures générations comme une épopée nationale héroïque, ou bien avait trouvé sa place parmi les autres épisodes de la période, oubliées peu à peu, où se formait l'état moderne.

broni w zatargu granicznym między Algierią a Marokiem [Accord algéro-marocain sur la trêve dans le conflit pour les confins] (Bamako, 30.X.1963), ibid., p.1465-1467. La discorde a été, cependant, aussi grande que les deux pays n'ont signé l'accord jusqu'à 1969 (Ifrane). Ce dernier accord a donné un espoir éphémère et la question n'a pas été finie jusqu'à nos jours. Néanmoins, les pourparles directs, bien que difficiles, étaient l'unique forme vraisemblable de négociations maghrébines.

Dans la partie pour le Sahara Occidental – part d'un jeu majeur, régional – le Maroc a été le joueur le plus actif⁷. Les Marocains, avec leurs rois en tête, furent les principaux initiateurs des changements des rapports de forces dans le Maghreb. Hassan II a démontré un talent diplomatique peu ordinaire, en s'assurant l'appui des Américains et Français – éléments décisifs du succès de sa politique.

L'hypothèse selon laquelle l'argumentation revendicationniste a eu pour but d'obtenir des profits d'un autre type est erronée, car elle situe le grand rêve nationaliste dans la situation politique actuelle comme le contexte unique, sans regard à la chronologie des faits⁸. Le combat pour le Sahara Occidental avait été officiellement proclamé par l'Istiqlal déjà en 1944, quand personne n'avait pu s'imaginer les problèmes des premières décennies du Maroc indépendant. Le cas saharien, dès les premiers instants de son apparition, fut un problème en soi-même, et non le chemin vers la solution des autres.

La lutte du royaume chérifien contre l'Espagne reflétait le choc de deux consciences nationales de teneur similaire, mais différentes en leur structures. Tandis que la « marocainité » exposait en premier lieu à Dieu, puis à la patrie, et puis au chef d'état, dans la hiérarchie de l'« hispanité » on voyait en plus haut la patrie, derrière le *caudillo*, et puis l'Église catholique. Ainsi, en ce qui concerne la force de « l'esprit national », Hassan II disposait d'un avantage par rapport à Francisco Franco Bahamonde. Les efforts marocains se réalisaient avec une détermination impossible d'y élaborer sans participation de l'élément religieux dans les motivations populaires.

b) Le concept espagnol

Le *Generalísimo* n'était pas diplomate, mais soldat. Il ne voulait, même pas savait, s'engager dans des pourparles longues, où on pouvait changer de la tactique ou bien gagner quelque chose à l'improviste. C'est pourquoi il y avait des moments décisifs dans le genre de la réunion de Barajas (1963), dont les participants ne faisaient qu'affirmer quelques accords établis auparavant. La position de Franco à l'égard du cas saharien n'a jamais été forte. Les Espagnols furent colonialistes, occupants, dont la présence dans le continent africain avait pour but la satisfaction de ses grandes ambitions et l'augmentation de son potentiel économique grâce à l'exploitation des réserves minérales. Accompagnés des puissances coloniales agrandies au cours du XIX^{ème} siècle, dont la base avaient été les terres africaines et asiatiques, ils n'étaient que leurs cousins appauvris. Exception faite de Ceuta et de Melilla, l'Espagne s'était appropriée des territoires africains plutôt tardivement.

⁷ La définition de „jouer” et „pivot” géopolitique a été proposée dans l'ouvrage: Z.BRZEZINSKI, *The Grand Chessboard. American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, Harper-Collins Publ., 1997, ch.II.

⁸ Cf., par exemple, le livre: T.HODGES., *Western Sahara: the roots of a desert war*, London, 1984, p.179-180.

La décolonisation a surpris Franco précisément lors de tenter de réaliser une vision dont la majorité des Européens oubliaient peu à peu⁹. Il s'agit, donc, d'une divergence chronologique entre les projets et les possibilités. En ont payés surtout les colonisés...

La priorité de la politique espagnole dans la région était la récupération du Gibraltar, aussi le maintien des Presidios. Les colonies restantes jouissaient un rôle serviteur, c'est-à-dire comme marchandise, dont on pouvait changer de profits dans deux domaines les plus importantes pour le pays. Il y avait un point faible de cette politique : sa dépendance du soutien extérieur. Sans bonne volonté des États-Unis et de la France, on pouvait oublier de la réalisation des projets principaux. En fin de compte, cependant, c'était l'adversaire qui reçoit l'appui.

Une des raisons de la défaite de la politique coloniale espagnole fut l'amitié avec le Portugal, qui était, pendant la période traitée, ciblé par la communauté internationale. Le motif : c'était les colonies. La solidarité avec Antonio de Oliveira Salazar n'a pas apportée à Franco beaucoup de réussite¹⁰. Lorsque le Portugais se tombait, son pays a perdu ses domaines africaines. Franco, avec son Sahara Occidental, est resté seul dans le champ de bataille.

Le Sahara Occidental, autant qu'Ifni et Tarfaya, a été une marchandise dans la politique étrangère espagnole. D'abord, parce qu'on voyait, chaque année plus clairement, la nécessité inévitable d'y sortir face à une décolonisation en progrès. Au contraire de deux territoires plus petits, le contrôle sur les terres sahariennes offrait des profits géostratégiques, et des profits économiques potentiels aussi¹¹. Le problème existait

⁹ Il suffit de dire qu'en 1958, à la veille de „l'année d'Afrique”, le chef d'État espagnol a réalisé la transformation de ses colonies: Ifni, Sahara Occidental, Fernando Po et Río Muni en „provinces de l'outre-mer”. Trois ans après il a complété cette „provincialisation”, en introduisant les territoires revendiqués par le Maroc dans le système juridique espagnol. Les ouvrages et articles dans la presse ne cessaient pas de proclamer au tout le monde la „difficile œuvre de l'Espagne, qui était obligée à y construire tout à partir de zéro”; F.HERNÁNDEZ PACHECO, J.M.CORDERO TORRES, *El Sahara Español*, Madrid, 1962, pp.48 et 121.

¹⁰ Encore en 1963 la presse espagnole commentait le discours de Ferhat Abbas, déceptionné par la situation en Algérie, qui disait: „nous avons obtenis l'indépendance totale trop tôt. L'avenir se dessine en couleurs foncés. Le peuple a faim”. Le quotidien ABC en répondait: „au ce fond nous voyons la politique juste de Salazar qui affirme qu'Angola et Mozambique sont naturellement lusitains. La présence pluriséculaire du Portugal dans ces terres est juste et accorde avec le droit. Sans elle, ça serait une catastrophe”; „ABC”, 2.VIII.1963, p.18. Cette politique d'appui au Portugal a été critiquée par, entre autres, Jaime de Piniés – ambassadeur de l'Espagne aux Nations Unies dans les années 1970. À son avis, l'unique lien politique fort entre son pays et Portugal se trouvait alors dans le „Pacte Ibérique” de 1939, mais on n'y parlait que d'une coopération dans les affaires péninsulaires, pas de politique étrangère, même coloniale; J.DE PINIÉS, *La descolonización del Sahara: un tema sin concluir*, Madrid, 1990, p.22-27.

¹¹ Les phosphates de Bou Craa ont été découverts en 1947. L'Institut National de l'Industrie espagnol a créé, en 1962, l'Entreprise des Mines du Sahara (ENMISA) qui commençait à préparer des premiers projets de l'exploitation. Un élan décisif a été, cependant, donné à la minerie du Sahara Espagnol après la formation, en 1969, de la Société des Phosphates de Bou Craa (FOSBUCRAA), dont 55% des effectifs appartenait au gouvernement espagnol, l'autre 25% à la Corporation

pendant plusieurs années ayant la conséquence d'une division des élites du pouvoir espagnoles. L'une des fractions proposait de vendre la colonie le plus cher, tandis que l'autre tentait de le maintenir dans le joug colonial, soit sous la forme d'autonomie, soit d'une souveraineté contrôlée. La seconde possibilité s'était la coopération avec l'Algérie, en supposant un cerclement géographique du Maroc. Si l'Espagne avait préservé le contrôle sur les Îles Canaries, l'Institute National de l'Industrie (INI) aurait réussi des rentrées provenant de l'exploitation des phosphates et de la pêche. En plus, au moment où Rabat avait retourné aux revendications envers les Presidios, on aurait pu, en contre-coup, menacer le Sud marocain.

Le lobby pro-algérien séduisait avec des profits à l'égard desquels l'accord tripartite du Madrid se présentait pâle. Gregorio López Bravo et ses partisans étaient convaincus de ce qu'ils offraient à l'Espagne une chance unique de devenir un joueur régional. Pendant la période commentée, donc, elle a dû se contenter d'admettre le rôle du pivot géopolitique. Madrid n'a pas pu promouvoir des modifications dans l'équilibre des forces. La participation de l'Espagne au jeu provenait de sa situation géographique – une base sur laquelle on construisait la politique étrangère. Cette politique a été, d'abord, une réponse aux altérations de la situation internationale, régionale ou globale. La tentative de fonder sa puissance en écrasant un groupe, peu nombreux, des gens qui venaient de se réveiller à vivre dans un nouveau monde, plutôt étrange et uniformisé – c'était le maximum des possibilités espagnoles dans la plate-forme des retours à un passé glorieux, couvert par la poussière.

c) *Le concept indépendantiste*

Les Sahariens n'ont pas laissé place aux doutes : ils ne voulaient pas vivre sous l'occupation européenne. La majorité d'entre eux rêvait d'une liberté dont les nomades avaient été accoutumés depuis siècles. La vie concorde avec la nature, dont le rythme et l'intensité étaient marquées par le désert, a été une image idéale, mais chaque jour moins réelle. Face au changement civilisationnel – effet de la politique coloniale, contacts avec le monde extérieur et l'extension progressive des horizons intellectuels, le modèle traditionnel de l'existence s'était transformé, mais la résistance contre une occupation étrangère n'est jamais disparue totalement. La contemporanéité, introduite une fois pour toutes dans le domaine socio-politique, n'a pas pu disparaître. Face à celle-là, le refus à la domination étrangère était le premier pas sur le chemin vers le futur. Il y a manqué, par contre, de la teneur pour remplir la nouvelle réalité.

On a dû, donc, élaborer une idéologie. La population saharienne, sans avoir sentiments de la communauté, qui seulement venait de jaillir, formait un organisme en

Internationale Minéral et Chimique américaine (IMC), et le restant 20% aux autres entreprises. La première exportation des phosphates fut réalisée en 1974. Selon les projets, le niveau de la production en 1980 devait quadrupler sa correspondance de 1974. Le Sahara Occidental a participé dans la production mondiale des phosphates de la façon suivante: 1971 – 0% (33 t), 1972 – 0% (15 t), 1973 – 0% (696 t), 1974 – 2,7% (2386 t), 1975 – 3,1% (2682 t), 1976 – 0% (173 t, jusqu'au commencement de la guerre); cf. *Surowce mineralne świata. Fosfor P₂O₅* [Les ressources minérales du monde. Le phosphore P₂O₅], Warszawa, 1987, p.256-257.

dispersion géographique et socialement divisé (nomades et population sédentaire, tribus gouvernantes et dominées, jeune et vieille génération). On cherchait des solutions au-dehors des frontières du territoire, car c'était impossible de surmonter les différences à l'intérieur du groupe. L'appui extérieur allait garantir la libération du joug colonial. On cherchait là-bas aussi l'exemple socio-politique à suivre¹².

La décolonisation de cinq pays du Maghreb a fait de la région une partie du monde moderne, dont le fondement était l'état-nation. Au moment où on commençait à parler de l'indépendance du Sahara Occidental, tous les pays maghrébins se trouvaient déjà dans le chemin de la transformation en États-nation. Ça ne se faisait pas sans douleur, mais il y avait des effets¹³. Si on regarde le problème de cette perspective, la situation des Sahariens comme constructeurs potentiels d'un état souverain fut difficile.

Après le fait que les terres africaines et asiatiques étaient quittées par les colonisateurs européens, on y a commencé à construire une nouvelle réalité politique, économique et sociale. Même le royaume chérifien, un rare exemple de la tradition étatique continue,

¹² Les leaders des mouvements saharais récemment créés qui avaient rejetés la proposition de collaborer avec l'Espagne, cherchaient l'appui à Rabat, Alger, Nouakchott ou Tripoli. On peut lire sur manque de conscience commune et d'une orientation claire des mouvements politiques sahariens dans le rapport présenté par la Mission de l'ONU après de sa visite au territoire, en 1975: „During its first stay in Madrid and before visiting Spanish Sahara, the Mission received two Saharans from the Territory who were studying on scholarships financed by the Spanish Government.

The two students asserted that all the political movements in the Territory were to some extent the creations either of Spain or of the countries adjoining Spanish Sahara. They said that, as Saharans, they would opt for independence if they thought that the Territory could constitute a viable State. They were convinced, however, that the Territory had little chance of surviving as an independent State for a number of reasons, one of which was that the population had never a sense of constituting a separate nation. They believed that the only viable solution would be for the Territory to merge with a neighbouring State and they favoured integration with Morocco, which had long-established contacts with the population in the north of the Territory”; *Rapport de la Mission de visite des Nations Unies au Sahara Espagnol*, Assemblée Générale, Documents Officiels, XXX Session, suppl. 23 A/10023, UN, New York, 1977, p.70, §247 et 248.

¹³ Le problème principal fut le dualisme, disons-nous, ethnique. Le Maroc, l'Algérie, et dans une moindre mesure Tunisie et Libye, souffraient d'un dédoublement berbéro-arabe de sa personnalité. L'épisode le plus dramatique de la lutte pour la construction de l'État-nation au Maghreb était la révolte dans la Kabylie algérienne, en 1963. Quant au Maroc, le processus de la formation de la définition et conscience d'une „marocanité”, libre du poids colonial (le *dahir berber*), se trouve dans les dernières décennies du XXème siècle dans un stade avancé. La plupart des Berbères et Arabes, surtout jeunes, se définit aujourd'hui comme „Marocain(e)”, et puis „Berber” {*Amazigh*} ou „Arabe”. De la différence parmi les deux communautés, dont l'accusation la plus fréquemment citée est la discrimination de la culture berbère, on parle d'abord à l'étranger. Le meilleur exemple est ici l'Espagne; cf. *Los pueblos bereberes en el Magreb*, „Africa Internacional”, 19, 1996, <http://www.eurosur.org/ai/19>. L'exposition scientifique des différences berbéro-arabes au Maroc, réalisée surtout par Espagnols, coïncide avec les principes de la politique étrangère de Madrid. Cette coïncidence n'est pas, probablement, fortuite, car nourrir les différences internes du voisin signifie l'affaiblir.

depuis 1956 a dû s'affronter aux exigences d'une époque qui séparait la période où il avait perdu son indépendance. La majorité des pays décolonisés admettait le modèle d'un moderne état-nation. Mais, même si son prototype a été d'origine européenne, l'idée de l'état-nation n'était pas au Maghreb seulement un héritage de la colonisation. La République de Abdelkrim, dans le Rif, constituait un exemple récent, digne d'attention, et surtout propre /1921–1926/¹⁴.

Le régime de l'éventuel état saharien est une question de second plan. En premier lieu, donc, on doit affirmer si le concept proposé par le Front POLISARIO était fondé sur des principes coïncidant avec la réalité. Autrement dit, il s'agit de juger si un Sahara Occidental souverain aurait eu des chances d'exister dans le monde actuel – d'états-nation. Le débat sur l'essence et rôle des définitions « état » et « nation » continue depuis des décennies, autant dans le monde occidental que dans le monde arabe. Les Sahariens peuvent prendre l'inspiration de deux sources. Le concept indépendantiste pourrait être analysé en utilisant des critères présentés par les scientifiques, provenant de deux milieux culturels.

Si les Sahariens voulaient créer un état-nation, ayant pour but se transformer en membres de la communauté internationale du plein droit, ils devraient former une nation. Ça semble être une exigence de la contemporanéité¹⁵. Selon Ernst Gellner, une nation peut apparaître quand un groupe humain démontre la volonté d'exister en communauté. La seconde condition indispensable est la même culture à l'intérieur de ce groupe, sur laquelle se base la conscience de sa singularité¹⁶. La population saharienne appartenait à une même culture, comprise dans sa dimension fondamentale. Les Sahariens avaient une même religion et langue, quoiqu'on pouvait parler de quelques différences linguistiques entre les tribus d'origine berbère et arabe. Mais il y avait aussi des similitudes de ce type entre les habitants de la Saquiat el-Hamra et Ifni, ou entre ceux de l'Oued ed-Dhahab et les Mauritaniens. On ne pouvait pas, donc, parler d'un trait culturel distinctif des habitants du territoire limité par les frontières coloniales. D'un autre côté, même la première condition n'a pas été accomplie, parce qu'il n'y avait pas de volonté de vivre en communauté qui serait partagée par tous. Alors, malgré l'unité culturelle, les deux conditions déjà mentionnées n'ont pas été réunies sous la forme de la conscience nationale.

Du son côté, Samir Amin affirme que la nation est une forme d'organisation qui peut apparaître, et aussi disparaître, dans chaque époque historique. À son avis, la condition unique de son apparition n'est pas un territoire, langue ou culture communes, mais une

¹⁴ Face à la domination du nationalisme marocain par l'Istiqlal, ce n'était pas un exemple mentionné de bon gré. On y voyait, donc, une tentative valide de séparer le rôle de la religion dans le fonctionnement de l'État du pouvoir politique; A.LAROUÏ, *Esquisses historique*, Casablanca, 1993, p.107-114. Cf. ainsi M.TAHTAH, *Entre pragmatisme, réformisme et modernisme. Le rôle politico-religieux des Khattabi dans le Rif (Maroc) jusqu'à 1926*, thèse du Doctorat, Rijksuniversiteit te Leiden, 1995, p.110-129.

¹⁵ „Having a nation is not an inherent attribute of humanity, but it has now come to appear as such”; E.GELLNER, *Nations and nationalism*, Birmingham, 1988, p.6.

¹⁶ Ibid., p.7-55.

classe politique uniforme, en position de contrôler l'apparat central du gouvernement de l'état, préservant en même temps l'unité économique du pays¹⁷. Même ce critère de classification ne nous laisse pas voir les Sahariens du milieu des années 1970 comme une nation. Il n'y avait d'aucune « classe » de taille à contrôler l'apparat du pouvoir dans l'éventuel état. Plusieurs vieux cheikhs étaient en discrédit populaire à cause de la collaboration avec l'occupant. Les jeunes combattants pour l'indépendance ont pu attirer des gens à la guerre, mais ils manquaient d'autorité et d'influence pour pouvoir les gouverner en temps de paix. Une partie des leaders était restée à l'étranger, ayant, pendant années, les possibilités de contacter la population dans la colonie très réduite. On a eu peu de chances de se transformer en une classe dirigeante.

Selon des critères de classification facile, mais communément respectés, pendant la période commentée la population du Sahara Occidental ne constituait pas une nation, même si on considère la nation comme une formation fixe, passagère, ou même si elle a une double nature¹⁸. Il s'agit du chiffre total des Sahariens : habitants de la colonie et résidants au-dehors de ses frontières. Ils se trouvaient dans une situation similaire aux habitants de plusieurs pays arabes plus de cent ans auparavant. Là-bas, les structures sociales traditionnelles, fondées sur les concepts de la tribu, clan et famille, avaient été discordes avec le monde moderne auquel ces pays aspiraient. En même temps, des nouvelles idées de la nation, patrie ou classe n'ont pas été encore acceptables par ses citoyens¹⁹. La conséquence fut une dissonance, qui tentait à disparaître en s'adaptant lentement aux nouvelles conditions. La conversion des sociétés tribales en nations allait se consommer, néanmoins, après la fin de l'occupation étrangère.

Les Sahariens n'avaient pas de chance de participer à ce processus à côté des autres habitants du Maghreb et Proche-Orient. En avril de 1976 ils ne formaient pas déjà un ensemble des tribus en lutte réciproque, comme vingt ans auparavant. La politique franquiste de créer rapidement une nouvelle « nation » avait obligée à une part des habitants de la colonie à s'agrouper dans les milieux urbaines – remplaçant de clan ou confédération tribale. Ce processus n'a pas pu être fini avec succès, car il a été guidé par les cercles du pouvoir et il a duré seulement quelques années. Sa conséquence directe a été, en échange, le dégageant de l'identité de la population soumise qui a été privée de sa conscience tribale traditionnelle, sans avoir reçue aucune base nouvelle, également convaincante. En plus, le programme de la construction de la « nation » n'a pu embrasser que des résidants du territoire de la colonie.

La formule idéologique unique, dont les Sahariens ont eu sa place, fut l'unité arabe. Il s'agit d'un idéal provenant de la source suprême de la religion musulmane – le Koran – et de la tradition de l'islam précoce. C'est le but des aspirations d'une part de la pensée

¹⁷ *La emergencia de una nación*, „África Internacional”, 11, 1996, <http://www.eurosur.org/ai/11/1103.html>.

¹⁸ Cf. M.FERRO, *Historia kolonizacji* [Histoire de la colonisation], trad. M.Czajka, Warszawa, 1997, p.352-356.

¹⁹ *Los fundamentos éticos*, „África Internacional”, 11, 1996, <http://www.eurosur.org/ai/11/1104.html>.

politique du monde arabe²⁰. Selon une définition contemporaine, l'identité de la population du chacun des pays arabes se fonde sur trois piliers. Le première, c'est la tradition islamique; le seconde – référence à la culture arabe; et le troisième – particularisme ethnique et géographique²¹. Il n'y avait pas de doutes sur l'attachement des Sahariens à la tradition et culture islamiques. On les définit comme membres du monde arabe. Du son côté, le particularisme se popularisait sous l'œil, bien que insuffisamment soigneux, des autorités coloniales, de façon similaire aux autres pays arabes occupés décennies auparavant²².

L'affiliation à la communauté arabe a mis en évidence le retard socio-politique de la population saharienne. La période qui avait anticipée la décolonisation des pays arabes avait portée le signe d'un nationalisme *in statu nascendi* – il s'agissait du nationalisme arabe, mais aussi d'un nationalisme particulier : marocain, égyptien, etc.²³. Sans entrer dans le débat autour de la question si le nationalisme est un produit de la nation, ou bien le chemin qui conduit vers la formation de cette dernière, on peut dire que le nationalisme a omis le Sahara Occidental. Il n'a pas pu être l'une des caractéristiques de la nation saharienne, parce qu'une telle nation n'existait pas. D'un autre côté, si c'est le nationalisme qui crée la nation, les Sahariens ont perdus une chance unique de participer à ce processus au moment où tout autour d'eux on observait l'époque de son apogée. Au milieu des années 1970, le nationalisme dans le Maghreb, et spécialement au Maroc, fut déjà une idéologie placée dans le cadre de l'existence de l'état, dont il trouvait sa raison d'être. Après avoir saisi le sommet, il cédait la place sur le scène politique au libéralisme²⁴. Les slogans du Front POLISARIO, divulguant le nationalisme au nom de la construction de l'état, ne furent qu'une tentative de révoquer aux valeurs d'une époque passée.

L'affiliation au monde arabe et musulman ne pouvait pas donner aux partisans de la souveraineté du Sahara Occidental beaucoup d'espoir dans un appui chaleureux du côté de ses correligionnaires. L'idée de l'unité arabe se fondait sur la tendance vers l'unification de tous les arabes. En premier lieu, il s'agissait, bien que dans un futur indéfini, de la liquidation des frontières « artificielles », apparues à la suite de la décolonisation. La formation d'un état nouveau à base du territoire qui pourrait être part d'un autre état déjà existant, ça serait un pas contraire à l'unité, c'est-à-dire, un pas en arrière, vers la division. C'est pourquoi tous les dirigeants arabes sauf les Algériens – momentanément aussi les

²⁰ Cf. H.A.JAMSHEER, *Jedność arabska. Geneza idei w tradycji wczesnego islamu* [L'unité arabe. L'origine de l'idée dans la tradition de l'islam précoce], Warszawa, 1995.

²¹ Ce problème a été largement discuté dans le débat patronné par Sami NAÏR; *Estado contra nación. La crisis del mundo árabe*, „África Internacional”, 11, 1996, <http://www.eurosur.org/ai/11>.

²² Cf. *ibidem*.

²³ S.NAÏR, *Del nacionalismo árabe al islamismo dans Estado contra nación...*, <http://www.eurosur.org/ai/11/1102.html>.

²⁴ *Ibidem*.

Yemenites du Sud – reconnaissaient l'idée unificatrice comme l'argument idéologique principal qui refusait la raison de donner vie à un état arabe nouveau.

L'unité arabe fut un slogan, sous lequel les membres du Front POLISARIO mettaient sa signature avec bonne envie. Cependant, ce n'était qu'un espoir faux pour tous qui rêvaient de pouvoir manifester une identité propre dans son sein. Si on admet que l'état territorial n'est qu'une arrêt dans le chemin vers l'unité, après l'unification le monde arabe devrait être une communauté idéologiquement beaucoup plus solide que l'Europe. Mais d'un autre point de vue, si la réclamation à remplacer les institutions étatiques territoriales par un état islamique universel est « le voix disant que l'islam ne peut, dans la théorie, même pas pratiquement, coexister harmonieusement avec l'état-nation moderne », la propagation de l'unité politique arabe au nom de l'islam serait à nouveau un pas en arrière²⁵.

L'unification politique sans institutions d'état territorial continue un rêve des scientists qui ne voient pas possibilité de séparer la religion du pouvoir politique. En échange, les Sahariens qui pensent à l'indépendance pourraient trouver sa chance cherchant sa place dans le système des états-nation. Au niveau régional, une solution serait possiblement l'unité des pays arabes « à l'européenne », dont on pourrait encadrer une province occidentale-saharienne. Une perspective plus proche est le Maghreb uni, qui offrirait aux Sahariens la même chose, mais sur une échelle plus petite. Cette dernière idée est aujourd'hui très populaire et elle réfléchit l'état de conscience des sociétés concernées. L'obstacle le plus sérieux on l'observe dans les circonstances d'origine politique²⁶.

d) *Les conditions internationales*

Dans la période commentée, le développement des relations entre les pays maghrébins ne permettait pas aux Sahariens avoir l'espoir de vivre en paix à la suite de la décolonisation. Bien que ce fut le Maroc le pays plus active dans la région, la paix ou guerre dépendait surtout de l'attitude de l'Algérie. Sans l'appui de Houari Boumedienne, personne, au-dehors du Maghreb, n'aurait entendu parler du Front POLISARIO. Sans son accord, l'armement libyen n'aurait jamais été venu au Sahara Occidental. Enfin, sans son

²⁵ A.LAROUÏ, *Western Orientalism and Liberal Islam: Mutual Distrust?*, Middle East Studies Association Bulletin, 31, no.1, july 1997, p.2-3.

²⁶ L'Union du Maghreb Arabe (UMA) fut créée le 17.II.1989 à Marrakech, réunissant le Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Mauretanie. Son fonctionnement fut suspendu le 22.XII.1995, après du forfait des Marocains de l'organisation; cf. J.VALENZUELA, «Nace la Unión del Magreb Árabe», „El País”, 18.II.1989, p.3 et Ch.OUAZANI, «3+2», „Jeune Afrique”, no.1832, 14-20.II.1996, p.25-26. Beaucoup moins réele, quoique justifiée par des raisons géographiques et ethnico-culturelles, serait la traduction au langage politique d'une unité saharienne comprise le plus largement possible, c'est-à-dire qu'il s'agit des territoires désertiques situés entre le Maroc et la Libye. On observait déjà deux tentatives dans cet esprit: l'une française – l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS), créée en 1957 et l'autre libyen – l'activité non-officielle de Qaddafi vers la formation d'un Sahara sous sa domination. Chacune d'elles n'exprimait pas, cependant, la volonté des propres habitants du Sahara.

initiative n'aurait été formé le camp des réfugiés, qui se transformait, avec le temps, en siège d'un « gouvernement à l'émigration ».

Au fond du duel pour la primauté dans le Maghreb, la participation d'autres pays de la région était de caractère secondaire. Le rôle de la Mauritanie fut sérieusement limité par de petites possibilités économiques et politiques. En échange d'une autonomie dans la politique intérieure, Mokhtar Ould Daddah était obligé d'obéir à la France – protectrice de son pays – dans les affaires étrangères. À Paris, autant qu'à Nouakchott, on se rendait compte de ce que l'objectif stratégique de la Mauritanie consistait en s'assurant de bonnes relations avec ses voisins, ayant pour but le pouvoir de se concentrer sur les problèmes intérieurs sérieux. Au moment où c'était impossible, on a dû choisir l'option la moins douloureuse. Et ce n'était pas, certainement, le conflit armé avec le Maroc.

La participation de la Mauritanie – un pivot géopolitique sans possibilités ni aspirations – à une confrontation, clairement tracée, entre des pays plus grands et forts, a été toujours une conséquence de la nécessité de choisir parmi le mal majeur et mineur. On a lutté depuis années pour que la propre indépendance soit pleinement reconnue. Après en être arrivé, selon les priorités de Nouakchott, et même de Paris, la Mauritanie devait éviter des conflits avec ses voisins. Par conséquent, la question sahariennée ne fut pour elle qu'un problème.

Une motivation très différente a fait engager au cas saharienne la Libye. L'attention de Muammar Qaddafi pour le territoire en dispute n'a pas été venue de l'intérêt vif de son pays. Le Guide libyen a fait un calcul des possibles profits et pertes. Il voulait se profiter d'un conflit dont la Libye n'a pas été, *a priori*, qu'un observateur, pour affirmer sa position géostratégique grâce à l'influence au cours des événements dans la part occidentale de la région. Toutes ses tentatives de se faire propagateur de l'autodétermination furent condamnées à une défaite, car il y avait une claire contradiction entre le soutien à l'indépendance sahariennée et la volonté d'être leader de la communauté arabe et musulmane, dont on devait éviter la division. Pour Qaddafi, l'appui au POLISARIO fut un caprice, qui serait passé après de se rendre compte de l'absence des profits prévus. La Libye fut un joueur potentiel, dont la participation était, au moins jusqu'à avril de 1976, très limitée²⁷.

²⁷ L'attitude de Qaddafi dans le conflit saharien a été toujours ambiguë. On peut l'observer dans les communiqués soviético-libyens, où, à différence des documents soviético-algériens, la question sahariennée n'a pas été apparue jamais, même si on parlait de la décolonisation et l'autodétermination des peuples; cf. *Советско-либийское коммюнике о пребывании в СССР члена совета революционного командирования Премьер-Министра Ливии, 14-20.V.1974, „Внешняя политика Советского Союза и международные отношения. Сборник документов. [au-dessous: BCC] 1974”*, 1975, p.59-61 (Abdessalam Jelloud à Moscou), *Совместное советско-либийское коммюнике о визите в ЛАР председателя совета министров СССР, 12-15.V.1975, „BCC 1975”*, Москва, 1976, p.63-67 (Kosyguine à Tripoli), *Совместное советско-либийское коммюнике о визите в Советским Союзе председателя совета революционного командирования ЛАР, 6-9.XII.1976, „BCC 1976”*, Москва, 1977, p.191-194 (Qaddafi à Moscou) et *Совместное советско-либийское коммюнике о визите в СССР члена генерального секретариата Всеобщего Народного Конгресса Социалистической Народной Ливийской Арабской Джамахирии, 14-17.II.1978, „BCC 1978”*, Москва, 1979,

La Tunisie a été sortie d'une autre position. Les discours de Bourguiba, toujours modérés, témoignaient la volonté d'un non- engagement direct et émotionnel dans le cas. Les Tunisiens vivaient loin du territoire en dispute et n'avaient aucunes ambitions impériales dans la région. En participant activement au contentieux, ils ne pouvaient rien gagner. Ils y pouvaient perdre, bien sûr. Par conséquence, la politique officielle tunisienne à l'égard du conflit se limitait aux tentatives de médiation. Même si on peut parler d'une sympathie vers le Maroc, cette position n'a influencé jamais sur le cours des événements. Le rôle de la Tunisie dans le cas saharien fut insignifiant. En échange, au fond des relations régionales le pays fut un pivot géopolitique. L'état du voisinage avec l'Algérie constituait l'argument décisif par le développement de la coopération avec le Maroc. Un haut degré de la dépendance de la France – raison pour laquelle cette coopération a été doublement embrouillée – déterminait la place du petit pays dans la hierarchie politique de l'Occident méditerranéen²⁸.

Par l'un ou l'autre motif, trois des cinq pays maghrébins démontraient une distance à l'égard de la teneur même du contentieux. Le plus important fut, donc, le fond, c'est-à-dire, la rivalité pour la primauté. Hassan II et Boumedienne rivalisaient pour un bon enjeu. Ce jeu a dominé l'atmosphère des sommets maghrébins. Les négociations, perçues comme le moyen principal de faire la politique étrangère, furent en plusieurs occasions un objectif en soi-même. Une riche rhétorique des discours permettait à éviter la mention du problème principal, dont tous se rendaient compte. On faisait les sommets de la période 1969–73 comme sous la dictée de Khalil Gibran : « La vérité devait être connue toujours,

p.15-19 (Jelloud à Moscou). Quelques auteurs soutiennent la thèse selon laquelle la Libye n'était pas l'ennemie vraie du Maroc, en disant que la première ne votait jamais contre le dernier dans l'ONU; M.LEBJAOUI, *Au nom de l'Algérie. Contre la guerre fratricide, pour la fraternité maghrébine, pour la paix au Maghreb*, Genève, 1976, p.76. Des autres supposent que ce fut Boumedienne qui a convaincu à Qaddafi à soutenir l'autodétermination saharienne; U.CLAUSEN, *Der konflikt um die Westsahara*, Hamburg, 1978, p.76. On sait que, peu avant de la naissance de la République Arabe Saharienne Démocratique (RASD), le 28.II.1976, le représentant du bureau politique du Front POLISARIO, Nureddine Bellali s'était réuni avec le ministre des affaires étrangères de la Libye, Abouzid Omar Dourda. Dourda a informé à son interlocutor de la volonté de créer un état indépendant. Cette déclaration a été, probablement, l'effet de la rencontre Boumedienne-Qaddafi à Hassi-Messaoud (10.II.1976), dont les deux pays avaient accordés une attitude commune à l'égard des pourparles tripartites qui se déroulaient alors à Madrid; A.BENMESSAOUD TREDANO, *Les Sahara Marocain. Une décolonisation pas comme les autres*, Rabat, 1991, p.36.

²⁸ Pendant la période commentée, il y avait deux ruptures dans l'image des bonnes relations maroco-tunisiennes. La première, et plus importante, fut en 1960-61, quand Bourguiba soutenait l'indépendance de la Mauritanie, (le prix de cette attitude fut la récupération de Bizerta). Le président tunisien a pris l'attitude défavorable aux intérêts marocains lors de l'affaire Ben Barka, où il a offert son appui au projet espagnol de séparer des questions d'Ifni et Sahara Occidental dans le cadre de la décolonisation onusienne (1966); cf. le cours des événements dans „Dokumentacja Prasowa”, 1958, pp.438-439, 447 et 594, ibid., 1960, pp.83, 137, 338 et 826, ibid., 1961, pp.189, 614-619, 693, 695, 772-773 et ibid., 1962, p.6.

mais prononcée seulement de temps à autre »²⁹. On finissait les débats sans échange fort des points de vue, mais on restait avec la situation dans laquelle chacun des protagonistes, sans avoir découverts ses triomphes, avait l'espoir d'arriver à des buts propres. La conséquence fut une déception fréquente, qui nourrissait efficacement la défiance mutuelle.

Il y avait plusieurs nuances dans la rivalité entre Rabat et Alger. D'un point de vue, les tentatives marocaines de rattacher la colonie espagnole furent une activité défensive. L'intérêt économique du Maroc, bien compris, était qu'on ne devait pas permettre l'apparition d'un rival local dans le marché des phosphates. En plus, à travers du rattachement du territoire saharien les Marocains s'efforçaient à ne pas laisser d'y surgir un régime obéissant à l'Algérie. La présence algérienne au Sahara Occidental coloquerait à Rabat dans une situation géostratégique très défavorable. On verrait le Maroc encerclé par son rival. L'équilibre régional serait altéré³⁰. Au moment de commencer la guerre territoriale – c'était l'unique genre d'activité militaire accessible alors aux deux pays – l'argument du cercle géographique jouerait un rôle remarquable. Le rattachement du Sahara Occidental au royaume chérifien n'aurait pas provoqué telles conséquences, parce que l'Algérie n'aurait pas été en péril. On écoutait de voix peureuses de la Mauritanie, mais la souveraineté de ce pays n'était, depuis 1969, menacée, même pas théoriquement. Et les intérêts économiques mauritaniens se trouvaient sous la protection française.

Ce fut la France qui, parmi les puissances mondiales, s'était engagée dans le conflit le plus fortement, même si sa participation est restée toujours non-officielle et indirecte. La Mauritanie se mettait à la guerre pour le Sahara Occidental, dans une grande mesure, à cause de la position de Paris, favorable à Rabat. La coalition maroco-mauriténienne a eu

²⁹ K. GIBRAN, «Piasek i piana» dans *Piasek i piana. Ogród Proroka* [Le sable et l'écume. Le jardin du Prophète], trad. B. Sitarz-Howard, Wrocław, 1996, p. 19.

Il s'agit des sommet maghrébins dont l'impulse a été donné par le premier Sommet Islamique (Rabat, 1969): le 14.IX.1970 à Nouadhibu, 4-6.I.1972 à Alger, 9.V.1973 à Nouakchott et 24.VII.1973 à Agadir; cf. *Joint communiqué issued by the Governments of Algeria, Mauritania and Morocco on 14 September 1970 at Nouadhibou* dans *Rapport de la Mission de visite des Nations Unies au Sahara Espagnol*, Assemblée Générale, Documents Officiels, XXX Session, suppl. 23 A/10023, UN, New York, 1977, Ap.III, p.123, *Joint communiqué issued by the Governments of Algeria, Mauritania and Morocco on 5 January 1972 at Alger*, *ibid.*, p.124, *Joint communiqué issued by the Governments of Algeria, Mauritania and Morocco on 9 May 1973 at Nouakchott*, *ibid.*, p.125-126 et *Joint communiqué issued by the Governments of Algeria, Mauritania and Morocco on 24 July 1973 at Agadir*, *ibid.*, p.127.

³⁰ Quant au choix d'entre plate-formes dont le Maroc pourrait fonder son futur international, la lutte pour les territoires a démontrée son interdépendance mutuelle; cf., par exemple, J. LACOUTURE, *Le Maroc à l'épreuve*, Paris, 1958. L'axe vertical, où le royaume chérifien devrait jouer le rôle du pont entre l'Afrique et l'Europe, se trouvait dans le stade de construction. Le marche vers le Sud était une étape du chemin envers s'asseoir fermement dans la zone saharienne. Du son côté, le Maroc a eu une place réservée dans l'axe horizontal, c'est-à-dire dans la communauté des pays arabes et musulmans. Rabat construissait son futur en carrefour de trois régions géographiques et culturelles: le monde arabe, l'Afrique et l'Europe. Si on fermait la frontière aux confins méridionaux de Tarfaya, la liberté des mouvements du Maroc dans l'axe vertical serait limitée.

dans l'approbation française la base de son existence. Paris a fait tout pour éviter que la Mauritanie soit gagnée par l'Algérie comme son alliée proche. Malgré le temps passé, dans l'image des relations franco-maghrébines on voyait l'ombre du cauchemar de la guerre algérienne. Les contacts de la France avec le Maroc et la Tunisie étaient plus tranquilles que le dialogue Paris-Alger, stigmatisé par une tragédie durable. Même si la raison plus importante de l'attitude française se trouvait dans l'analyse géostratégique, il n'y a pas de doute que dans les calculs on faisait aussi attention aux émotions populaires. La décision de soutenir la coalition maroco-mauritanienne devait provoquer des craintes devant la possible détérioration des relations, déjà tendues, avec l'ancien département. À Paris, donc, on ne parlait pas publiquement des préférences géopolitiques.

Entre 1956 et 1976 la France réalisait dans le Maghreb une politique néocoloniale (ou bien néoimpériale³¹). On trouvait les meilleures conditions en Mauritanie : un marché sans fond par toutes les marchandises moins le poisson, polygone nucléaire et quasi-gratuite mine de fer³². La priorité régionale du Quai d'Orsay fut d'assurer la sécurité de l'ancien Chinguët, encadrer le Maroc et la Tunisie dans la vision propre de l'Afrique du Nord – tout cela en préservant la position militaire en Espagne. Similairement à la Mauritanie, le Sahara Occidental existait dans la politique française comme moyen de pression à Hassan II. Autrement dit, Paris offrait son accord au rattachement du territoire au Maroc, mais seulement si les relations avec Rabat étaient bonnes. Depuis 1969 la Mauritanie a restée dans le conflit comme partie intéressée, et ç'a été une « sortie d'émergence » pour la France si la situation s'avait tournée comme pendant l'affaire Ben Barka³³.

Le joueur de l'outre-mer ne voulait pas voir aucun petit état-marionnette saharien dans la zone d'influence considérée propre³⁴. Il voulait éviter aussi l'inclusion de cet état sous le contrôle de l'Algérie. De la même façon, il détestait la perspective de voir augmentée l'influence algérienne en Mauritanie – ce qui a été le but de Boumediène. Le cas saharien a offert à la France des instruments utiles pour affirmer l'influence dans les territoires considérés jusqu'à peu avant comme l'orgueil du colonialisme français.

La participation de la France contraste avec une attitude plutôt indifférente du reste du monde. Les organisations régionales, et même les super-puissances, traitaient le conflit saharien comme un dérangement et non comme un problème réel. Ces premières,

³¹ Cf. Historia kolonizacji, p.360-362.

³² Dans la Société des Mines de Fer de la Mauritanie (MIFERMA), dont la production constituait quelque 80% du produit global mauritanien, les sociétaires français contrôlaient 55.8 % du capital, les britanniques 19 %, les italiens 15.2 %, tandis que les allemands et mauritaniens 5 %; „Dokumentacja Prasowa”, 1974, p.1248.

³³ Les réclamations mauritaniennes ont apparues fortement après la rupture de de Gaulle avec Hassan II, lors de l'affaire Ben Barka. C'était le congrès de la Parti du Peuple de la Mauretanie (PPM) à Ayoun el-Atrus /VI.1966/ où on voyait à Daddah proclamant la participation de son pays au conflit saharien; ibid., 1966, p.546.

³⁴ On dit que la France avait devant ses yeux l'exemple du Djibouti, comme l'alternative pour un Sahara Occidental souverain; M.Barbier, *Le conflit du Sahara Espagnol*, Paris, 1982, p.189.

incapables de résoudre le contentieux, ont laissé les voisins brouillés seuls. Du leur côté, les super-puissances observaient les tensions dans le Maghreb avec perplexité. C'était, donc, un phénomène qui ne devait pas entraver le jeu beaucoup plus important, dont le champ de bataille fut la Palestine. Jamais les Américaines, même pas les Soviétiques, se voyaient obligés à réfléchir sérieusement une intervention militaire. Le Sahara Occidental ne risquait pas de se transformer en une suivante Corée ou Viêtnam, d'autant plus que ce dernier continuait d'être, dans la mémoire de plusieurs Américains, un souvenir frais, ennuyant et, dans une bonne mesure, honteux. Les États-Unis et, un peu moins, l'Union Soviétique furent joueurs géopolitiques potentiels dans un jeu considéré pour eux-mêmes comme peu important. Trop « petit », bien sûr, pour y commencer une confrontation ouverte...

Le problème saharien n'a pas pu être objet de la rivalité entre les super-puissances de la guerre froide. L'Union Soviétique démontrait qu'il lui manquait d'intérêt, donc il n'y avait place pour la doctrine américaine de contention, qui, pour le reste, au milieu des années 1970 commençait à s'aller définitivement au passé. En plus, jusqu'au novembre de 1975, deux partis du conflit furent alliés de Washington, ce qui a été pour les États-Unis un défi. Cette fois il ne s'agissait pas de « mission en défense de la liberté », avec laquelle avait l'habitude de sortir la majorité des habitants principaux de la Maison Blanche. En février de 1976, après le déclenchement de la guerre, l'ombrage du conflit s'était changé, mais l'attitude de Krémolin affirmait dans les politiciens américains la conviction qu'il ne s'agissait pas d'aucune menace de la sécurité globale³⁵.

³⁵ L'attitude américaine à l'égard du Maroc n'était pas uniforme dans toute la période commentée. L'indépendance du royaume, sous Mohammed V, avait suscité l'espoir, car on gagnait un allié. Les années suivantes faisaient baisser les attentes, parce que la pression marocaine vers l'évacuation des bases américaines n'était pas perçue à Washington sans nervosité; cf. *Telegram from the consulate general at Casablanca to the Department of State, Casablanca, April 10, 1956*, Foreign Relations of the United States [au-dessous: FRUS], 1955-57, vol. XVIII, U.S. Government Printing Office, Washington, 1989, p.522-523, *Telegram from the Department of State to the embassy in Morocco, Washington, December 8, 1956*, *ibid.*, p.553, *Memorandum of a conversation, Rabat, March 2, 1957*, *ibid.*, p.561-564, *Memorandum of a conversation, Department of State, Washington, November 26, 1957*, *ibid.*, p.590-594, *Memorandum of discussion at the 378th meeting of the National Security Council, Washington, August 27, 1958*, FRUS, 1958-60, vol. XIII, Washington, 1992, p.767-770 et *Memorandum on the substance of discussion at the Department of State-joint Chiefs of Staff meeting, Pentagon, Washington, November 21, 1958*, *ibid.*, p.772-776. Du son côté, l'Union Soviétique était intéressée, bien sûr, à l'affirmation de sa position dans la région Méditerranée. On l'observait clairement depuis 1967, lorsque, par exemple, la France s'approchait de lui en lui cédant l'accès à Mers el-Kbiir, en 1968; cf. *Опровержение ТАСС сообщений печати о передаче Советскому Союзу военно-морской базы в Алжире, 16.XI.1968*, „BCC 1968”, 1969, p.301-302. En ce qui concerne au Sahara Occidental, il semble que Krémolin ne s'exprimait pas qu'au moment où c'était inévitable pour ne pas perdre la crédulité aux yeux de Boumedienne; *О визите министра обороны СССР в Алжирскую Народную Демократическую Республику, 27-31.V.1974*, „BCC 1974”, Москва, 1975, p.76-77 (Andrei A. Grechko à Alger), *Совместное советско-алжирское коммюнике о визите в СССР президента Алжирской Народной Демократической Республики, 12-14.I.1978*, „BCC 1978”,

L'enjeu fut l'altération de l'équilibre régional des forces – un équilibre entre le Maroc et l'Algérie, dont était intéressé tout le monde sauf eux-mêmes. Le maintien de l'équilibre régional de forces a été l'objectif des deux partis rivaux dans la guerre-froide. Ce n'a été concorde ni avec la politique marocaine ni algérienne. Chacun des voisins voulait être plus fort que l'autre. En plus, ceux qui parlaient du maintien de l'équilibre de forces risquaient de tomber dans un dilemme moral. L'apparition d'un Sahara Occidental indépendant aurait altéré, probablement, cet équilibre. Le monde avait peur, mais on ne convenait pas donner lieu à la volonté de maintenir le *status quo* sans pour en mépriser le principe d'autodétermination, attribue par l'ONU à chaque peuple du monde. Même s'il y avait de conviction sur la victoire du concept marocain dans le référendum, condamner à la colonie au rattachement au Maroc avant de le réaliser aurait discrédité les assurances autour du soutien à la décolonisation, ainsi que les décisions onusiennes³⁶.

Les puissances démontraient son unanimité face à la décolonisation. Tous étaient d'accord que l'Espagne devait abandonner sa dernière grande colonie. Mais, étant donné que Moscou n'avait pas présenté des prétentions majeures envers la région, les Américaines ne se voient obligés à s'affronter à un dilemme similaire au cas du Viêtnam, où la volonté de soutenir les Français, en lutte avec les communistes locaux, avait été discordé avec l'appui à la liberté des peuples dominés par les Européens.

Au fond de l'un des processus les plus dramatiques de l'histoire d'après guerre, on voit clairement une place réservée à l'Organisation des Nations Unies. Le cas saharien a posé à l'ONU beaucoup de difficultés. D'abord, la question a apparue au moment où la plupart des colonies jouissait de la liberté depuis années. Ce retard a stigmatisé la décolonisation entière de ce territoire. On se rendait compte, donc, de que les circonstances actuelles se différaient de la plupart des cas connus dont on s'avait occupé auparavant. Par exemple, c'était difficile de définir proprement le caractère des organisations sahariennes – avec le Front POLISARIO en tête – qui serait d'accord avec le droit international. Limitations procédurales et combats parmi les membres de l'ONU, entravaient l'élaboration d'une décision forte et effective pour résoudre le conflit. En novembre de 1975, la question a trouvée une solution qui aurait été admise sans l'ombre de doute quelques ans auparavant. L'ONU, après avoir observée le ralentissement de l'Espagne, avait considérée déjà une solution ainsi comme peu probable. Au moment où elle, malgré tout, s'est réalisée, on résultait si difficile de prendre quelconque attitude³⁷.

Москва, 1979, p.4-6 et *Совместное советско-алжирское коммюнике о визите в СССР президента Алжира, 15-19.X.1978*, ibid., p.183-184 (Boumedienne à Moscou).

³⁶ On écoutait des politiciens disant qu'il ne devait pas permettre l'apparition du Sahara Occidental souverain, parce que ça aurait détruite l'équilibre régional. Encore en juillet de 1998, le ministre des affaires étrangères italien, Lamberto Dini, fit une allusion dans cet esprit; <http://www.arso.org/98-31.htm>.

³⁷ La tergiversation de l'ONU, partagée par la guerre froide, est fort bien visible à travers de deux résolutions de l'Assemblée Générale, qui furent la réaction à la situation produite en conséquence de la Marche Verte; cf. *A/Res/30/3458 A 1975*, <http://www.undocs.org/gad/RES/30/14> et *A/Res/30/3458 B 1975*, <http://www.undocs.org/gad/RES/30/15>.

Après avoir inscrit la question saharienne dans le cadre de la décolonisation, l'organisation a eu d'un succès apparente : les Sahariens, considérés comme la population d'un territoire dans l'attente de ce processus, ont reçu officiellement – avec la résolution 1514 (XV) – le droit à l'autodétermination. Attribue d'un coup, ce droit a préservé son importance, en se gagnant l'applaudissement général. L'autodétermination pour les Sahariens a été officiellement reconnue par les Espagnols et Marocains. Même si les premiers ont voulu faire le référendum de son propre façon et les autres voient le droit comme la seconde étape de la décolonisation (après avoir signé le document qui leur a promis la colonie). Les uns, autant que les autres, n'hésitaient pas à ajouter dans chacune de leurs décisions officielles la mention que celle-là était accordée avec la volonté du peuple saharien.

Le mérite principal des Nations Unies semble être la tentative de comprendre bien la situation, très compliquée – le premier pas avant d'en évaluer et trouver une solution juste. Deux documents de 1975, tout en étant le meilleur reflet de l'activité consultative de l'organisation, ne font que décevoir à tous qui y voulaient trouver une réponse décisive. Les paragraphes qui résultent importants à partir d'une analyse plus profonde, mettent, pour le reste, sous le point d'interrogation même les opinions très modérées de la Mission Spéciale ou le Tribunal de la Haye.

Les résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU et l'avis consultatif du Tribunal International de la Justice nous sont utiles pour classer les trois concepts de l'avenir de la colonie, décrits au-dessus. Le Maroc a présentées ses revendications envers le Sahara Occidental en les armant des arguments historiques. La question principale portait la référence aux droits sur le territoire en dispute. Le caractère juridique du concept marocain a été confirmé à travers du débat international dans le TIJ.

Le concept espagnol a eu un autre profil. Le Tribunal a décliné l'argumentation de Madrid, qui voulait fonder sa volonté de continuer dans le territoire sur un fondement juridique. L'objectif réel du projet de préserver la colonie n'était pas, donc, satisfaire les principes juridiques, mais convaincre l'opinion internationale sur la bonne volonté et intentions sincères de l'Espagne, qui pourraient assurer pour les Sahariens une existence accordée avec leur volonté et les résolutions onusiennes.

Le troisième concept, représenté par le Front POLISARIO, s'était fondé, autant que le premier, sur les principes juridiques. Cette fois il s'agit du droit à l'autodétermination des peuples sous la domination européenne – l'un des piliers de la décolonisation. Sa teneur a été acceptée par tous les protagonistes du conflit. Il y avait, bien sûr, de différence sur la façon d'en introduire à la vie.

* * *

Lorsqu'on observe le cours de vingt ans des combats pour le Sahara Occidental, on tire la conclusion suivante : l'ensemble des circonstances du conflit favorisait la réalisation du concept du rattachement du territoire au royaume marocain. L'unanimité nationale fut un point de départ très bon. On a anéanti le projet de l'autonomie de la colonie. La France était favorable aux tentatives marocaines. En Espagne, enfin, ont gagnées les voix qui parlaient de se défaire du poids anachronique. Dans la région, Hassan II jouissait de

l'alliance avec Daddah, d'un appui spirituel de Bourguiba et manque d'un engagement vrai du côté d'un imprévisible Qaddafi. Le forum international a démontré soit une absence d'intérêt majeur pour le contentieux, soit une hésitation complète. La sympathie de Washington et Paris a été garantie. La situation invitait à un joueur adroit – Hassan II le fut sans la moindre doute – à en tirer des profits. Le souverain alaouite fit un seul pas avec décision, en attendant que le Maroc eût ainsi de temps pour sceller le succès. Cependant, on a vu alors que la rivalité avec l'Algérie pouvait jeter les résultats obtenus en sérieuse doute.

Les Marocains ont joué la partie pour le Sahara Occidental le mieux possible. On ne pouvait pas obliger Franco à quitter la colonie plus tôt. Dans le cortège des terres occupées par l'Espagne seulement Ceuta et Melilla se trouvaient plus loin. Même, on ne pouvait pas changer l'attitude du gouvernement algérien. Ses slogans, dans une grande mesure copiants la rhétorique du Krémelin (protectionisme et appui à la libération de tous les peuples colonisés), furent populaires parmi les pays socialistes et jeunes états africaines.

La communauté internationale n'a pas reconnu l'état des choses établi en avril de 1976, après de la division du Sahara Occidental entre le Maroc et la Mauritanie, accordée à Madrid en novembre de l'année précédente. Le majeur obstacle fut la vision d'un Sahara Occidental indépendant, promouvue par l'Algérie. Un tel état : récemment né, mal peuplé et privé de la tradition étatique, même de la conscience historique commune, un état où on devait construire à partir de zéro le pouvoir politique, économie et structures sociales – ce serait un bon candidat à entrer dans les files des pays socialistes. Autant de favorable était ici l'attitude révolutionnaire des leaders du Front POLISARIO qui, bien sûr, auraient dévenus l'élite du pouvoir.

Le concept marocain a été, donc, bloqué par le concept indépendantiste. La base du dernier fut le droit à l'autodétermination de tous les peuples du monde, lesquels, selon la résolution 1514 (XV), « grâce à ce droit peuvent définir librement son status politique, ainsi que diriger librement son développement économique, social et culturel ». Autrement dit – en limitant la teneur de ce texte au sens important pour le Front POLISARIO et l'Algérie – chaque peuple s'est autorisé de réclamer les possibilités de créer un état propre.

Selon Alger, la formation d'un état saharien souverain était l'unique sortie juste de la situation qui respecterait des droits de la population du territoire. Ce n'était pas vrai, d'abord parce que les opinions entre les propres Saharienss étaient divisées. Lorsque l'Espagne controlait la colonie, en plus des partisans du rattachement au Maroc et de l'indépendance, une part des habitants s'inclinait vers la continuation à côté de l'Espagne, mais dans des conditions différentes. Une question de côté : dans quelle mesure cette attitude était vraie, et dans quelle avait été « achetée »? Après l'accord tripartite, les partisans de la dernière option s'étaient divisés, en se répartant entre les deux courants restants.

Si entre novembre de 1975 et février de 1976 on avait organisé le référendum auquel avaient participé tous les Saharienss résidants du territoire et même les émigrants des pays voisins, son résultat aurait démontré, probablement, une division des opinions. On peut, donc, douter en la possibilité de mettre en vigueur des décisions prises à la suite du

référendum. Applaudir à la division de la colonie entre le Maroc et la Mauritanie, ça serait plus facile que créer un état nouveau. Quoi qu'il en soit, cependant, une part de la population aurait restée au marge et son mécontentement aurait été nourri par l'argumentation venue de Rabat ou Alger, selon le résultat du référendum. En tout cas, une perspective pour les années suivantes auraient été les actions du sabotage rendant difficiles le développement pacifique de l'ancienne colonie.

La division des opinions entre les Sahariens réfléchissait le dilemme juridique qui dérivait de l'opposition de l'esprit de la résolution 1541 à l'esprit de la résolution 1514 (XV). La dernière a établie devant tous ceux qui voulaient créer des nouveaux organismes étatiques la condition de ce que cette création ne soit pas en préjudice de l'intégrité territoriale d'aucun autre Etat. Le Tribunal International de la Justice a reconnu l'existence, avant de la colonisation, de l'autorité sultanique sur un nombre des tribus sahariennes et, de cette façon, sur la terre peuplée par celles-là³⁸. Étant donné que la colonisation avait constitué une rupture chronologique dans l'existence du royaume souverain marocain, on devait reconnaître ainsi l'argument du besoin du rattachement au Maroc des terres qui lui étaient appartenues auparavant. Dans ce contexte, créer un état saharien dans les frontières coloniales signifiait s'opposer au droit international. On pouvait, donc, réaliser une division des terres selon des indications

³⁸ Selon l'avis consultatif, „au moment de la colonisation du Sahara occidental par l'Espagne l'Etat chérifien ait eu un caractère particulier, cela est certain. Cette particularité tenait à ce qu'il était fondé sur le lien religieux de l'Islam qui unissait les populations et sur l'allégeance de diverses tribus au Sultan, par l'intermédiaire de leur caïd ou de leur cheiks, plus que sur la notion de territoire”; *Sahara Occidental. Avis consultatif*, p.44, §95. Puis on lit: „Les conclusions que l'on peut tirer des renseignements dont la Cour dispose en ce qui concerne d'un côté les actes internes de souveraineté marocaine et de l'autre les actes internationaux coïncident en ce qui ni les unes ni les autres n'indiquent l'existence, à l'époque considéré, de liens juridiques de souveraineté territoriale entre le Sahara occidental et l'Etat marocain. Elles coïncident aussi en ce qu'elles indiquent l'existence d'un lien juridique d'allégeance entre le Sultan et certaines des tribus du Sahara occidental et en ce qu'elles indiquent des manifestations d'une certaine autorité ou d'une certaine influence du Sultan à l'égard de ces tribus”; *ibid.*, p.56-57, §129. C'est un jugement Salomonique. D'un côté, le Tribunal a niée l'autorité historique du Maroc, mais en même temps il l'a confirmé, en ce qui concerne à un part du territoire en dispute. Si on a reconnue l'allégeance [*beïa*] comme base du pouvoir monarchique au Maroc, totes les discussions sur le pouvoir territorial à l'européenne manquaient de la raison d'être. Si le pouvoir s'était référé, donc, directement aux gens, et non au territoire, la reconnaissance de l'existence des liens entre les tribus sahariennes et le sultan accompagnée d'un refus de l'existence du pouvoir territorial conduit le débat vers une rue sans issue. En plus, le Tribunal a affirmé que la structure du pouvoir basée sur l'allégeance était commune parmi les propres Sahariens; *ibid.*, p.44, §96. Le Tribunal travaillait sur la confrontation du système du pouvoir au Maroc avec sa correspondance européenne, ayant pour but définir le caractère juridique des relations existantes dans le royaume chérifien entre le monarque, ses sujets et le territoire. Enfin, on a reconnue la particularité de l'autorité marocaine, ainsi que l'importance juridique de l'acte de l'allégeance. On a reconnu aussi que les principes du pouvoir au Maroc étaient en correspondance avec le pouvoir territorial en Europe. Le refus de l'existence des liens territoriaux n'est qu'une réponse à la question des droits européens. Cependant, personne n'a posé la question de la justesse de traduire les uns aux autres.

discutables contenues dans les documents de XIX^{ème} siècle, ou bien organiser un référendum et diviser le territoire en deux parts : l'une peuplée par les partisans du rattachement au Maroc et l'autre, où auraient habité des indépendantistes. Chacun de deux projets était difficilement réalisable.

Si on observe les circonstances de l'accord tripartite de Madrid, on peut conclure que la chaîne des événements postérieurs fut sa conséquence inévitable. L'accord entre une puissance colonisatrice et l'Etat qui avait présenté des prétensions à l'égard d'une colonie – c'était une situation habituelle et communément acceptée dans le cadre de la décolonisation. Les exemples plus proches on veut dans les cas de Tarfaya et Ifni. Le problème principal de la décolonisation du Sahara Occidental fut son retard chronologique.

Si l'accord entre l'Espagne et le Maroc était signé jusqu'à 1973 (depuis du premier Sommet Islamique en 1969 il était déjà possible d'en inclure à la Mauritanie), le transfert de la colonie aurait été réalisé sans moindre répercussion internationale. L'enclave d'Ifni s'avait aussi trouvé dans la liste des territoires non-autonomes, mais après la signature de l'accord de Fès (1969) l'ONU a reconnue son rattachement au Maroc, en applaudissant avec soulagement à une solution désirée. Le status du Sahara Occidental fut le même. Franco s'occupait d'obstaculiser la décolonisation, alors que tentait à produire rapidement une « nation » saharienne – organisme internationalement reconnu qui annoncerait à tout le monde sa volonté de continuer de marcher à côté de l'Espagne.

Ce projet a été échoué, mais les autorités espagnoles ont éveillées, en échange, parmi un nombre des habitants de la colonie, la sensation de besoin de la conscience commune. En conséquence, on observait la naissance de diverses mouvements politiques. Leurs regards s'orientaient vers Rabat, Nouakchott et Alger. Pour un Boumedienne peu intéressé au destin des Sahariens, c'était une invitation à l'intervention. À travers de l'ingérence dans l'affaire saharienne, il fit prévaloir le droit à prendre la parole dans la discussion et obtenait des avantages dans une affaire très importante pour le Maroc. Hassan II n'a pas eu de contre-avantage, par exemple dans le genre des bénéfices territoriaux de la « guerre des sables », avec lesquels il aurait pu s'assurer la neutralité de son voisin.

La résistance de Franco, un rêveur incorrigible de sa mission civilisatrice, fut terminée par la signature d'un document juste, mais tardif, qui transférerait parmi la plupart d'anciens colonisateurs le soulagement prévu en poids d'une dette morale³⁹. En effet, la responsabilité pour la guerre qui a commencée en janvier de 1976, tombe dans une grande mesure sur l'Espagne. Le fondement du problème est l'héritage laissé par des Européens, commune pour toute l'Afrique. Le Sahara Occidental fut un organisme avec des frontières artificielles, dont le status politique avait été préparé en supposant sa séparation des autres territoires de la région. La plus dramatique circonstance était, néanmoins, le retard de la décolonisation. Sa prolongation jusqu'à la période où partout se réalisait un jeu des intérêts géostratégiques fit d'une sortie habituelle de la situation coloniale (l'accord de Madrid) un *casus belli*. En avril de 1976 on a divisé le territoire de l'ancienne colonie entre deux Etats, ayant pour base la cession d'administration et souveraineté du côté du

³⁹ Cf. F. MORÁN, «Saldar una deuda moral», „El País”, 2.II.1989, p.6-7.

colonialiste européen. Ce fut une forme de la décolonisation acceptée par l'ONU, par exemple à l'égard d'Ifni. Quelques ans plus tard la même forme a résultée inacceptable, malgré l'égalité de deux cas.

L'intégrité territoriale du royaume chérifien, garantie par le droit international, a rencontrée un obstacle : l'idée, promouvue par les rivales politiques du Maroc, de créer un Etat et nation nouveaux. Les colonialistes ont payés leur prix pour l'amour aux semblants et une disposition tardive au compromis, mais c'est une consolation douteuse pour le Maghreb. Voici l'un des meilleurs exemples de l'internationalisation d'un conflit qui s'inscrirait dans le cadre des relations bilatérales parmi un nombre d'états-nation. Cette internationalisation n'a pas emmené aucun accommodement, par contre – ses principes ont servi dans le conflit comme une arme couvrant un nationalisme en lutte. On peut observer les conséquences aujourd'hui.

Les débats autour de la Constitution civile du clergé à l'Assemblée nationale

Marianna JÓZSA
doctorante
Université de Szeged
Hongrie

*« Les prêtres sont dans l'ordre social des magistrats
destinés au maintien et au service du culte. »*

(Robespierre, à l'Assemblée nationale, le 31 mai 1790)¹

Suite à des discussions de relativement courte durée et très peu mouvementées, l'Assemblée constituante vote, le 12 juillet 1790, la Constitution civile du clergé. Celle-ci contient une série de dispositions relatives à la réorganisation administrative de l'Eglise de France. En revanche, elle ne touche point aux dogmes de la religion catholique. En effet, l'idée de la réforme ecclésiastique ne faisait pas, dès le départ, partie des projets de la Constituante. Elle s'inscrit plutôt dans le mouvement de la régénération générale et totale des institutions politiques, économiques et sociales, entrepris depuis la réunion des Etats généraux (le 5 mai 1789) et poursuivi conformément à de nouveaux principes, dont la souveraineté du peuple et l'égalité de tous les hommes, établis par la déclaration des droits de l'homme (10 août 1789).

Quand la crise fiscale oblige la Constituante à confisquer les biens ecclésiastiques (le décret du 2 novembre 1789) elle s'engage, en contrepartie, à payer les frais du culte et de ses ministres. Par cette décision, le clergé est considéré comme un corps de fonctionnaires publics rémunérés par l'Etat. Ainsi, ce dernier peut exiger une plus grande efficacité du clergé et supprimer les offices de ceux qui ne sont pas utiles à la société. Cette logique mène à l'interdiction des vœux religieux et à la réorganisation profonde de l'Eglise de France. L'observation de Robespierre, citée en hexergue, résume bien les motivations de la réforme ecclésiastique, d'ailleurs très inattendue aussi bien par la société que par l'Eglise elle-même. Dans les cahiers de doléances du clergé et du tiers état, les revendications religieuses, très peu révolutionnaires, sont représentées en nombre inférieur par rapport aux autres exprimant plutôt la nécessité d'une réforme politique et économique du pays. L'étude, préparée par Timothy Tackett, sur l'anticipation de la Constitution civile dans les cahiers généraux, fournit à ce propos des informations détaillées.

¹ Archives Parlementaires (A.P.) Tome XVI, p. 3

La Constitution civile, élaborée par le Comité ecclésiastique était donc une réforme radicale et causait, avant tout, le grand étonnement des prêtres et des évêques : elle leur assure un traitement payé par l'Etat, leur nomination aux offices ecclésiastiques par un corps électoral composé de laïcs ; elle supprime une grande partie de ces offices ; elle crée un nouveau découpage de diocèses en ne conservant que 83 des 140 évêchés de l'Ancien Régime. Ce sont là les mesures considérées comme révolutionnaires de la réforme religieuse. Elles provoquent le désaccord des prélats députés à l'Assemblée Nationale qui, n'ayant pas accepté les principes mêmes d'une telle réforme, refusent toute participation dans les débats.

Deux pouvoirs jusqu'ici distinctes, le temporel et le spirituel, se confrontent ici et ils n'arrivent pas à se réconcilier. C'est tout au début de la discussion sur la Constitution civile que les députés essaient de déterminer aussi bien les limites de ces deux puissances que les compétences de l'Assemblée Nationale à effectuer la réforme de l'Eglise de France. Le résultat de cette discussion n'est pas convaincant.

Le débat sur la réorganisation du clergé est dominé par les interventions des partisans d'une réforme radicale comme Robespierre, Treilhard et Durand de Maillane. Face à eux, les discours de quelques curés restés fidèles à la tradition, ou ceux de la noblesse restent sans grande influence sur le déroulement de la discussion. Les 68 intervenants du tiers état font environ 1,5 fois plus d'interventions que le clergé et la noblesse ensemble. De plus, certains prêtres sympathisent avec les projets de la nouvelle constitution du clergé comme, Gouttes et Jallet.

Pour mieux comprendre la nature osée de la Constitution civile du clergé, il me paraît indispensable de donner une brève présentation de la position que l'Eglise de France occupe dans la monarchie à la veille de la Révolution.

La place de l'Eglise catholique en France à la fin de l'Ancien Régime et les différentes tentatives de réformes précédant la Constitution civile

En 1789, l'Eglise catholique occupe en France une place de première importance à la fois politique, sociale, intellectuelle et morale. Le clergé est le premier ordre du royaume. Le catholicisme est la religion d'Etat et, depuis la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, jusqu'à l'édit de tolérance, en 1787, aucune autre confession n'est tolérée. L'Eglise catholique confère seule, par le baptême, une existence légale à l'individu : ses registres de baptêmes, de mariages et de sépultures sont, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, le seul état civil. Elle a aussi un rôle essentiel dans le domaine de l'assistance. Le roi de France est un prince catholique qui, selon la théorie de la monarchie de droit divin, tient ses pouvoirs de Dieu. Ainsi, lors de la cérémonie du sacre de Reims, il fait le serment de respecter la loi chrétienne et de défendre l'Eglise et la foi catholique.

Ce n'est pas seulement par le pouvoir, mais aussi par le nombre et la richesse que l'ordre du clergé pesait sur la société.² L'ensemble du clergé comprend, en 1789, 170.000 personnes, soit 0,6% de la population, à peu près autant que l'ordre de la noblesse. Le clergé régulier représente environ 72.000 religieux et religieuses. Quant au clergé séculier, un tiers des prêtres, sans charge d'âmes, s'ajoutent aux 139 archevêques et évêques et aux 60.000 curés et vicaires de paroisse environ.

Il est important de souligner les différentes inégalités qui se manifestent au sein de l'Eglise de France car elles feront partie des objectifs les plus importants de la réforme ecclésiastique préparée par l'Assemblée constituante.

La France de 1789 compte 140 diocèses (avec Bethléem, Clamecy et les quatre sièges d'Avignon et du Comtat) rangés en 18 archevêchés. En consultant la carte de la France religieuse à la veille de la Révolution on constate l'inégalité de la disposition géographique des circonscriptions ecclésiastiques : beaucoup de petits évêchés dans le Sud (Sénez, Orange, Marseilles, Condom etc...) et des évêchés de grande taille dans le reste du pays (Lyon, Clermon, Limoges, Bourges ect...). Cela est vrai également pour les archevêchés, plus nombreux dans le Sud (les archevêchés de Narbonne, d'Auch, d'Arles et de Toulouse) qu'ailleurs (les archevêchés de Bordeaux, de Bourges et de Besançon). La conséquence de cette mauvaise répartition géographique c'est que les charges des évêques dans le Sud étaient moins pesantes que dans le Nord où, à cause de la grande étendue des diocèses, l'évêque a du mal à exercer efficacement sa juridiction sur tous les fidèles. L'idée de fixer de nouveaux sièges d'évêchés et d'archevêchés à peu près de la même superficie, devait permettre un meilleur fonctionnement de la juridiction épiscopale. Douze évêchés français relèvent d'un métropolitain étranger³ car la notion de frontière n'a pas à l'époque la rigueur d'aujourd'hui. Nombreux sont les chevauchements entre limites politiques et ecclésiastiques. Le plan Martineau proposera l'interdiction de l'autorité d'une puissance étrangère en France.

Bien que 80% des catholiques français vivent hors des villes, la plupart des ecclésiastiques préfèrent s'installer en ville qu'à la campagne en quittant leurs offices pour de longues périodes. Ainsi, il existe des régions plus marquées par la présence ecclésiastique que d'autres. Le projet d'interdire au clergé de s'absenter de leurs paroisses ou évêchés pendant longtemps et sans aucun mobile particulier, contribue aussi à un meilleur fonctionnement de la juridiction ecclésiastique.

Le montant total des revenus de l'Eglise est très élevé, mais il est inégalement réparti selon les régions et aussi entre le haut et le bas clergé et, à l'intérieur même du clergé paroissial. Dans les régions du Sud-Est, des Alpes, de la Provence et du Dauphiné, les revenus ecclésiastiques sont les plus bas, alors que dans le Nord et le centre de la France, ils sont plus élevés. Le revenu des archevêques et des évêques s'élève à 40-50.000 livres

² Sur le nombre du clergé à la veille de la Révolution : *Histoire des catholiques en France du XV^{ème} siècle à nos jours*, sous la dir. De Francois Lebrun, p. 216-219. ; Jean Quénart, *Les hommes, l'Eglise et Dieu dans la France du XVIII^{ème} siècle*, Paris, 1978.

³ Strassbourg dépend de Mayence ; Nancy, Metz, Toul, Verdun et Saint-Dié dépendent de Treves ; Nebbio, Mariana en Corse appartiennent à Genes ; Sagone, Aléria, Ajaccio de Pise.

par an,⁴ tandis que la portion congrue des curés est fixée à 700 livres par an depuis 1786. Nombre de curés dispose de revenus substantiels, surtout ceux de l'Ouest, de la Basse-Normandie, de l'Anjou et du Poitou, où les revenus peuvent atteindre 3000 livres par an. Par contre, dans les évêchés du Sud-Est particulièrement pauvres ainsi que dans les Pyrénées centrales, la grande majorité des curés vit uniquement de la portition congrue. Un nouveau traitement fixé à raison de l'utilité des offices, devait permettre de supprimer ces grandes différences. Il faut noter tout de même qu'à la veille de la Révolution, malgré les inégalités subsistant dans la rétribution des revenus ecclésiastiques, aucun prêtre ne vit dans la misère totale. Une ressource de 700 livres par an place le curé au niveau de l'artisan moyen et de la toute petite bourgeoisie. Les 350 livres, accordés aux vicaires des paroisses, les placent au niveau de plus médiocres artisans. Cependant, il est difficile de faire la comparaison entre le niveau de vie des ecclésiastiques et celui des autres catégories sociales étant donné que les prêtres, célibataires, n'ont pas les mêmes charges qu'un père de famille ; ils sont aussi exemptés d'impôts ce qui procure au clergé un niveau de vie supérieur.

Le droit de la nomination des évêques et des principaux abbés est confié, depuis 1516 (par le concordat de Bologne signé entre François Ier et le pape) à la monarchie, le pape ne conservant que l'investiture canonique qui confère à l'évêque ses pouvoirs spirituels. La richesse des bénéfices devient entre les mains du roi une arme politique, un moyen d'attacher la noblesse parfois infidèle à la monarchie. En conséquence, les évêques d'origine populaire laissent la place, au XVIII^e siècle, aux familles nobles, comme les Rohan ou les La Rochefoucauld. Les évêques députés à l'Assemblée Nationale sont tous d'origine noble. La nomination des curés relève des évêques ou du patron de la paroisse. Dans certaines provinces (la Bretagne, la Franche-Comté, l'Artois, le Roussillon et la Lorraine) les cures sont soumises au concours. Enfin, le système de la « *resignatio in favorem* » permettant au titulaire de transmettre son bénéfice au candidat de son choix est aussi en vigueur. La sur-représentation du clergé d'origine urbaine est évidente, néanmoins, dans quelques diocèses, le poids du monde rural est significatif (Coutances, Beauvais et Boulogne). De plus, les prêtres d'origine populaire sont en nombre bien inférieur à ceux issus de la noblesse (d'ailleurs pas très nombreux dans le bas clergé) et de la haute-bourgeoisie.⁵ L'élection des ministres ecclésiastiques donnera à tous les mêmes chances sans tenir compte des origines sociale et géographique des candidats. De plus, on supprime le droit du pape dans l'élection des évêques, fixant ainsi les bases d'une Église nationale.

⁴ Sur les 41 évêques-députés, 32 possèdent des revenus supérieurs à 25.000 livres par an, parmi lesquels six en ont plus de 100.000 livres par an : Boisgelin de Cucé, archevêque d'Aix – 256.378 livres/an ; Rohan, évêque de Strassbourg – 200.000 livres/an ; Fontanges, archevêque de Toulouse – 163.000 livres/an ; La Luzerne, évêque et duc de Langres – 130.000 livres/an ; Juigné, évêque de Paris – 118.315 livres/an ; La Rochefoucauld-Bayers, évêque de Beauvais – 106.000 livres/an.

⁵ L'origine sociale des curés, in : Jean Quéniart, op. cit., 77–80.

Bien avant que l'Assemblée Nationale procède à la réforme de l'Eglise de France, différentes tentatives de réforme ont déjà été faites en ce domaine.⁶ De nombreuses mesures de la politique religieuse de la Constituante sont issues des propositions provenant du clergé de la seconde moitié du XVIIIème siècle. Le mouvement janséniste, dans sa lutte contre les jésuites et l'épiscopat réformé par les dispositions du concile de Trente, a dénoncé le pouvoir de la papauté, les abus des évêques et aussi un bon nombre de pratiques et d'institutions ecclésiastiques. Le nombre des jansénistes à l'Assemblée Nationale est restreint, ses représentants sont Grégoire, Camus et Lanjuinais.

Le « richérisme » ou le « syndicalisme clérical », à la fin de l'Ancien Régime, est un mouvement de grande influence. La campagne du curé de Vienne (Dauphiné), Henri Reymond, en faveur de l'augmentation des revenus et du pouvoir du clergé paroissial contre l'autorité épiscopale, est très souvent reprise dans les cahiers de doléances du clergé et du tiers état. (Annexe 3)

La politique religieuse de la Constituante est également influencée par le « gallicanisme parlementaire » réclamant l'indépendance de l'Eglise française face à Rome ainsi que le contrôle de l'Etat sur l'Eglise. Les sympathisants de ce mouvement comme Durand de Maillane, Treilhard et Martineau, mieux que les jansénistes ou les richéristes, ont été les auteurs les plus influents de la nouvelle constitution du clergé.

Les tentatives de réforme des prélats, sous la conduite des archevêques Loménie de Brienne, Le Franc de Pompignan, De Lau et Boisselin, proposant une réforme des impôts, l'augmentation des revenus des prêtres et la modification du système des bénéfices, ont échoué à cause des divergences d'intérêts et des privilèges. Ils proposaient aussi la modification des limites des diocèses en supprimant les petits évêchés du Sud.

Néanmoins, l'échec même de toutes ces tentatives devait contribuer à faire connaître le besoin d'une réforme profonde de l'organisation de l'Eglise catholique.

La politique religieuse de l'Assemblée nationale et l'anticipation de la Constitution civile du clergé dans les cahiers de doléances du clergé et du tiers état

Malgré les tentatives des réformes ecclésiastiques précédentes, il faut considérer le caractère novateur de l'oeuvre religieuse de l'Assemblée concernant l'Eglise. Les nouvelles lois ecclésiastiques ont causé l'étonnement et dépassent les attentes de la population.

Dans les premiers mois suivant la réunion des Etats généraux (le 5 mai 1789), l'ordre du clergé prend une partie active dans la régénération des institutions de l'Etat, notamment par son union au tiers état et l'abandon de tous ses privilèges (la nuit du 4 août 1789). Il va même jusqu'à renoncer à ses biens afin de résoudre la crise fiscale (le 2 novembre 1789). Les historiens parlent avec justesse d'un « accord sans nuages » qui s'installe dans l'Assemblée entre le clergé et le tiers état. Cet accord trouve son symbole dans les nombreuses fêtes de la Fédération. Mais il sera rompu par les mesures de plus en

⁶ les tentatives de réformes, in : Timothy Tackett, *La Révolution, l'Eglise, la France* (le serment de 1791), Paris, Ed. Du Cerf., 1986, p. 77-80.

plus radicales prises en matière ecclésiastique, comme l'interdiction des vœux religieux suivie par la fermeture de la plupart des monastères et la réorganisation profonde de l'Eglise de France.

C'est le Comité ecclésiastique, créé le 20 août 1789, qui avait la charge d'élaborer les réformes religieuses, dont la plus considérable était la Constitution civile du clergé. Le 7 février 1790, le nombre des députés siégeant au sein du comité, comprenant, à l'origine quinze membres, a été doublé (Annexe 1). Si on compare l'origine géographique des membres avec les cartes représentant l'anticipation de la Constitution civile dans les cahiers de doléances (Annexe 3), on note que le nombre des députés provenant des régions plus marquées par les revendications religieuses (notamment celles de Paris et de Rennes) a considérablement augmenté par rapport aux autres (par exemple, celles de Tours, de Poitiers, de Bourges et de Rouen) : aux quatre députés du tiers état s'en ajoutent huit nouveaux dont trois clercs (Montesquieu, Massieu et Thibault). Ce redoublement a eu pour effet le renforcement des plus radicaux en matière religieuse. Il n'est donc pas surprenant que le projet présenté sur la Constitution civile le 21 avril 1790 est plus révolutionnaire dans ses mesures que celui du 23 novembre 1789. (Annexe 4) De plus, le 6 mai, six ecclésiastiques quittent le comité dont deux évêques (Bonal, évêque de Clermont et Mercy, évêque de Luçon) ce qui donne encore plus de force et de pouvoirs dans les mains des plus radicaux (Annexe 2).

Le plan du 21 avril, préparé sans la participation de ceux qui auraient pu encore empêcher la réforme fondamentale de l'Eglise de France, dépasse les exigences du clergé et de la population elle-même, portées dans les cahiers de doléances (Cf. Annexe 3).

La suppression de milliers d'emplois ecclésiastiques de l'Ancien Régime n'est prévue dans aucun des cahiers. Ce n'est qu'en très faible pourcentage qu'ils demandent la suppression parfois totale des chapitres des cathédrales et des collégiales et celle des bénéfices simples.

L'élection des évêques et des curés par les laïcs est le changement le plus spectaculaire de la Constitution civile, néanmoins à peine 2% des cahiers du tiers état font mention d'un tel système qui n'est point demandé par le clergé.

Aucun des cahiers n'a envisagé de telles réformes plaçant le clergé dans une totale dépendance économique vis-à-vis de l'Etat.

Seuls 2% des cahiers du tiers état et 12% de ceux du clergé réclament le remodelage des diocèses, et aucun d'entre eux ne va jusqu'à exclure le pape de la confirmation des nouveaux évêques.

Les projets du Comité ecclésiastique

Le premier projet a été présenté à l'Assemblée Nationale le 23 novembre 1789, par Durand de Maillane.⁷ Ce plan est de général et concerne tous les aspects du domaine

⁷ Le projet du 23 nov 1789, in : A. P. Tome X., p. 230-247.

religieux (le sort des biens ecclésiastiques, celui du clergé régulier, l'enseignement, la discipline et la juridiction ecclésiastiques), dont la réorganisation du clergé séculier. Certaines de ses mesures anticipent la Constitution civile du clergé, comme la suppression des bénéfices simples et des chapitres des collégiales ; l'interdiction pour le pape de confirmer les évêques nouvellement élus ; le traitement en argent payé par l'Etat ; la nécessité du dénombrement des diocèses et des paroisses ; l'obligation du serment de fidélité au Roi, à la Nation et à la Constitution. En revanche, la disposition retenue comme la plus révolutionnaire de la Constitution civile, l'élection des ecclésiastiques par le peuple, n'en fait pas partie.

Le projet du 21 avril 1790, présenté par Martineau, contient déjà le plan du décret de la Constitution civile du clergé.⁸ Selon le rapporteur même du comité ecclésiastique, les objectifs les plus importants de la réforme religieuse sont l'abolition d'un certain nombre de titres et d'offices ecclésiastiques, la nouvelle façon de nommer les ecclésiastiques et la fixation de leur traitement. Ainsi, on propose de supprimer les bénéfices sans fonctions, les bénéfices simples et les chapitres de collégiales en ne conservant que des emplois utiles du point de vue politique et social. D'après l'opinion du comité, reprise également par Robespierre, accorder au peuple la nomination des évêques et des curés, est le seul moyen légitime d'attribuer les offices :

« Tout pontif, choisi parmi les hommes, est établi pour le bien des hommes (...) ; c'est l'idée que l'apôtre des nations nous donne du sacerdoce chrétien (...) le pasteur est établi pour l'utilité du troupeau, et non le troupeau pour l'utilité du pasteur. Mais si les évêques, les curés et les autres ministres de la religion ne sont établis que pour les peuples, à qui convient-il mieux qu'aux peuples de les choisir ? La discipline de l'Eglise primitive ne connaissait pas non plus d'autre forme de pouvoir aux offices ecclésiastiques. On était persuadé que celui à qui tous doivent obéir (...) doit être choisi par tous... »⁹

Dans la fixation des nouveaux traitements, le comité a suivi le principe de rémunérer les ministres ecclésiastiques à raison de l'utilité et de l'importance sociale de leurs offices, en attribuant toujours une somme suffisante pour exercer le sacerdoce sans difficultés. Les 12.000 livres proposées aux évêques représentent une somme nettement inférieure aux revenus qu'ils possédaient à la veille de la Révolution. (Cf. note 4) Le nouveau traitement des curés se situe entre 1.200 et 6.000 livres par an, ce qui représente pour la plupart d'entre eux une augmentation par rapport à la portion congrue fixée à 700 livres. Le plan du comité maintient une hiérarchie économique non seulement entre le haut et le bas clergé mais aussi à l'intérieur du corps du clergé paroissial car il établit un traitement plus élevé pour les prêtres des villes que pour ceux de campagne.

⁸ in : A.P. Tome XIII., p. 166-175. ; les quatre titres du projet sont : - Titre I. : Des offices ecclésiastiques (31 articles) - Titre II. : De la manière de pourvoir aux offices ecclésiastiques (44 articles) - Titre III. : Du traitement des ministres de la religion (15 articles) - Titre IV. : De la loi de la résidence (6 articles).

⁹ B. Cousin, M. Cubells, R. Moulinas, *La pique et la croix*, p. 20-22.

Les deux plans précédents abordent la nécessité du remembrement des diocèses (Annexe 4). En revanche, c'est le 2 juin 1790 seulement, quand la discussion est déjà ouverte sur le projet Martineau, que l'Assemblée décide de fixer les limites des nouveaux diocèses conformément à la nouvelle division administrative du pays. Ainsi, le nombre des évêchés se réduit à 83, répartis entre dix métropoles, au lieu des 140 diocèses et des 18 archevêchés de l'Ancien Régime. La tâche d'élaborer un projet de décret est confiée au Comité ecclésiastique et à celui de la Constitution. Le rapport, préparé en collaboration entre les deux comités, est présenté par Boislandry, le 6 juillet. Le plan décide la conservation de 42 évêchés et de 9 archevêchés et l'érection de 8 nouveaux sièges épiscopaux (Laval, Saint-Maixent, Colmar, Vesoul, Sedan, Versailles, Châteauroux et Gueret) et un siège de métropole (Rennes). Par contre, dans 33 départements, la plupart dans le Sud, chacun possédant plusieurs sièges, la suppression de certains d'entre eux était nécessaire. Ainsi, chaque département ne comprend plus qu'un seul évêché. Les neuf archevêchés supprimés sont : Cambrai, Tours, Sens, Alby, Narbonne, Auch, Arles, Vienne et Embrun. Ce genre de plan contribue à une répartition plus équilibrée des circonscriptions ecclésiastiques.

La discussion du plan du 21 avril

Les débats durent du 29 mai au 8 juillet 1790. Ils sont peu violents, et l'opposition du clergé, surtout celle des prélats, n'est pas significative. En effet, suivant la confirmation des principes du plan Martineau par l'Assemblée, le haut clergé décide de se retirer de la discussion. Ce ne sont que quelques curés qui défendront les anciennes valeurs de l'Eglise catholique face aux intentions radicales et révolutionnaires des « bigottes » patriotes en matière religieuse. Boisgelin, archevêque d'Aix, après avoir fait un long discours en défendant la religion, se tait le jour même de l'ouverture des débats sur la Constitution civile. Quelques jours plus tard, Bonal fait de même. La raison pour laquelle ils refusent toute participation dans le débat, c'est que l'Assemblée nationale, à leurs yeux, n'a ni le pouvoir ni le droit de modifier seule, sans le concours de la puissance ecclésiastique, les lois de l'Eglise catholique établies depuis des siècles.

La discussion des principes de la Constitution civile

Le 29, 30 mai et le 1er juin, les députés discutent les principes fondamentaux de la réorganisation du clergé séculier. Il s'agit en effet de décider des limites de la puissance spirituelle et de l'autorité temporelle concernant la discipline extérieure de l'Eglise et, par la suite, de la compétence de l'Assemblée nationale à ordonner des changements dans cette discipline.

Les opposants, représentés ici par quelques prélats accompagnés de prêtres fidèles à la tradition (Boisgelin, Bonal, Gobel, Leclerc et Goulard), ne contestent guère le besoin

d'une éventuelle réforme des abus de l'Eglise. En revanche, ils s'opposent à la manière dont la Constituante a envisagé d'y parvenir et mettent en évidence les dangers, comme le schisme, qui résulteraient de l'adoption du plan du Comité ecclésiastique tel qu'il est. Néanmoins, ils font des propositions pour réconcilier les intentions de l'Assemblée avec les intérêts de l'Eglise. Boisgelin exprime bien les arguments partagés par tous les défenseurs des droits ecclésiastiques. En effet, il s'agit d'un ordre des choses dans lequel c'est l'Eglise seule qui a le pouvoir d'établir les règles et les lois en matière de religion car Jésus-Christ, « le pontife éternel » a transmis aux évêques et aux pasteurs non seulement le droit d'enseigner les dogmes et d'administrer les sacrements, mais aussi le droit de gouverner son Eglise. Le pouvoir de l'autorité temporelle se borne à la défense des lois religieuses établies par l'Eglise. Pour un bon fonctionnement des choses, le concours des deux puissances il est donc préférable mais le pouvoir temporel ne peut, en aucun cas, faire des lois pour l'organisation de l'Eglise. Aux termes de cette argumentation, la Constituante ne peut procéder seule à la réforme religieuse sans violation des traditions catholiques. Néanmoins, les évêques députés (Boisgelin, Bonal et Goulard) proposent un compromis entre les deux puissances : il s'agit de la convocation d'un concile national réussi avec le consentement du pape et accomplissant les réformes nécessaires en accord avec l'autorité civile, ce qui paraissait le meilleur moyen de concilier les exigences du droit canonique et les projets de l'Assemblée. Ces ecclésiastiques savent qu'ils pourront mieux protéger les intérêts catholiques au sein d'un tel concile en présence du pape, plutôt que devant l'Assemblée nationale.

Face à cette opposition, les patriotes comme Treilhard, Robespierre, Jallet et Gouttes appuient le plan du comité en reconnaissant à la nation, investie de tous les pouvoirs, le droit d'entreprendre non seulement la régénération du système politique, social et économique du royaume, mais aussi la réforme nécessaire des institutions de l'Eglise. Ils se montrent respectueux à l'égard des dogmes dont ils reconnaissent l'immutabilité, mais ils n'accordent aucun pouvoir politique à l'Eglise dont ils limitent les droits à la prédication du dogme et à l'administration des sacrements. Pour les patriotes, la Constitution civile est le seul moyen de réformer les abus de l'Eglise. Par conséquent, ils soutiennent le droit de l'Assemblée Nationale de procéder à la réforme ecclésiastique. Il s'agit ici de la volonté d'appliquer les principes déjà acceptés pour la réforme politique et administrative du pays, fondés sur les bases des droits de l'homme. De plus, l'idée même de la réorganisation de l'Eglise provient du décret du 2 novembre, par lequel l'Etat s'engage, en échange des biens ecclésiastiques, à trouver un moyen de payer les ecclésiastiques. L'Assemblée décide même de les appeler « ministres du culte » en les rangeant ainsi parmi les autres fonctionnaires d'Etat. Robespierre définit la place que les prêtres et les prélats doivent prendre dans la société : ils sont « destinés au maintien et au service du culte » et, comme d'autres fonctionnaires publics, ils doivent servir les intérêts sociaux. En conséquence, dit-il, il ne faut pas conserver de telles fonctions ecclésiastiques qui ne soient pas utiles aux besoins de la société. Il poursuit : le peuple possède incontestablement le droit de choisir ses ministres, y compris les ecclésiastiques, car tous sont institués pour servir le bien de la société. Le traitement doit être également décidé par le peuple, à raison de l'utilité des fonctions exercées.

« Premier principe - Toutes les fonctions publiques sont d'institution sociale ; elles ont

pour but l'ordre et le bonheur de la société ; il s'en suit qu'il ne peut exister aucune fonction qui ne soit utile.

Seconde principe - Les officiers ecclésiastiques étant institués pour le bonheur des hommes

et pour le bien du peuple, il s'en suit que le peuple doit les nommer.

Troisième principe - Les officiers ecclésiastiques étant établis pour le bien de la société, il s'en suit que la mesure de leur traitement doit être subordonnée à l'intérêt et à l'utilité de tous, et non au désir de gratifier et d'enrichir ceux qui exercent ces fonctions. »¹⁰

Ce discours qui, d'ailleurs ne fait que défendre les maximes de la Révolution et les droits de l'homme, a suscité la forte opposition d'une grande partie de l'Assemblée. Néanmoins, les bases de la Constitution civile ont été adoptées. Dans cette première partie des débats, le contenu des interventions met déjà en évidence les points discutables du plan Martineau : la suppression des bénéfices, la nomination des ministres du culte et leur traitement et, enfin, la nouvelle division des diocèses.

Le plus grand nombre d'interventions a été fait au sujet de la nouvelle manière de choisir les ministres du culte (49 intervenants dont 23 du tiers état, 18 du clergé et 8 de la noblesse, avec une absence totale des évêques députés) et de la suppression de nombreux titres religieux (sur 41 intervenants, il y a 23 du tiers état avec 52 interventions contre 10 clercs et 10 nobles n'en faisant ensemble que 57). Les intervenants défendant le projet du comité exercent, non seulement par la quantité mais aussi par la qualité de leurs discours, une influence considérable sur le déroulement des débats. De plus, aux côtés de Robespierre, Treilhard, ou Camus, nombreux sont les députés-clercs, provenant du bas clergé, qui apportent un fort soutien à la nouvelle réforme : l'abbé Gouttes, Grégoire. Ces derniers s'efforcent également de tirer de ces réformes le plus de profits possible en faveur du bas clergé.

Lors de la fixation du traitement, les intervenants ne discutent plus de savoir si l'Etat a le droit de payer les ecclésiastiques, mais il s'agit seulement d'une question d'argent : certains comme Cazalès, Gouttes, le marquis de Foucauld et Durand de Maillane réclament une augmentation des revenus par rapport aux sommes envisagées par le comité. Enfin, la discussion concernant la nouvelle division des diocèses se déroule avec beaucoup d'interventions mais sans oppositions.

La discussion du Titre I. relatif aux offices ecclésiastiques : 1er, 2, 7 et 8 juin

Pendant cette discussion, peu d'ecclésiastiques interviennent pour défendre les valeurs anciennes de l'Eglise catholique contre les nouvelles mesures, permettant à la partie radicale de la Constituante d'aller jusqu'au bout de ses projets. Le seul évêque qui

¹⁰ L'opinion de Robespierre, le 31 mai, in : A.P. Tome XVI., p. 3.

prend la parole est Bonal, afin de dégager sa responsabilité et celle des autres évêques en déclarant ne pas pouvoir participer à la délibération.

Les intervenants s'intéressent principalement à quatre arguments : l'autorité des métropolitains, celle des évêques étrangers, la fixation du nombre des diocèses et la suppression d'un certain nombre de titres ecclésiastiques.

Dans le projet du 21 avril, les trois premiers articles contiennent des instructions pour le maintien ou pour la suppression de certains sièges épiscopaux et archiépiscopaux. Ces articles font apparaître deux questions : l'une relative à l'autorité du métropolitain, l'autre à la fixation du nombre des diocèses.

La discussion concernant la juridiction du métropolitain commence le 1^{er} juin, à l'initiative de Fréteau, député de la noblesse. L'autorité du métropolitain lui paraît aussi contraire à la pureté de l'ancienne discipline de l'Eglise qu'à la constitution même proposée par le comité.

« Tout tombe dans l'anarchie si vous mettez dans la main d'un homme seul l'autorité qui n'appartient qu'à une réunion d'hommes. »¹¹

Dans sa proposition il demande donc la suppression de la juridiction des métropolitains et du titre d'archevêque, en rétablissant ainsi l'égalité entre les prélats. Martineau, le porte-parole du comité ecclésiastique, s'oppose à cet amendement étant donné l'ancienneté de ce titre qui est indispensable pour confirmer l'évêque nouvellement élu par le peuple. Au cours de la séance suivante, Fréteau, après avoir consulté le comité sur le sujet, propose de donner la juridiction métropolitaine à un synode supérieur composé d'évêques et de curés, présidé par le plus ancien desdits évêques. Ce président donnera l'institution aux évêques nouvellement élus par le peuple.

Mais, avant de passer à la discussion de cet amendement, l'Assemblée délibère sur le nombre des diocèses et sur l'autorité des évêques étrangers. Ainsi, les limites des circonscriptions ecclésiastiques seront fixées conformément à celles des départements et, la juridiction des évêques étrangers sera supprimée, y compris celle du pape. A la suite d'une courte discussion, l'Assemblée, pour éviter le schisme, ajoute, sur la proposition de Fréteau : *« Le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Eglise, ainsi qu'il sera dit ci-après. »¹²* (Annexe 5/a)

Puis, l'Assemblée reprend la discussion relative à l'autorité de métropolitain : contre Fréteau, Camus fait une proposition en faveur du projet du comité, qui sera adoptée : on conserve les métropolitains en un nombre nécessaire.

La quatrième question concerne la suppression de titres ecclésiastiques. Parmi les sept intervenants il n'y a qu'un seul clerc, en la personne de Grégoire. Néanmoins, le 29 mai, Boisgelin a déjà donné son point de vue en soulignant l'incompétence de l'Assemblée pour décider de la suppression des chapitres des cathédrales et des collégiales et des bénéfices simples, tout en reconnaissant la nécessité d'une réforme de ces établissements,

¹¹ L'opinion de Fréteau, le 1^{er} juin, in : A.P. Tome XVI., p. 36.

¹² *ibid.*, p. 45.

avec le concours de l'Eglise, : « ... il n'est possible que la puissance civile condamne et détruise ces établissements antiques et respectables, parce qu'ils se sont conformés à des règles prescrites par l'Eglise dans tous les temps et dans tous les lieux. »¹³

Cette fois-ci, les évêques opposants n'interviennent pas, ainsi les Constituants peuvent délibérer aisément sur la question et ordonner la suppression des chapitres nobles, réguliers ou séculiers de l'un et de l'autre sexe. Selon les intervenants, il est reconnu que ces établissements isolent de la société tout en favorisant le célibat ; de plus ils ne sont ouverts qu'à une seule classe de la société. Étant donné que les classes ne sont plus différenciées, le maintien de telles institutions sera considéré comme contraire à la constitution.

La discussion du Titre II relatif à la nomination aux offices ecclésiastiques : 9, 10, 12, 14, 15 juin

Le 9 juin, la Constituante vote, sans opposition, le principe de l'élection des évêques et des curés par la voie du scrutin et à la pluralité des suffrages. Il ne reste qu'à déterminer les électeurs. Le comité propose que les électeurs des ministres du culte soient choisis de la même façon que ceux chargés de la nomination des membres des assemblées du département.

La définition des électeurs des évêques :

L'abbé Jaquemart expose les raisons de son opposition : autrefois le peuple choisait ses évêques, mais il est très vite devenu, dans ses choix, influencable et corrompu. Il propose la convocation du clergé en synode dans chaque département, avec participation des membres de l'assemblée administrative. Cette proposition est accueillie avec une grande faveur par les députés ; même Martineau l'accepte.

En revanche, Robespierre l'a combattue en démontrant qu'il est contraire aux principes de la Constitution de faire concourir les membres des assemblées de départements avec de simples prêtres à l'élection des évêques. Chargés de fonctions publiques relatives au culte, les évêques, au même titre que les autres fonctionnaires de l'Etat, devraient être nommés par le peuple, titulaire de tous les pouvoirs, et non pas par les officiers eux-mêmes élus par le suffrage populaire. Transférer à d'autres le droit de pourvoir aux évêchés, c'est porter atteinte à la souveraineté du peuple. De plus, confier aux ecclésiastiques la charge d'élire leurs propres chefs rompt l'égalité des droits politiques et, alors le clergé est reconstitué en corps isolé possédant une importance politique particulière ; cela porte atteinte aux principes constitutionnels. Quant à l'éventuelle possibilité de la corruption du peuple il répond :

« Au reste, au milieu des inconvénients qui peuvent naître, dans tous systèmes, de ce qu'on appelle la corruption du siècle, il est une règle à laquelle il faut s'attacher : c'est que la moralité,

¹³ Le 29 mai, A.P. Tome XV., p. 728.

*qui a disparu dans la plupart des individus, ne se retrouve que dans la masse du peuple et dans l'intérêt général ; or, l'opinion du peuple, le vœu du peuple, expriment l'intérêt général : le vœu d'un corps exprime l'intérêt du corps, l'esprit particulier du corps : et le vœu du clergé exprimera éternellement l'esprit et l'intérêt du clergé. Je conclus pour le peuple. »*¹⁴

Ce discours a produit sur l'Assemblée nationale un effet exceptionnel. Le Chapelier, Camus, Barnave, Reubell ont uni leurs efforts à Robespierre. Ainsi, l'Assemblée vote, presque unanimement, l'article du comité, qu'avait abandonné un moment le rapporteur lui-même. (Annexe 5/b)

La définition des électeurs des curés

Parmi les opposants, certains réclament pour les paroisses le droit d'élire les curés (Pétion de Villeneuve du tiers état), d'autres préfèrent donner ce droit aux évêques (les abbés Grandin et Jacquemart).

Mais les patriotes, dont Martineau, opposent à ces propositions les suivantes : confier aux évêques la nomination des curés est une attaque à la Constitution et aussi aux principes ordonnant les élections par le peuple ; il ne sera pas convenable d'en charger les habitants des paroisses car certaines d'entre elles n'ont qu'une très petite population qui ne choisira pas forcément le meilleur pasteur. L'Assemblée, ainsi rassurée, adopte la version du comité.

Titre III relatif au traitement des ministres ecclésiastiques : 16, 17, 18 et 21 juin

L'Assemblée nationale, après avoir voté la prise en charge par la nation du traitement des ministres de la religion, passe à la discussion des articles relatifs au salaire des évêques et des curés.

Casalès s'oppose au traitement des prélats proposé par le comité. Il est appuyé par Gouttes, le marquis de Foucauld et Durand de Maillane. Il reconnaît que ce traitement assure une subsistance suffisante et modeste mais il le considère comme trop faible par rapport aux besoins de l'Eglise. D'un côté, il reproche au comité d'avoir oublié l'importance de la tâche des ministres ecclésiastiques et le principe de la charité qui nécessite plus de revenus. D'un autre côté, il rappelle à l'intention de l'Assemblée les inégalités existant entre les besoins et les possibilités du clergé des villes commerçantes et celui des villes méditerranéennes. Ainsi il demande d'accorder 40.000 livres aux évêques de Lyon, Bordeaux, Marseilles, Nantes, Toulouse et Rouen, tandis qu'il fixe à 20.000 livres le traitement minimum, et il propose 150.000 livres pour l'évêque de Paris. Ces sommes sont plus élevées que celles proposées par le comité et il est probable que la Constituante ne puisse pas les accepter.

¹⁴ L'opinion de Robespierre, le 9 juin, in : A.P. Tome XVI., p. 156.

Le marquis de Foucauld va encore plus loin en proposant que les biens ecclésiastiques mis à la disposition de la nation soient utilisés uniquement pour payer les frais du culte et de ses ministres, et pour soulager les pauvres « dont ces biens sont le patrimoine ».

Par contre, Robespierre prend la parole pour combattre ces opinions :

*« Messieurs, dit-il, j'adopte les principes du préopiniant (Cazalès), mais j'en tire une conséquence un peu différente : on vous a parlé de religion et de charité ; saisissons l'esprit de la religion, agrandissons les idées de charité, et nous verrons que l'article du comité ne pêche rien moins que par économie. L'auteur pauvre et bienfaisant de la religion a recommandé au riche de partager ses richesses avec les indigents ; il a voulu que ses ministres fussent pauvres ; il savait qu'ils seraient corrompus par les richesses ; il savait que les plus riches ne sont pas les plus généreux ; que ceux qui sont séparés des misères de l'humanité ne compatissent guère à ces misères ; que par leur luxe et par les besoins attachés à leurs richesses, ils sont souvent pauvres au sein même de l'opulence. »*¹⁵

Le vrai moyen de soulager les pauvres n'est donc pas de remettre des sommes importantes aux ministres ecclésiastiques et de leur confier de les répandre. Faire dépendre du caprice et de l'arbitraire de quelques hommes la vie et le bonheur du peuple lui paraît d'une grande imprudence. La meilleure solution est de réformer les lois antisociales, d'assurer l'existence par des lois mettant à égalité tous les citoyens. Il trouve même que les salaires proposés par le comité sont trop élevés et il les réduit à 10.000 livres.

L'abbé Jaquemert attaque alors avec énergie le traitement « misérable » que le comité veut accorder aux curés :

*« Après l'estime dont vous avez honoré les curés dans les occasions, je ne m'attendais pas au traitement mesquin que le comité propose leur faire. Est-ce donc à cela que devaient aboutir les promesses dont nous vous avez flatté, le vœu des peuples, ... les efforts même de la philosophie ? (...) Qu'on ne vous dise pas que les ecclésiastiques vertueux veulent peu, parce qu'ils vivent de peu ; qu'ils sont les ministres d'un Dieu pauvre : ces lâches plaisanteries seraient déplacées de la part des représentants de la nation. (...) Vous avez voulu nous donner l'espoir du bonheur ; sans les faveurs de la fortune, je ne conçois pas la possibilité(...) »*¹⁶

Interrompu à plusieurs reprises par les curés placés dans la partie gauche de l'Assemblée, l'orateur est obligé de se taire. Les abbés Gouttes, Grégoire, Aubert et le curé Dillon désavouent au nom de tous cette opinion qui tendait à une amélioration importante de la situation financière du bas clergé.

Toutes les interventions en faveur d'une hausse de traitement des prélats ou des curés sont rejetées, et le projet du comité est adopté.

Par l'adoption des revenus proposés, l'inégalité des curés est atténuée mais n'est pas supprimée car est établie une distinction entre les prêtres en fonction du nombre de

¹⁵ Le 16 juin, *ibid.*, p. 237.

¹⁶ Le 17 juin, *ibid.*, p. 239.

paroissiens. De plus, même après avoir augmenté les revenus des plus défavorisés et réduit ceux des plus aisés, la Constituante a maintenu la hiérarchie économique à l'intérieur du corps du clergé.

La discussion du Titre IV relatif à la loi de la résidence : les 21 et 22 juin

Ce sujet ne provoque pas d'opposition car, tous les intervenants sont d'accord pour dire que pour améliorer la qualité des services du culte, il est nécessaire que les prêtres résident en permanence dans leurs offices. Cependant une question prolonge la discussion : il s'agit de savoir si les ministres ecclésiastiques peuvent accéder à d'autres fonctions publiques (sociales ou politiques) et les exercer en même temps que les tâches curiales.

Casalès rappelle que l'Assemblée a décrété que les ecclésiastiques sont des citoyens actifs et comme tels ils peuvent être admis à n'importe quelles fonctions d'Etat. En revanche, rappelle Montlosier, elle a également décrété que la même personne ne peut exercer deux fonctions à la fois. Populus demande l'exclusion des ecclésiastiques des postes de maire et d'officier municipal. Prenant en considération ces opinions, le comité fixe des dispositions plus claires, décrétées par l'Assemblée. Ainsi, les ministres du culte peuvent être acceptés aux assemblées primaires et électorales, y être nommés électeurs, députés à la législation, élus membre au conseil général de la commune, et du conseil des administrations de district et de département ; par contre, les fonctions ecclésiastiques sont considérées incompatibles avec celles de maire et autres officiers municipaux et, de membres des directoires de district et de département : ils ne peuvent donc exercer aucun pouvoir exécutif ou judiciaire.

La discussion sur la fixation des diocèses et des métropoles, par ailleurs très calme, dure pendant 3 jours (6, 7, 8 juillet). Concernant les 42 départements n'ayant qu'un seul évêché, aussi bien que la fixation des huit nouveaux sièges épiscopaux, aucune discussion n'a eu lieu. Il en est de même pour les sièges des métropoles. Quant aux propositions du comité relatives à la suppression ou à la conservation des évêchés touchant 33 départements, elles ont toutes été votées, à l'exception de trois : dans le Calvados il est conservé Bayeux au lieu de Lisieux ; dans le Hérault, Béziers au lieu de Montpellier ; enfin, dans l'Aude, Narbonne au lieu de Carcassonne.

Conclusion

A cette époque-là, les Constituants ne pensent pas aux conséquences dangeuses que la Constitution civile du clergé allait provoquer. Ils ne s'attendaient pas à l'hostilité du Saint-Siège ni à l'influence que le pape pouvait encore avoir sur les ecclésiastiques et les catholiques français. Néanmoins, il est incontestable que le décret du 12 juillet n'est pas directement responsable de la déchirure entre l'Eglise et la Révolution qui est plutôt la conséquence du décret du 26 novembre 1790 introduisant l'obligation du serment de Fidélité à tous les fonctionnaires publics car, les ecclésiastiques devaient prendre leur

position pour ou contre la Constitution civile du clergé et la politique religieuse de l'Assemblée nationale. Malgré les correspondances entre le Roi et Pie VI et celui-ci et les évêques français, le pape condamne cette constitution (par le bref *Quod Aliquantum* daté du 10 mars 1791) ainsi que les principes de la politique religieuse de l'Assemblée nationale considérée comme schismatiques.

Annexes

Annexe 1 : Les membres du Comité ecclésiastique et leur origine géographique¹⁷

Le 20 août 1789 :

- Clergé : Bonal, évêque de Clermont (Clermont-Ferrand, Riom)
Grandin (Le Mans, Tours)
La Lande (Evreux, Ruoen)
Mercy, évêque de Luçon (Poitiers, Poitiers)
Vaneau (Rennes, Bretagne)
- Noblesse : Bouthillier (Bourges, Bourges)
Ormesson (Paris-Hors-les-Murs)
Robecq (Bailleul, Flandre)
- Tiers état : Despatys de Courtilles (Melun, Paris)
Durand de Maillane (Arles, Provence)
Lanjuinais (Rennes, Bretagne)
Le Grand (Bourges, Bourges)
Martineau (Paris-ville)
Sallé de Chou (Bourges, Bourges)
Treilhard (Paris-ville)

Clergé : 5
Noblesse : 3
Tiers état : 7
Total : 15

Le 7 février 1790 : les quinze nouveaux membres :

- Clergé : Expilly (Saint-Paul de Léon, Bretagne)
Gassendi (Forcalquier, Provence)
Gerle (Riom, Riom)
Le Breton (Vannes, Bretagne)
Massieu (Senlis, Paris)
Montesquouiou (Paris-ville)
Thibault (Nemours, Paris)
- Noblesse : Dionis du Séjour (Paris-ville)
Lacoste de M. (Charolles, Bourgogne)

¹⁷ *Le Dictionnaire des Constituants, 1789-1791*, T.2, sous la dir. d'Edna Hindie Lemay, Paris, Universitas, 1991, Appendice II : « Les comités de l'Assemblée nationale », p. 956 ; et A.P. T.VIII, p.461, A.P. T.XI, p.488, A.P. T.XV, p.413.

- Tiers état. Boislandry (Paris-Hors-les-Murs)
Chasset (Villefranche)
Defermon (Rennes, Bretagne)
Dupont (Nemours, Paris)
Gouillaume (Paris-Hors-les-Murs)
Laloupe (Besançon, Franche-Comté)

Le comité ainsi complété comprend :

Clergé :	12
Noblesse :	5
Tiers Etat :	13
Total :	30

Le 6 mai 1790 : la démission de huit membres dont six députés du clergé et deux de la noblesse

Les démissionnaires du clergé :
Montesquieu et Vanneau

Bonal, Grandin, La Lande, Mercy,

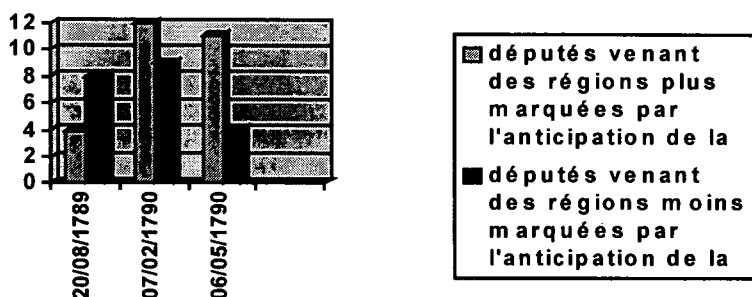
Les démissionnaires de la noblesse :

Bouthillier et Robecq

Le comité ainsi réduit comprend :

- Clergé : 6
- Noblesse : 3
- Tiers état : 13
- Total : 22

Annexe 2: La radicalisation du comité ecclésiastique



Annexe 3: L'anticipation de la Constitution civile du clergé dans les cahiers du tiers état et du clergé¹⁸

	Les revendications retenues comme anticipant de la Constitution civile du clergé	Nombre des cahiers généraux du tiers état (202)**	Nombre des cahiers généraux du clergé (147)***
Le domaine de la discipline et la conduite cléricale	• La résidence obligatoire pour tous les détenteurs de bénéfices	80 (40%)	36 (24%)
	• La suppression du casuel	95 (47%)	59 (40%)
	• L'ouverture de tous les postes ecclésiastiques au talent	88 (44%)	58 (39%)
	• La suppression de tous ou de certains privilèges du clergé	26 (13%)	126 (86%)
	• L'accroissement du pouvoir des curés diocésains dans les affaires du diocèse	6 (3%)	65 (44%)
Les structures économiques de l'Eglise	• La réduction de la richesse des évêques	22 (11%)	1 (1%)
	• La création des pensions pour les prêtres âgés ou malades	29 (14%)	100 (68%)
	• La suppression totale ou partielle des dîmes	95 (47%)	3 (2%)
	• La vente totale ou partielle des biens de l'Eglise	55 (27%)	0 (0%)

¹⁸ *ibid.*, p.29 et p.171.

** le nombre des cahiers du tiers état analysés

*** le nombre des cahiers du clergé analysés

La réorganisation de l'Eglise	<ul style="list-style-type: none"> La suppression totale ou partielle du clergé régulier La suppression totale ou partielle des chapitres La suppression totale ou partielle des bénéfices simples 	<p>8 (4%)</p> <p>3 (1%)</p> <p>24 (12%)</p>	<p>8 (5%)</p> <p>10 (7%)</p> <p>52 (35%)</p>
Les circonscriptions ecclésiastiques	<ul style="list-style-type: none"> La modification des limites des paroisses et des diocèses 	<p>4 (2%)</p>	<p>17 (12%)</p>
La nomination des ecclésiastiques	<ul style="list-style-type: none"> L'élection des évêques et des curés par les laïcs 	<p>5 (2%)</p>	<p>0 (0%)</p>
L'autorité pontificale	<ul style="list-style-type: none"> La suppression du Concordat en vigueur ou la réinstitution de la pragmatique sanction 	<p>28 (14%)</p>	<p>9 (6%)</p>

Annexe 4 : Les propositions des projets relatifs à la Constitution civile du clergé

Le projet du 23 novembre 1789 ¹⁹	Le projet du 21 avril 1790 ²⁰
La suppression des bénéfices sans fonctions, des bénéfices simples et des chapitres de collégiale	
La conservation des chapitres des églises cathédrales	La suppression des chapitres des églises cathédrales
La nomination des évêques par le roi	L'élection par le peuple
La nomination des curés par les évêques	L'élection par le peuple
La nomination des vicaires par les évêques	
Serment de Fidélité au Roi, à la Nation et à la Constitution	
La consécration des évêques par le métropolitain	
Le traitement payé par l'Etat aux ministres du culte	
Le dénombrement des diocèses et des paroisses	
	L'obligation de résidence

Annexe 5 : Articles tirés de la Constitution civile du clergé

- a. Titre I. / art. 5. : « Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués, résidant en France ou ailleurs : le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Eglise universelle, ainsi qu'il sera dit ci-après. » ²¹

¹⁹ A.P. T.X, p.230-247.

²⁰ A.P. T.XIII, p.166-175.

²¹ Atlas de géographie historique de la France et de la Gaule par S. Sinclair, Paris, 1985, p.194.

- b. Titre II. / art. 1. : « A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir, la forme des élections. »²²

Titre II./art. 3. : « L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite et par le corps électoral, indiqué dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination de membres de l'assemblées de département. »²³

Titre II./art. 16. : « Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché, se présentera en personne à son évêque métropolitain, et s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de proclamation, et il suppliera de lui accorder la confirmation canonique. »²⁴

Titre II./art. 19. : « Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au Pape pour en obtenir aucune confirmation ; mais il lui écrira comme au chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi, et de la communion qu'il doit entretenir avec lui. »²⁵

Titre II./art. 21. : « Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constituion décrétée par l'Assemblée nationale, et acceptée par le roi. »²⁶

²² A.P. T.XVII, p. 57.

²³ A.P. T.XVII, p. 57.

²⁴ A.P. T.XVII, p. 57.

²⁵ A.P. T.XVII, p. 58.

²⁶ A.P. T.XVII, p.58.

La naissance du RPF vu par la presse hongroise

Ákos FERWAGNER
Université de Szeged
Hongrie

Les années qui suivaient la deuxième guerre mondiale n'appartiennent pas aux périodes les plus fructueuses de la coopération franco-hongroise. La cause de cela est extrêmement triviale : appartenant à deux camps ennemis, ni la Hongrie, ni la France ne pouvait se soustraire au courant décisif de la politique du monde, ce qui voulait dire que dans les cadres de la guerre froide se formait et s'empoisonnait de plus en plus au cours de l'année 1947, la coopération des deux pays était tout à fait impossible. Bien que les relations aient été en recul important, elles ne se sont pas disparues même aux années les plus « glaciales » de la guerre froide. Aussi le montre-t-il bien qu'en Hongrie l'intérêt au pays de la révolution subsistait constamment, les journaux ont rendu compte régulièrement des événements de France dans une assez grande extension, certes, plusieurs fois à la voix de la critique impitoyable. Notre but est de présenter le jugement de la presse de Hongrie sur le parti d'opposition gaulliste ce qui représente bien le caractère et la qualité des relations des deux pays dans les années d'après la guerre. Nous représentons aussi très brièvement les directions principales de la politique extérieure hongroise qui est suivi par le résumé de l'histoire du RPF. Enfin vient l'écho du gaullisme dans la presse hongroise par lequel nous voudrions contribuer aux recherches des relations franco-hongroises.

Relations franco-hongroises après la deuxième guerre mondiale

La Hongrie, après la fin de la deuxième guerre mondiale, était dans le domaine des affaires étrangères dans une situation extrêmement difficile, elle était totalement isolée, les grandes puissances vainqueurs l'ont traitée d'un battu de guerre. Elle n'a réussi à sortir de cet isolement que peu à peu. C'était l'Union Soviétique qui a déclaré la première fois la reconnaissance sans condition du Gouvernement National Provisoire le 25 septembre 1945,¹ puis, après les élections de novembre, les États-Unis ont pris les mêmes mesures et

¹ Balogh, Sándor: *A népi demokratikus Magyarország külpolitikája 1945-1947. A fegyverszünetről a békeszerződésig.* (Les affaires étrangères de la Hongrie démocratique populaire 1945-1947. De l'armistice au traité de paix.) Kossuth, Budapest, 1982. p. 63.

la Grande-Bretagne a agi aussi en conformité avec cela.² A cette époque-là, la France n'était pas au premier plan de l'intérêt de la politique extérieure hongroise, parce qu'à la conférence des Ministres des affaires étrangères des grandes puissances alliées à Moscou (16-18 décembre 1945) il a été décidé que les Français ne soient pas intéressés à l'élaboration du projet du traité de paix hongrois.³ Dans les programmes de politique extérieure des partis hongrois, l'extension des relations très importantes avec les Français ne peut être guère découverte. Les communistes et les social-démocrates se sont tournés vers l'Union Soviétique⁴, parmi les grands partis seulement les petits propriétaires ont jugé la France digne d'être prise dans leur conception de politique extérieure. La déclaration de programme préparée et présentée le 19 août 1945 par le secrétaire général Ferenc Nagy a pris prétexte du fait qu'aux intérêts du peuple hongrois ne répondait qu'une politique extérieure qui assurait l'indépendance du pays, le maintien de son caractère national, son libre développement culturel et économique et la paix stable. En faveur de cela « il nous faut finir pour toujours de l'orientation allemande et il nous faut se tourner franchement et sans réserve vers les démocraties... il faut assurer la coopération pacifique et amicale avec l'Union Soviétique, l'Angleterre, les États-Unis et la France. »⁵

On ne peut guère découvrir des relations entre les deux pays en 1945, à vrai dire ils correspondent entre eux seulement à travers la communauté française vivante en Hongrie. A cette époque-là, la seule acquisition d'information sur la Hongrie a causé du souci aussi au gouvernement de Paris, car il n'y avait pas des rapports diplomatiques entre les deux pays, les nouvelles ne pouvaient parvenir en France que par le chemin indirect.⁶

Le Ministre des affaires étrangères du parti des petits propriétaires János Gyöngyösi a pris l'initiative en novembre 1945 de la formation des rapports diplomatiques entre les deux pays. Par conséquent, le consul Robert Faure est arrivé à Budapest le 16 novembre 1945, dont la mission était la préparation de la prise des relations diplomatiques.⁷ Après cela les informations parviennent déjà à Paris en plus grande quantité, et les journaux français rédigent de plus en plus articles des événements hongrois. Le travail s'avancait lentement, ainsi l'envoyé extraordinaire Henri Gauquié ne pouvait occuper son poste en Hongrie que six mois plus tard, le 20 juin 1946, et il a présenté ses lettres de créance même ce jour-là au président de la République Zoltán Tildy. De toute façon c'était un pas important, car à cette époque-là encore très peu d'ambassades diplomatiques se trouvaient

² Les Américains ont reconnu le gouvernement Tildy le 15 novembre 1945, les Britains quelques jours plus tard. *ibid.*, p. 67.

³ *ibid.*, p. 133.

⁴ Néanmoins des relations entre les partis existaient, surtout les communistes et les social-démocrates hongrois ont entretenu des correspondances étroites avec leurs homologues français.

⁵ Izsák, Lajos: *A koalíció évei Magyarországon 1944-1948*. (Les années de la coalition en Hongrie 1944-1948.) Kozmosz, Budapest, 1986. p. 52.

⁶ Nagy, Judit: *Magyar-francia diplomáciai kapcsolatok 1945-1948 között*. (Relations diplomatiques franco-hongroises entre 1945 et 1948.) Mémoire de diplôme, JATE, Szeged, 1999. pp. 14-19.

⁷ *ibid.*, p. 19.

en Hongrie qui ne pouvaient fonctionner qu'avec la permission des Soviétiques. Étant le membre du Comité de Contrôle des Alliés, les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient leur ambassadeur dans la capitale hongroise, en dehors d'eux, c'est seulement la France qui l'y avait. D'autres pays étaient représentés par des diplomates de plus bas rang, alors que les Soviétiques n'ont guère consenti à la visite des délégations étrangères.⁸

En été 1946 les buts de la politique extérieure hongroise se reposaient en vain sur l'accord des quatre partis de la coalition⁹, le 7 mai la conférence de Paris du Conseil des Ministres des affaires étrangères a rédigé un projet de traité de paix qui a laissé de côté les demandes hongroises. Des rapports d'ambassadeur¹⁰ résulte que les diplomates français avaient compris les préoccupations hongroises, mais ils ne pouvaient pas intervenir dans la rédaction du projet. Le Premier Ministre Ferenc Nagy lui-même a pu acquérir la certitude de cela quand, le 25 juin 1946, il a rencontré le Ministre des affaires étrangères français Georges Bidault. Bidault a accepté avec sympathie les demandes hongroises et il était bien disposé à leur égard, mais en même temps il a rendu évident que la France ne pouvait pas intervenir dans les questions principales de la conférence de paix qui touchent la Hongrie.¹¹

En mai 1947, nos ambassadeurs d'Ouest, sans compter les peu d'exceptions, ont assumé la solidarité du Premier Ministre Ferenc Nagy démissionnaire et ils ont donné leurs démissions aussi. Pál Auer était parmi les premiers.¹² Les journaux français ont rendu compte abondamment de la crise de gouvernement du pays et des élections. En général, la presse des deux pays a été caractérisée par l'intérêt vif aux événements des autres pays.

Dans les années suivantes la politique extérieure hongroise est devenue simple d'une manière incroyable. Par la suite de la guerre froide formée, de la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, Staline a exigé des États de l'Europe de l'Est, parmi eux de la Hongrie de l'obéissance sans condition, de l'identification totale à la politique extérieure soviétique.¹³ Cela voulait dire que la Hongrie n'avait pas la possibilité de former une politique extérieure indépendante, il lui fallait copier servilement celle de l'Union Soviétique. Quelques-uns mettent en doute même l'existence de la politique extérieure hongroise à cette époque-là : « La politique extérieure, c'est le contact des États par des relations diplomatiques. Dans le système interétatique stalinien ce type de relation a perdu sa signification et des canaux de transmission et de communication totalement différents se sont formés, la diplomatie s'est dévaluée et s'est dégradée. Elle n'a pas disparu parce que

⁸ *ibid.*, p. 26.

⁹ Fülöp, Mihály – Sipos, Péter: *Magyarország külpolitikája a XX. században*. (Les affaires étrangères de la Hongrie au XX^e siècle.) Aula, Budapest, 1998. p. 292.

¹⁰ Les rapports de l'ambassadeur de Paris Pál Auer et de l'ambassadeur de Stockholm Vilmos Böhm. Balogh, pp. 185-186.

¹¹ *ibid.*, p. 207. Il est connu d'ailleurs qu'à la conférence de paix on a rendu des décisions au désavantage de la Hongrie.

¹² Nagy, p. 27.

¹³ Fülöp-Sipos, p. 358.

elle a été laissée en vie par des affaires interétatiques qui ont rendu nécessaire la solution administrative. La gestion des affaires étrangères a pris le rôle et la place de la politique extérieure partout dans la zone. »¹⁴

Le gaullisme en opposition : le Rassemblement du Peuple Français

La guerre froide a suscité des changements dans la politique intérieure en France aussi. Les partis se sont radicalisés, de plus le mouvement gaulliste a transformé totalement la situation dans le domaine de la politique intérieure. Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) a été fondé par le général Charles de Gaulle en avril 1947 pour qu'il transmise ses idées politiques à la société française. Ces idées étaient déjà connues plus tôt, car le général les proclamait depuis longtemps. Il a exposé les plus importantes directions de sa politique après sa retraite¹⁵, le 16 juin 1946, dans son discours de Bayeux¹⁶ où il a expliqué les principaux éléments de la Constitution proposée par lui. Mais le 13 octobre 1946 les électeurs ont adopté une Constitution contraire aux principes gaullistes, ainsi la IV^e République est née. Le principal but du RPF était justement la réforme constitutionnelle selon l'esprit du discours de Bayeux.

Le 7 avril 1947, de Gaulle a annoncé à Strasbourg : « Il est temps que les Françaises et les Français qui pensent ainsi, c'est-à-dire, j'en suis sûr, la masse immense de notre peuple, s'assemblent pour le prouver. Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme des actes et des volontés, la République française construira la France nouvelle! »¹⁷ Dans quelques jours il s'est trouvé que le RPF n'était pas un parti (de Gaulle ne voulait pas qu'il soit un parmi les partis détestés), mais un mouvement recevant tout le monde qui pouvait s'identifier à son programme. Finalement, le RPF fonctionnait pourtant comme un parti, car il a pris part aux élections et il a représenté son propre programme. Jacques Soustelle est devenu le secrétaire de l'organisation et André Malraux le responsable de la propagande.¹⁸ Le début était encourageant : pendant quelques mois seulement plus qu'un million de personnes ont adhéré au Rassemblement.¹⁹

Il est caractéristique que, pendant l'existence du mouvement, de Gaulle dirigeait pratiquement tout seul le RPF ou du moins il n'a pas permis aucune intervention dans les

¹⁴ *ibid.*, p. 366.

¹⁵ Il a démissionné du poste du Premier Ministre le 20 janvier 1946.

¹⁶ De Gaulle, Charles: *Discours et Messages. Dans l'attente 1946-1958*. Plon, Paris, 1970. pp. 5-

11.

¹⁷ *ibid.*, p. 57.

¹⁸ Purtschet, Christian: *Rassemblement du Peuple Français 1947-1953*. Édition Cujas, Paris, p.

58.

¹⁹ Lefranc, Pierre: *La création et les grandes étapes du RPF*. In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955. Armand Colin, Paris, 1998. p. 31.

questions décisives, par exemple dans la création du programme du parti. Le RPF a organisé son Service d'Ordre dont la tâche était l'organisation des grandes réunions et des manifestations publiques et la protection des chefs. Le Service fonctionnait comme une organisation demi-militaire et il n'a pas augmenté le prestige du parti que de temps en temps il y avait des accrochages entre le Service et les contre-manifestants communistes. Une fois un manifestant communiste est mort à Grenoble.²⁰ C'est pourquoi (aussi) on a critiqué vivement le RPF et le général et on a qualifié leur activité « extrémiste » ou « fasciste ».

On peut résumer très brièvement le programme de politique intérieure du RPF : la transformation du système institutionnel. C'était nécessaire parce que selon l'idée gaulliste un régime s'était formée qui assurait le pouvoir aux partis et cela conduit à la fragmentation de la nation. Cette fragmentation de la nation est la cause de tous les problèmes (selon le général la défaite contre l'Allemagne en 1940 doit à celle-ci aussi), par contre, si les Français se rassemblent, la France sera grande et occupera la place dans le monde qui lui revient. La réforme proposée pourrait réaliser justement cette unité dont la personnification pourrait être naturellement le président de la République à qui reviendrait le plus grand pouvoir. Tous les partis se sont élevés contre cette proposition disant qu'elle aurait conduit à la dictature et à la fin de la démocratie. C'était particulièrement la gauche qui a attaqué de plus en plus violemment ces idées, de plus de Gaulle, tout simplement, ne considérait pas les communistes comme la partie de la nation. C'est dans son discours de Rennes²¹ qu'il les a qualifiés la première fois « séparatistes » qui servaient les intérêts des puissances étrangères. Bien sûr il pensait à l'Union Soviétique, dont « les frontières ne sont séparées de la nôtre que 500 kilomètres, soit à peine la longueur de deux étapes du Tour de France cycliste. » Il a présenté le communisme comme le plus grand ennemi de la France, contre laquelle les Français devaient se rallier. L'anticommunisme est devenu après cela l'élément décisif de l'activité du RPF.

Selon les opinions gaullistes, il ne faut pas modifier la politique étrangère de la France, parce que la France n'a pas sa politique étrangère non plus...²² Cette politique étrangère a été déterminée par la guerre froide aggravant en été 1947. La stratégie du RPF a reposé sur trois éléments : l'assurance de l'indépendance de la France, la défense nationale, l'union de l'Europe. Selon le général pendant la guerre froide c'était l'Union Soviétique qui a constitué la plus grande menace à la souveraineté de la France, c'est pourquoi il fallait se retourner contre toute aspiration soviétique. L'une des traits caractéristiques du RPF reste pour toujours l'extrême antisoviétisme ce qui comme on l'a vu déjà, allait avec un anticommunisme permanent. Seulement la défense nationale autonome est capable d'assurer l'indépendance, c'est pourquoi il est très important que cette défense ne soit pas dirigée par une puissance étrangère (États-Unis), mais par la France même conformément à ses intérêts. L'une des principales causes de la création du RPF était justement la

²⁰ Le cas s'est produit le 18 septembre 1948. Voir: Purtschet, p. 189.

²¹ De Gaulle, pp. 102-109.

²² La France sera la France. Ce que veut Charles de Gaulle. Édition du RPF, Paris, 1951., p. 193.

défense nationale, parce que de Gaulle pensait que ce n'était que le RPF qui pouvait assurer la défense nécessaire au pays. Pour que l'Europe pût se défendre contre les menaces soviétiques, il lui fallait se redresser économiquement. Elle ne l'espérerait qu'à l'aide des États-Unis et le président du RPF lui-même l'a compris. C'est pourquoi il a soutenu la politique de secours des Américains, il était d'accord avec le plan Marshall et il a pressé sa réalisation. Mais cela ne peut pas créer une sorte de dépendance en aucun cas entre l'Europe et l'Amérique, il ne peut s'agir que de coopération.²³ Hors de l'aide économique, les États-Unis prête appui politique et militaire à l'Europe justement à cause de la menace soviétique. De Gaulle a salué la signature du traité de l'OTAN qu'il a considéré comme la pierre angulaire de la sécurité européenne. Ils avaient besoin des alliés pour la création de la défense sûre et en dehors des États-Unis ces alliés ne pouvait être retrouvés qu'en Europe. Entre les deux blocs naissant lors du début de la guerre froide c'est l'Europe qui peut faire le contrepoids et en même temps la sécurité. Il a parlé de ce thème déjà dans son discours de Strasbourg : « le maintien de notre indépendance implique que nous nous appliquions à refaire l'Europe, afin qu'existe, à côté des deux masses d'aujourd'hui, l'élément d'équilibre... »²⁴ Selon l'idéologie gaulliste la direction de la nouvelle Europe tomberait dans les mains de la France. Dans cette nouvelle Europe, il faudrait insérer l'Allemagne de l'Ouest aussi, mais le RPF ne soutenait pas la création des contacts plus étroits parmi les États européens. Ils ont repoussé le plan du Communauté Européenne de Défense ce qui aurait mis l'armée française dans un cadre européen dirigé par les Américains. D'ailleurs cette attitude a contribué effectivement à la chute finale du plan de la CED.

On pouvait évaluer pour la première fois l'appui du RPF aux élections municipales d'octobre 1947. Le mouvement de De Gaulle a obtenu un succès immense : il a reçu le 40% des votes, il s'est acquiert la majorité dans plusieurs grandes villes de province, et à Paris a été élu maire le frère du général, Pierre de Gaulle. Mais cela ne pouvait être qu'un succès partiel, car les rapports de force parlementaires n'ont pas changé. A partir d'alors l'appui du RPF a commencé à diminuer sensiblement que les élections différentes ont bien montré, comme par exemple les élections au Conseil de la République en 1948 et les élections cantonales en mars 1949. Les causes de ce processus était que les électeurs se sont lassés des discours apocalyptiques de De Gaulle, dans lesquelles il prophétisait constamment l'éclatement de la troisième guerre mondiale, ils n'acceptaient pas que plus tard le parti était incapable de dire quelque chose de neuf, enfin son anticommunisme intransigeant a fait tourner définitivement contre lui toute la gauche. Le RPF était en vain le plus grand parti de la droite, ni les républicains populaires (MRP), ni les radicaux n'ont soutenu ses préoccupations constitutionnelles. Les partis de « la troisième force » ont uni leurs efforts pour la survivance du régime et ils ont adopté une loi électorale qui a empêché à l'opposition de gauche et de droite de la IV^e République d'obtenir la majorité aux élections parlementaires en juin 1951. Le RPF n'était pas classé mal, car il pouvait

²³ De Gaulle, p. 183.

²⁴ *ibid.*, p. 56.

former la plus grande fraction à l'Assemblée nationale, mais il était loin de la majorité absolue. Il devait renoncer à la réforme du régime.

Après l'opposition permanente, les députés du parti sont parvenu maintenant la proximité du pouvoir, car avec les autres forces de droite ils auraient pu former le gouvernement. De Gaulle l'a interdit catégoriquement parce qu'il n'était pas prêt à conclure un compromis avec le régime. Mais vingt-sept députés du RPF malgré la consigne de la direction de parti ont voté pour l'installation d'Antoine Pinay, de la droite, au Premier Ministre.²⁵ Plusieurs personnes ont quitté la fraction en été et aux élections municipales du printemps 1953 le RPF a essuyé une défaite claire par 10% en tout. Le général a compris que sa tentative a subi un échec : après la défaite électorale il a donné la liberté aux députés parlementaires du mouvement et il a dissolu à mesure le Rassemblement du Peuple Français. La tentative légale et parlementaire de la réforme gaulliste de la Constitution a échoué.

La presse hongroise après la deuxième guerre mondiale

La presse hongroise pendant ces années a été caractérisée par une certaine dualité. D'une part après la deuxième guerre mondiale les journaux se sont multipliés très vite, d'autre part la renaissance de la presse politique a été suivie rapidement par son bâillonnement et sa transformation.²⁶ Encore en février 1945 on a ranimé la « Népszava » (« la voix de peuple ») qui était le journal du Parti Social-démocrate, en ce temps-là on a fondé le « Esti Szabad Szó » (« le mot libre du soir »), l'organe du Parti National des Paysans et le Parti Indépendant des Petits Propriétaires a créé son propre porte-parole sous le nom « Kis Újság » (« petit journal »). On a laissé repartir comme un quotidien nouveau avec le chiffrage d'année nouvelle la « Magyar Nemzet » (« la nation hongroise ») qui est devenu, après 1945, le journal du gouvernement puis celui des petits propriétaires.²⁷ Beaucoup d'autres imprimés sont nés encore, mais il ne vaut de mentionner que les quotidiens « Világosság » (« la lumière ») et « Haladás » (« le progrès »), l'hebdomadaire bourgeois « Fáklya » (« la torche »), le « Friss Újság » (« le journal récent ») ou la « Hazánk » (« notre patrie ») qui fonctionnait comme le journal officiel du Parti Populaire Démocrate. Pendant l'époque de la coalition, on peut découvrir encore des différences dans les analyses des quotidiens, mais les années de 1945 à 1948 sont caractérisées déjà par la liberté de presse partiellement limitée.²⁸

On lie en général l'uniformisation de la presse hongroise au discours de Mátyás Rákosi tenu le 23 mars 1948 où il a exposé son opinion concernant la presse. Il s'est

²⁵ *ibid.*, p. 34.

²⁶ Buzinkay, Géza: *Kis magyar sajtótörténet*. (Petite histoire de la presse hongroise), Fondation Haza és Haladás, Bp., 1993., p. 114.

²⁷ Kókay, György – Buzinkay, Géza – Murányi, Gábor: *A magyar sajtó története*. (Histoire de la presse hongroise), MÚOSZ, s. d., p. 204.

²⁸ Kókay-Buzinkay-Murányi, p. 203.

opposé au chassément de sensation et il a indiqué comme objectif « la présentation des résultats de la production, de la construction et de la révolution culturelle ».²⁹ Après cela les partis ont cessé d'exister avec leurs journaux, après la nationalisation (1948) il n'est guère resté quelques-uns. La *Népszava* est devenue le quotidien des syndicats, la *Magyar Nemzet* celui du Front Populaire Patriotique dirigé par les communistes. Le « *Szabad Nép* » (« le peuple libre ») avait un rôle marquant étant surveillé directement par le Parti des Travailleurs Hongrois. Le parti a transformé le quotidien dans toutes ses rubriques en un journal de propagande directe.³⁰ On peut dire de la presse du début des années 50 que l'uniformisation a entraîné un succès complet, la présentation des événements politiques était univoque dans tous les journaux³¹, seulement quelques-uns différaient dans leurs styles du jargon militant.

Avant l'analyse de la presse hongroise, il vaut d'observer tout brièvement l'appréciation du RPF faite par l'Union Soviétique parce qu'après 1948 la presse hongroise a reproduit souvent textuellement la position de Moscou. A l'Union Soviétique, toutes les analyses officielles sont parties de la variation stalinienne du marxisme-léninisme qui était hostile à toute idée non-stalinienne, particulièrement pendant les années de la guerre froide. D'après cela tous les politiciens, tous les partis ou toutes les organisations politiques qui ne suivent pas fidèlement l'Union Soviétique et le parti communiste, sont qualifiés automatiquement comme l'agent du camp impérialiste étant à la solde des États-Unis, de plus comme le serviteur du fascisme renaissant.³² L'anticommunisme éclatant et l'hostilité à l'Union Soviétique de De Gaulle et du RPF ne pouvait provoquer à Moscou que des réactions condamnatoires. Après l'exclusion des communistes du gouvernement en mai 1947, le Parti Communiste Français (PCF) et le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) ont attaqué de plus en plus vivement le mouvement du général. De Gaulle était présenté comme « le chef des éléments réactionnaires » qui était inspiré par « les discours agressifs de Truman et de Churchill », et le RPF était un parti bourgeois qui était lié étroitement au « capitalisme monopoliste d'État ».³³ Plus tard le RPF est un parti « fasciste réactionnaire » qui veut construire « la dictature fasciste » en France et qui prépare l'éclatement de la nouvelle guerre mondiale. Le plan constitutionnel gaulliste montre aussi des caractéristiques dictatoriales, « l'État fort » et le culte de la direction en une seule personne représentent des traits apparentés à l'idéologie néofasciste. Le RPF veut priver les Français de leur liberté, il est le parti des Américains, « la clique de De Gaulle » et il est soutenu par les cercles fascistes

²⁹ *ibid.*, p. 203.

³⁰ Buzinkay, p. 115.

³¹ Le texte est arrivé partout de MTI (agence de presse hongroise), souvent avec la prescription de mettre la nouvelle sans changement dans le journal. (Kókay-Buzinkay-Murányi, p. 205.)

³² Knapp, Andrew: *Entre méfiance feutrée et hostilité déclarée*. In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955, p. 775.

³³ Pravda, le 17 avril 1947., cité par Naoumova, Natalia: *Le RPF vu par l'URSS*, In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955, p. 816.

réactionnaires.³⁴ A côté du fait que les journaux soviétiques ont publié assez peu du programme du RPF, le PCUS a témoigné des intérêts très vifs à cela et il a reçu toujours des informations par le PCF de l'activité du mouvement gaulliste.

Le RPF vu par la presse hongroise

En 1945, dans le centre des attaques de la presse hongroise se trouvaient les ex-collaborateurs et les vichystes, Pétain et Laval. On a écrit beaucoup du mouvement de la Résistance où les communistes avaient joué un rôle décisif et on a fait des déclarations positives sur les autres membres du mouvements, ainsi de De Gaulle aussi. Mais l'opinion vis-à-vis de De Gaulle a changée assez vite. Déjà en septembre une article a été publié, dont le titre était « De Gaulle à la trace de Napoléon III »³⁵, parce que lors du débat de constitution le général voulait diminuer les droits de l'Assemblée constitutionnelle et le journal a jugé que Napoléon III avait acquiert le pouvoir aussi par cette tactique-là. Mais on n'a pas encore attaqué ouvertement le général. Par exemple en janvier 1946, après sa démission de la fonction du Premier Ministre on a écrit seulement que ce n'était pas le personnage de De Gaulle, mais sa politique contre laquelle on a protesté.³⁶

Du retour à la vie politique de De Gaulle, c'était le journal du Parti Indépendant des Petits Propriétaires, le *Kis Újság* qui a donné des informations dont le rédacteur en chef était Béla Kovács qui était enlevé un peu plus tard par les Soviétiques et déporté avec violence à l'Union Soviétique. A propos du discours de Bruneval³⁷ du général, le journal écrit que « de Gaulle a souligné : on peut tolérer aucune tentative qui se porte à s'appropriier le devise de la Résistance nationale. De Gaulle a condamné de nouveau la Constitution. »³⁸ Le journal ne commente pas le discours, son ton est neutre.

La bourgeoisie Magyar Nemzet a réagi au discours comme suit : « puisque les murs de Paris et des autres grandes villes sont couverts des affiches à l'échelle d'écran qui dans une telle forme ou dans une autre célèbrent la grandeur du général, il semble évident que le jour n'est pas loin où le chef de la Résistance française veut retourner à l'arène et ainsi il peut créer une situation nouvelle en France. »³⁹

La *Népszava* a réagi aussi à ce discours et son jugement est plus sévère que celui de la Magyar Nemzet. Elle fait connaître les intentions de De Gaulle contre lesquelles elle est assez critique, puis elle continue : « Il se trouve que la nouvelle Constitution tellement

³⁴ Naoumova, p. 816.

³⁵ Szabad Nép, le 6 septembre 1945. voir: Nagy, p. 52.

³⁶ *ibid.*, le 22 janvier 1946.

³⁷ Le discours a été prononcé le 30 mars 1947 à Bruneval. A la fin du discours le général a annoncé: „Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France.” Voir: De Gaulle, pp. 43-48.

³⁸ *Kis Újság*, le 1^{er} avril 1947.

³⁹ Magyar Nemzet, le 1^{er} avril 1947.

réprouvée a répondu parfaitement à l'attente et s'il y a des difficultés, on peut les résoudre sans la nécessité du pouvoir autoritaire. (...) Mais le général de Gaulle est impatient et il est évident que cette impatience est ranimée par les forces réactionnaires se cachant derrière lui. Les mêmes forces qui avant la deuxième guerre mondiale et après le gouvernement du Front populaire se sont efforcées de mener le général Pétain qui avait un passé glorieux en vedette, pour qu'en se cachant derrière lui elles donnent un coup mortel à la République, maintenant, en travaillant par les mêmes méthodes elles mènent le général de Gaulle en vedette. Comme à l'époque elles voulaient compromettre la Troisième République devant les masses, elles veulent maintenant discréditer exactement par les mêmes méthodes la jeune Quatrième République. (...) Elles veulent nous faire croire que tout est pourri et la situation est mûr qu'un homme à main forte vienne qui mettra l'ordre. Mais le général de Gaulle n'a pas des bonnes chances. Même parmi ses anciens fidèles, il y a beaucoup de personnes qui constatent maintenant tristement qu'il est devenu bon gré, mal gré le moyen des forces réactionnaires contre-républicaines. (...) De l'écho du discours de Bruneval on peut constater que le général de Gaulle ne peut s'appuyer que sur les cercles d'extrême-droite s'il veut retourner à la vie politique. »⁴⁰ En insistant sur la politique du Front populaire, la Népszava cite Léon Blum⁴¹ et s'identifie à sa position qui fait face aux ambitions « contre-républicaines » et condamne de Gaulle.

Le Szabad Nép communiste condamne aussi le général, mais son ton est encore modéré par rapport à la suite : « Tout porte à croire qu'en France une campagne d'agitation gaulliste toute neuve va commencer. Les fidèles du général mettent de nouveau au centre l'exigence de la révision de la Constitution républicaine. (...) D'observateurs politiques jugent que le prestige de De Gaulle ne cesse de diminuer depuis deux ans et qu'il n'aura pas plus de succès par ce nouvel essai qu'il a eu avec l'Union Gaulliste⁴² de l'ex-ministre Capitant. Il est connu que cette organisation a pris part aux dernières élections avec le programme du général, néanmoins elle a subi un échec lamentable. »⁴³ Le journal accuse des aspirations dictatoriales de Gaulle, qui veut détruire la démocratie, des aspirations dictatoriales. Il lui semble que le général fait la politique sur les traces de Pétain et ce jugement est déjà très près de la qualification « fasciste ». Le Szabad Nép donne plusieurs fois des éléments faux du passé du président du RPF, mais toujours à cause des buts politiques actuels : « pendant la guerre et après la victoire le général était l'homme de la Grande Bretagne. »⁴⁴ Il est connu que de Gaulle – bien que son mouvement n'ait pas pu se constituer sans le maintien de Churchill – ne dépendait

⁴⁰ Népszava, le 4 avril 1947.

⁴¹ Le président des socialistes français, pendant le Front populaire (1936-38) il était Premier Ministre. A la fin du 1946 et au début du 1947 il a rempli cette même fonction.

⁴² On l'a créée en été 1946 par la direction d'un ancien camarade de De Gaulle, le professeur de droit René Capitant afin qu'elle représente les idées politiques et constitutionnelles du général selon l'esprit du discours de Bayeux. Mais de Gaulle n'a pas voté la confiance à l'Union c'est pourquoi elle s'est dissolue très tôt.

⁴³ Szabad Nép, le 4 avril 1947.

⁴⁴ *ibid.*, le 10 avril 1947.

jamais des Anglais, et pendant la guerre mondiale il est entré plusieurs fois en contradiction éclatante avec Churchill et les Américains. Le journal des communistes le reconnaît aussi, mais immédiatement il accuse « le sauveur de la patrie » d'agir à l'ordre des Américains : « Quand le président Roosevelt, à l'occasion de son dernier voyage d'outre-mer, a proposé des négociations franco-américaines et a invité à son bateau le Premier Ministre français de l'époque, de Gaulle a refusé orgueilleusement l'invitation. On avait donc la surprise compréhensible que le général dans ses derniers discours a paru dans l'arène dans le rôle du champion français de la politique américaine. (...) Quant aux conséquences du discours de Strasbourg de De Gaulle à la politique intérieure française, il est un symptôme caractéristique qu'après les partis ouvriers, maintenant le parti populaire catholique a laissé déjà en panne aussi l'ex-Premier Ministre. Dans les milieux tout modérés on constate que le programme esquissé à Strasbourg par le général ressemble, même dans ses locutions, au programme par lequel le maréchal Pétain voulait légitimer le gouvernement de Vichy pendant la guerre. La diminution de l'importance des partis, la réconciliation du travail et du capital, la revendication de « la liberté d'entreprise » et la réduction de l'intervention d'État dans l'activité industrielle et agricole, voilà l'effet du « programme sauveur » proposé par de Gaulle. » En fait, le MRP, le parti populaire catholique n'a pas encore laissé en panne de Gaulle à cette époque-là. Pendant longtemps ils ont essayé de coopérer avec lui, le tour n'est venu de la rupture définitive qu'au cours de l'automne 1947. Le lendemain le Szabad Nép écrit que le général « veut le pouvoir autoritaire » et joint au texte une caricature satirique où les traits de De Gaulle sont figurés d'une manière trop accentuée quand il lève le masque à son visage et sa main droite s'élance à la salutation nazie avec un brassard de croix gammée sur la manche de sa tunique. Ici la qualification est déjà fasciste mais pas encore au niveau des mots, seulement à celui du dessin. Le journal complète son rapport unanimement négatif par la citation de Churchill et de Roosevelt qui ont jugé de Gaulle de « réactionnaire » qui n'était pas fidèle à la démocratie. Plus tard de Gaulle devient le plus grand ennemi du régime démocratique français : « (...) le chef-général de l'opposition réactionnaire de la démocratie français. »⁴⁵ Il est particulièrement intéressant que pendant la première période le journal central du Parti Communiste Hongrois ne dit pas un mot sur le RPF lui-même, il ne s'occupe que de la personne de De Gaulle, la présentation du programme n'est guère remarquable. Le journal ne parle pas de l'accueil du mouvement parmi les Français non plus ce qui est compréhensible parce que la grande popularité au début du RPF n'était pas favorable aux communistes. C'est pourquoi ils ont caché plutôt ce fait, contrairement par exemple à la Magyar Nemzet.

La Magyar Nemzet est assez prudente après Strasbourg, elle ne prend pas encore position vis-à-vis de la nouvelle organisation bien qu'elle rend compte de l'accueil du RPF en France qui est unanimement hostile de la part des partis. Elle expose très brièvement la conception constitutionnelle de De Gaulle, puis elle continue ainsi : « l'effervescence est quasi extraordinaire (...) On a l'impression que le processus de

⁴⁵ *ibid.*, le 27 avril 1947.

formation en blocs est en train de se manifester dans la vie publique française. »⁴⁶ Et plus tard : « En conclusion, la formation de l'assemblée populaire française (le RPF - F.P.Á.), le ralliement brusque des partis et la création des comités de garde ne sont pas un bon signe. Comme si la nation française se divisait en deux camps. »⁴⁷ Le journal se rallie au parti de ceux qui ont peur que le général ne prétende au rôle dictatorial et elle fait remarquer que « de Gaulle se présente comme le nouveau général Boulanger qui ne pouvait provoquer auparavant que la crise politique intérieure, mais aujourd'hui il pourrait signifier déjà la guerre civile. »⁴⁸ Plus tard la Magyar Nemzet devient aussi de plus en plus hostile au RPF et le général lui-même : « l'étoile de beaucoup de Dieux tombe ». ⁴⁹ Cela aboutit à ce que le journal parvient jusqu'à la qualification fasciste en conformité avec les autres journaux hongrois. Il vaut de citer dans le détail l'éditorial du 4 mai du journal, qui a été consacré à ce thème : « (...) Depuis que le général a abandonné la solitude de sa maison de Colombey et a sonné l'alarme de guerre contre le règne des partis et la nouvelle constitution française instituant le faible gouvernement et a déclaré la guerre au parti communiste, la presse anglaise n'écrit plus dépréciant de ceux qui flairent la présence des germes d'un nouveau fascisme dans l'atmosphère venteuse européenne. (...) Nous citons de l'éditorial paru récemment de l'Observer, hebdomadaire libéral important, qui reconnaît du mouvement de De Gaulle dont le nom est « Rassemblement populaire » : le fascisme est apparu de nouveau dans l'air européen. Le mouvement de De Gaulle se reporte en vain à ce qu'il veut réorganiser la constitution de la Quatrième République française à l'instar de la constitution des États-Unis, cela veut dire qu'il veut implanter la démocratie américaine en France, mais les symptômes concomitants du mouvement : la foi mythique dans la personne d'un homme, les efforts au changement de régime, la forte voix nationaliste et avant tout la grave orientation anticomuniste prouvent qu'en France ce ne sont pas les anciennes luttes de droit constitutionnel de Hamilton et de Jefferson qui se reproduisent, mais le combat qui s'est déroulé aux années 20 en Italie entre Mussolini et le parti communiste italien. Si entre les deux camps faisant face l'un à l'autre les contraires s'aggravent encore, de dangers graves s'abattraient non seulement sur la France, mais sur tout le continent européen. Sans doute, on ne réussirait pas à résoudre le problème maintenant avec le coup d'État pareil à la « Marcia su Roma », parce que même un essai aboutirait à la guerre civile sanglante. (...) En France, le parti socialiste, la balance of power, le plus important facteur de l'équilibre de la politique intérieure française, a pris la tête de nouveau du mouvement qui organise contre le mouvement néofasciste de De Gaulle les forces démocratiques des catholiques progressistes aux communistes, à travers les radicaux pour la défense de la démocratie. (...) Jusqu'alors, le mouvement de De Gaulle a entraîné un grand résultat positif pour la démocratie. Il a fait remarquer aux partis de coalition de la démocratie française qu'ils se sont engagés dans un chemin fatal quand ils ont commencé la guerre à outrance l'un contre l'autre, quand ils ont

⁴⁶ Magyar Nemzet, le 9 avril 1947.

⁴⁷ *ibid.*, le 16 avril 1947.

⁴⁸ *ibid.*, le 10 avril 1947.

⁴⁹ *ibid.*, le 1^{er} mai 1947.

tiré le feu roulant sur les rangs de l'un et de l'autre. Pendant que la lutte fratricide déchirait les partis de coalition, de Gaulle a préparé ses plans stratégiques à Colombey et il pouvait recruter de vastes foules pour l'attaque générale commencée contre la Quatrième République dans foules déçues qui avaient été désillusionnées des partis démocratiques par la compétition acharnée pour le pouvoir, la lutte interne, l'impatience montrée l'un à l'autre et la tactique brutale des partis de coalition. De Gaulle remplit ses cadres néofascistes de ces foules désillusionnées et il recrute les anciens démocrates à une croisade contre la démocratie. Mais il n'en est pas le seul responsable, mais aussi les partis démocratiques qui n'ont pas calculé avec ce développement politique dangeureux et luttait l'un contre l'autre alors qu'ils auraient dû, ensemble, écraser dans l'oeuf l'apparition du néofascisme. Les facteurs dirigeants des partis de la coalition hongroise feraient bien aussi s'ils s'occupaient sérieusement de la genèse, des causes et des périls du néofascisme français et ils en tiraient les leçons politiques nécessaires.»⁵⁰ L'article constate justement que le RPF est construit sur la personne de De Gaulle, qu'il veut des réformes, qu'il est caractérisé par l'anticommunisme éclatant et qu'il utilise une rhétorique nationaliste très forte. Mais l'article a tort déjà quand il constate que le RPF veut créer la démocratie du type américain, car cela ne convient à la vérité que dans la mesure qu'il s'applique à la formation du fort système présidentiel. Mais la réforme constitutionnelle contient énormément d'éléments qui contrastent avec la loi organique américaine. Les journaux hongrois accusent en vain, avec les journaux soviétiques, de Gaulle d'avoir créer un parti fasciste ou néofasciste, c'était tout à fait faux. Le général était démocrate pendant toute sa vie, il a toujours professé des idées républicaines, bien qu'il imaginât la construction de la république autrement que la majorité des politiciens français.

La Magyar Nemzet s'efforce de réaliser intégralement l'image du RPF aux lecteurs par la présentation des deux dirigeants importants du parti. Elle écrit de Jacques Soustelle que « sa présence court à la tête du Ministère des Colonies n'a fait qu'augmenter les contraires de la métropole et des territoires d'outre-mer qui ont conduit depuis aux actions de guerre au Vietnam et au Madagascar. Soustelle a tenté d'appliquer la politique de la poigne serrée prêchée par de Gaulle aux peuples coloniaux prétendant à la liberté. » André Malraux ne reçoit pas non plus de meilleure critique : « le grand maître des retournements de casaque politiques, il s'est transformé de communiste en d'extrême-droite. (...) Les partis ouvriers ne l'évoquent que comme « traître ».⁵¹

Il y avait très peu de réactions positives tout simplement neutres au discours de Strasbourg et à la naissance du RPF dans la presse hongroise. Mais, en ce temps-là, des opinions qui n'étaient pas conforme à la position des communistes pouvaient paraître encore. Le Hirlap de parti des petits propriétaires y appartenait, dont le rédacteur en chef était le Premier Ministre Ferenc Nagy.⁵² Ainsi ce journal se passait pour un journal proche

⁵⁰ *ibid.*, le 4 mai 1947.

⁵¹ *ibid.*, le 15 mai 1947.

⁵² Bien sûr seulement jusqu'à ce qu'on n'a forcé en exil le Premier Ministre Ferenc Nagy en mai 1947. Alors István Dobi a pris la rédaction du journal.

du gouvernement, donc il a reflété la position officielle ou demi-officielle. Il tranchait avec le style des organes cités jusqu'ici sur son ton et sa manière de voir, c'est pourquoi il vaut de citer de toute manière l'article du *Hírlap* : « Sur le ciel politique de la France une nouvelle constellation est apparue : le nouveau parti de De Gaulle, l'union populaire français – le correspondant de Paris de *Basler Nachrichten* annonce ainsi l'apparition de De Gaulle dans l'arène politique française. Le déploiement de drapeau du général est un si grand événement que la direction du parti socialiste a décidé, en dépit de la pause parlementaire de se réunir d'urgence pour discuter de la situation politique formée après le discours de De Gaulle. Les communistes sont particulièrement violents – continue le journaliste suisse qui le motive par la prise de position manifeste de De Gaulle contre eux, de plus il a formé son union dans une certaine mesure sous le signe de l'anticommunisme. L'Ordre écrit : – Par son discours de Strasbourg, il est intervenu au jeu des partis et il a assuré le soutien à l'anticommunisme. Le Monde écrit ainsi : – On ne peut pas faire de distinction entre le pays réel et légitime. Soit l'union de De Gaulle est justement un parti comme les autres, seulement ayant plus de sensibilité aux intérêts de la nation et alors sa formation est tout à fait naturelle, soit elle est quelque chose d'autre, une soi-disant représentation populaire réelle contre la légitime et dans ce cas-là elle est dangeureuse. D'ailleurs Le Monde caractérise l'ambiance du pays que le discours de De Gaulle a produit juste autant de crainte que d'espoir. »⁵³ Le journal, comme on l'a vu, cite également des journaux suisses et français de tous les côtés de la palette politique. Il présente l'écho de presse britannique aussi, emprunte des analyses du *Daily Worker* communiste, du *Daily Telegraph* libéral et du *Times* conservateur. On peut voir donc qu'il sélectionne de beaucoup d'endroits, sa position est neutre, il remet plutôt au lecteur de former sa propre opinion.

C'est le Kis Újság qui a commenté de la façon la plus positive l'apparition de De Gaulle. Il juge le discours de Strasbourg surprenant, « tout d'abord parce que de Gaulle, qui a été mis au point par ses adversaires comme l'ennemie de la République, a pris position le plus décidément pour l'institution de la République. De plus il s'est arrogé fièrement à lui-même et à ses camarades de la Résistance le mérite de la ranimation de la République que le gouvernement de Vichy voulait enterrer pour toujours. L'autre surprise a été causée parce que de Gaulle, qui a été jugé le défenseur du capitalisme, a indiqué la réalisation du système de production construit sur le fondement coopératif comme la seule utile et juste. En même temps il a mené la propagande pour le libéralisme économique, où il a exigé la défense et l'aide de la liberté d'entreprise. Dans le domaine social, il s'est levé pour les droits égaux du travail et du capital et il a condamné l'esprit totalitaire ainsi que bureaucratique. En restant fidèle à sa conception politique, il a attaqué de nouveau les intrigues et les aspirations au pouvoir des partis, mais il a constaté en même temps que des représentants de valeurs et assez utiles de la vie politique agissent dans le domaine de la vie publique. Mais étant donné que le système est mauvais et paralyse même les aspirations les plus utiles, il faut le changer. »⁵⁴ Il est significatif qu'on peut trouver dans

⁵³ *Hírlap*, le 10 avril 1947.

⁵⁴ Kis Újság, le 9 avril 1947.

le Kis Újság l'exposé le plus détaillé du discours de Strasbourg, mais il est apparent, d'ailleurs, que le ton de l'article est plutôt positif que neutre. Il met au point De Gaulle comme un républicain convaincu qui veut des réformes sociales aussi. Cet rapprochement diffère tout à fait des analyses des grands journaux de gauche et il est unique dans la presse politique hongroise.

En été 1947 le Szabad Nép peint l'image de plus en plus obscur du mouvement, mais l'accent, par la suite, n'est pas mis sur le parti, mais sur de Gaulle. Au début du juillet, le journal écrit que les fidèles du général entretiennent une correspondance avec ceux de Pétain et avec les fascistes français et préparent un complot. En ce temps-là apparaît premièrement le nom du parti et aussitôt erroné : « L'un des conjurés était membre du RPS gaulliste aussi. »⁵⁵ Le ton tombe dans le vulgaire définitivement après le discours de Rennes, cet événement est un tournant dans le jugement du RPF fait par la gauche et les communistes. L'anticommunisme extrême a provoqué des réactions éclatantes : « De Gaulle a levé le masque dans son discours de dimanche. De Gaulle, le chef du groupe étranger de la Résistance française est définitivement au passé. A la manifestation de Rennes, la réaction française et internationale la plus extrême a déclaré la guerre au passé et à l'Union Soviétique. De Gaulle a attaqué le Parti Communiste. Il a exigé l'interdiction du parti de la classe ouvrière, mais en connaissant la tactique anticommuniste des mouvements dictatoriaux avant la guerre, cela ne trompe personne. A côté du Parti Communiste de Gaulle s'efforce de supprimer tous les partis démocratiques, tout le système parlementaire démocratique. De ce point de vue, le commentaire du Monde conservateur est assez caractéristique, selon lequel le discours de Rennes augmentera la distance entre les catholiques et de Gaulle. Et quant au parti socialiste, l'aggravation de l'attitude anticommuniste de De Gaulle peut accélérer l'approchement des deux « frères ennemies », des partis communiste et socialiste. »⁵⁶ Cette dernière opinion fait allusion au fait qu'en mai 1947 le chef de gouvernement Ramadier a exclu de son gouvernement les ministres communistes, ce qui a conduit à l'aggravation dramatique des relations des deux partis. D'ailleurs, pendant ces années, le Szabad Nép attaquait très fermement les socialistes accusés de la dissociation de l'union ouvrière.

On met au point de Gaulle en automne comme adhérent de la politique américaine, on écrit de son discours de Vincennes que « le discours de De Gaulle n'a pas amené de surprise ni aux fidèles, ni aux adversaires. Le général de Gaulle a ouvert les yeux des Français aux dangers qui les menacent. On peut prévoir quels sont ces dangers : l'avancement des partis communistes, la dévalorisation de la monnaie, dont le remède proposé par le général est d'ailleurs l'emprunt aux Américains. »⁵⁷ Le ton tombe sans cesse dans le vulgaire : « Ramadier et Bidault⁵⁸ rivalisent comme des valets fidèles et

⁵⁵ Szabad Nép, le 4 juillet 1947.

⁵⁶ *ibid.*, le 30 juillet 1947.

⁵⁷ *ibid.*, le 8 octobre 1947.

⁵⁸ Georges Bidault était l'un des chefs du MRP, pendant la IV^e République il s'est chargé des rôles gouvernementaux importants, il était Premier Ministre et pendant des années ministre des affaires étrangères aussi.

humbles avec de Gaulle dans l'obéissance aux puissants du dollar.»⁵⁹ Le journal communiste appelle le discours d'Alger du général « horreur », où il calomnie l'Union Soviétique et le parti communiste. Il qualifie « fasciste » le RPF, pour la première fois, dans les reportages de la campagne des élections municipales.

Un grand nombre de reportages ont été publiés dans les journaux hongrois à propos des élections municipales d'octobre. La Magyar Nemzet signale que « le parti communiste français a gardé inflexiblement ses positions pendant que le MRP de droite modéré s'est effondré et son héritage a été pris par le mouvement gaulliste de droite radicale. »⁶⁰ Le journal trouve qu'à la suite des élections un glissement évident à droite s'est opéré, ce qui favorise le RPF, mais il dit aussi que cela n'a pas d'influence directe sur la composition du gouvernement car on n'a pas procédé à des élections parlementaires. La Magyar Nemzet attend l'arrêt du RPF des socialistes. Il est intéressant qu'elle prit des articles de la presse anglaise et non pas des opinions soviétiques. György Parragi, le député parlementaire du Parti Démocrate Hongrois Indépendant a écrit un éditorial des élections municipales françaises. Il déplore la défaite du MRP et il voit des dangers dans l'avancement de De Gaulle : « (...) Il est intéressant que concernant le pourcentage du succès électoral de De Gaulle, même les fidèles les plus proches du général n'ont pas osé fier et dans leurs déclarations optimistes faites avant les élections ils ont compté sur un résultat de 25% au maximum. L'effondrement du parti catholique a produit même un plus grande surprise que la victoire de De Gaulle. Un effondrement électoral pareil n'est arrivé qu'au parti conservateur britannique et au parti des petits propriétaires hongrois après la guerre. (...) Le mouvement de De Gaulle d'extrême droite a failli d'absorber le parti catholique français. La cause en est le prestige qui entoure le général de Gaulle comme le chef de la Résistance française. (...) Mais le mouvement de Gaulle d'extrême droite ne peut pas remplacer les convictions, étant donné que ce mouvement n'a pas une vision unie du monde. Lui-même et ses lieutenants aussi professent que son mouvement ne constitue pas un parti, mais qu'il lutte contre la puissance surabondante des partis. Le journal du parti socialiste, Le Populaire a indiqué à juste titre avant les élections que le mouvement de De Gaulle ne signifie pas un programme ou une nouvelle doctrine politique. Le mouvement n'est pas dirigé par de nouvelles pensées positives, mais seulement par le mythe du nom d'un homme qui veut qu'on croie en lui. Cette foi métaphysique inconcevable est le moteur du mouvement de De Gaulle, contrairement au programme social et politique du parti catholique progressiste qui a été construit sur des faits positifs. L'autre cause de l'effondrement du MRP est que dans les yeux des foules de droite il n'était pas anticommuniste d'une façon assez accentuée. (...) En même temps, le mouvement de De Gaulle a agité unilatéralement pour la politique de Washington. Son chef intellectuel le plus excellent, Malraux, l'écrivain communiste devenu le fidèle de De Gaulle, dans son discours électoral a pris position ouvertement pour la polarisation de la politique intérieure et extérieure. (...) Sur la bourgeoisie française règne la peur qui trompe sa lucidité d'esprit et trouble son instinct

⁵⁹ Szabad Nép, le 9 octobre 1947.

⁶⁰ Magyar Nemzet, le 21 octobre 1947.

politique. Elle a laissé le parti central des catholiques progressistes et a voté pour de Gaulle avant tout parce qu'elle a peur de la force du parti communiste et elle veut conserver ses anciennes positions économiques et politiques. (...) Il est question si la polarisation arrivée dans la politique intérieure française ferme définitivement la possibilité du dénouement et si de cette manière la tragédie du MRP devient la tragédie de toute la France, ou non? »⁶¹ Le journal est évidemment à côté des partis de la « troisième force », parmi lesquels il soutient avant tout le MRP.

Le personnage de De Gaulle était très mal vu de la presse hongroise. Son discours tenu à Sainte-Étienne a été interprété comme s'il avait été l'expression d'un nouveau fascisme français. Il n'y avait pas un seul journal peut-être qui est allé aussi loin que la « Démocratie », le journal de l'aile gauche du parti des petits propriétaires qui a écrit le 26 octobre 1947 : « Le peuple français sent que l'exemple de Hitler se répète et on a peur. De Gaulle applique exactement les moyens de Hitler bien que son programme en diffère fortement. Il veut la protection sociale d'après le modèle allemand. Comme alors Hitler, il neutralise les partis bourgeois et catholiques et cela s'étend sur les socialistes aussi. Au cours des élections municipales les fidèles de De Gaulle étaient convaincus qu'ils s'acquerraient la majorité absolue car l'argent voyage vers leurs portefeuilles et la force de la propagande est avec eux. Quant aux difficultés économiques, ce sont les affaires de Ramadier, de Gaulle ne se rend pas responsable de la situation actuelle : son parti est le plus grand parti en France et il n'est pas représenté dans le parlement. Hitler n'était pas un citoyen allemand, mais son parti était le plus fort et le plus redoutable parti en Allemagne. »

La Népszava de gauche consacre l'éditorial au thème dont le titre est « L'exemple de Paris ». Elle regrette les résultats et elle manifeste sa surprise : « Le résultat des élections municipales de la France a produit de stupéfaction dans le monde entier parmi les amis des idées de gauche, de l'humanité, du progrès et a produit d'espérance et d'enthousiasme dans le camp des fidèles de la droite, de l'oppression, de la servitude. Nous devons constater que la gauche n'a pas perdu d'espace, contrairement, elle a multiplié encore le nombre de ses votes, alors que la droite ne s'est guère accrue, il n'est arrivé que les forces de droite se sont concentrées et le MRP qui a signifié jusqu'alors aussi la droite dans la coalition, a essuyé une défaite catastrophique au bénéfice des gaullistes. On ne peut pas nier que le fait qu'à Paris le parti du général de Gaulle s'est acquiert la majorité absolue, est un événement à méditer et extrêmement menaçant. Un événement qu'on ne peut réglé ni par les phrases, ni encore moins par la recherche au bouc émissaire et le moins de telle manière que le Szabadság et le Magyar Nap, collant simplement la responsabilité à Ramadier. »⁶² Le jugement de la Népszava est pareil à l'analyse de la Magyar Nemzet et elle attire aussi l'attention à la chute du MRP : « Par son avancement, le parti du Rassemblement du Peuple Français de De Gaulle a écrasé et pour ainsi dire détruit le parti catholique central du MRP jouant le rôle décisif au parlement et au gouvernement. (...) On peut déjà voir que quelque 100-120 députés, du MRP avant tout, mais d'autres petits

⁶¹ *ibid.*, le 28 octobre 1947.

⁶² Népszava, le 21 octobre 1947.

partis aussi, veulent annoncer qu'ils se disent les fidèles de De Gaulle et ainsi la situation parlementaire actuelle se modifie décidément. (...) Malraux, le porte-parole de De Gaulle, qui était avant la guerre d'extrême gauche a déclaré – c'est une déclaration provocante et caractéristique – que le général de Gaulle n'est pas prêt à prendre le pouvoir seulement à condition que le referendum le lui procure et en même temps il a déclaré, comme pour apaiser, que le général ne se prépare pas au coup d'État. »⁶³ La Népszava complète ses reportages des élections par l'emprunt et la publication de l'article écrit par Robert Verdier, l'adjoint-rédacteur du Populaire socialiste. Verdier annonce que « le succès de De Gaulle doit à ce que la réaction se groupe unanimement autour de sa personne. Les forces jusqu'alors dispersées s'unissent maintenant contre le gouvernement actuel. Mais le succès de De Gaulle n'autorise personne à parler du changement de la constitution. De Gaulle, bien qu'il ait reçu le plus des votes, en définitive il représente la minorité, et cette minorité, tell forte qu'elle soit, ne pourra pas obtenir par la force le renversement de nos institution et la suppression de la liberté républicaine. »⁶⁴ A cette époque-là la Népszava publie encore les écritures du Populaire qui passe pour son « journal-frère », leurs esprits sont presque les mêmes, tous les deux sont socialiste-social-démocrates. Cela va changer plus tard, le journal hongrois ne prend guère des écritures d'ouest, mais également au Szabad Nép, il sélectionne des articles de la Pravda, il suit la ligne de conduite de ce dernier.

A la différence de la Népszava, le Szabad Nép voit la cause de l'avancement de De Gaulle dans la politique fausse du gouvernement français, d'ailleurs il s'efforce de diminuer par tous les moyens le fait du gain de place : « La cause du succès de De Gaulle est que le gouvernement de Ramadier – sans la participation de De Gaulle – a suivi la politique du général. Cela a causé l'effondrement du MRP et le regroupement des forces réactionnaires autour de De Gaulle. »⁶⁵ Le journal donne à cette époque-là l'analyse la plus détaillée du mouvement du général, c'est pourquoi il vaut de citer plus longuement l'éditorial écrit à propos des élections : « (...) On peut voir, des résultats publiés, les caractéristiques fondamentales des certains regroupements de force politique en France. On peut déjà trouver maintenant deux caractéristiques décisives. L'une est l'avancement important de De Gaulle qui représente l'extrême droite française, même nous pouvons dire le fascisme français. L'autre est l'intransigeance, de plus l'augmentation de la force, de l'influence sur les masses du PCF. (...) Quant à l'avancement de De Gaulle, il s'agit d'un danger sérieux menaçant la démocratie française, la République, la classe ouvrière, il n'est pas permis de le sous-estimer. De Gaulle aspire au rôle du dictateur français : il imite Hitler dans la pose bonapartiste. En fait, l'agent français de l'impérialisme américain est l'ennemi acharné de tout ce qui est progressiste et démocratique. Le danger est grand, mais il ne peut pas oublier que l'avancement de De Gaulle ne signifie de regroupement que dans la droite française. Les masses du MRP catholique et des radicaux ont laissé leurs propres partis et sont passés au parti de De Gaulle. C'est la loi connue de la

⁶³ *ibid.*, le 21 octobre 1947.

⁶⁴ *ibid.*, le 23 octobre 1947.

⁶⁵ Szabad Nép, le 21 octobre 1947.

polarisation qui est entré en jeu dans cet événement. (...) Dans la recherche aux faveurs des impérialistes américains, dans la chasse aux communistes français, les partis centraux participant au gouvernement ne savaient pas se mesurer avec de Gaulle hors du gouvernement. On ne peut pas rivaliser avec le fascisme dans l'anticommunisme. La politique anticommuniste, antidémocratique du MRP et des radicaux servant aux impérialistes américains prépare le terrain pour le fascisme de De Gaulle, comme à l'époque de l'Allemagne de Weimar la politique réactionnaire des partis centraux allemands a frayé le chemin à Hitler. De ce point de vue, la ressemblance entre le développement allemand avant 1933 et le développement actuel français est spectrale. (...) La responsabilité pour l'avancement du parti fasciste de De Gaulle incombe à Léon Blum et à Ramadier. »⁶⁶ Le Szabad Nép attaque la Népszava, parce que celui-ci défend la politique des socialistes français, puis il continue ainsi : « Le Rassemblement du Peuple Français, le parti de De Gaulle veut mener une attaque générale contre les institutions de la démocratie française et de la République. Les résultats connus des élections municipales attestent que ce parti a reçu à l'échelle nationale quelque 37% des votes. Nous savons que cela signifie le regroupement du PRL d'extrême droite⁶⁷, des radicaux désorganisés, du MRP écrasé et de l'Union Gaulliste ancienne derrière le Rassemblement du Peuple Français. (...) Le mouvement de De Gaulle a perdu constamment de sa popularité et seulement l'agitation anticommuniste du front unique s'étendant des radicaux à travers le MRP jusqu'aux socialistes l'a galvanisé de nouveau à la vie. (...) De Gaulle n'a pas atteint son but, parce qu'il n'a pas su affaiblir les communistes. » Après les élections le vocabulaire du Szabad Nép s'est enrichi d'un nouveau attribut vis-à-vis du général, il commence à parler de lui comme « l'aspirant au dictateur ». Il cite les mots du secrétaire général du CGT⁶⁸ Léon Jouhaux, d'après lequel le président du RPF est « simplement un apprenti de dictateur, qui n'a aucune influence sur la classe ouvrière. »⁶⁹ Le même jour, il emprunte l'opinion du philosophe Sartre la diffusant par la radio « où Jean-Paul Sartre qu'on appelle aussi le pape de l'existencialisme a donné une critique incisive et plein d'esprit de la personne et de la politique de De Gaulle. Les attaques de Sartre se sont portées avant tout contre les caractéristiques négatives du Rassemblement du Peuple Français. Il a montré que sur le terrain de la politique intérieure de Gaulle n'avait aucun programme concret, pendant que dans la politique extérieure on s'efforce d'exercer une influence sur les masses par l'évocation seule de l'immanquabilité de la guerre. Cette exploitation du prestige personnel qui s'accompagne du manque de tout plan de travail concret, nous nous fait rappeler vivement de l'arsenal idéologique et des méthodes politiques des fascismes finis piteusement. Sartre, dans sa conférence de radio, a

⁶⁶ *ibid.*, le 22 octobre 1947.

⁶⁷ Parti Républicain de la Liberté – Parti politique de droite après la deuxième guerre mondiale, dont le chef était Michel Clémenceau, le fils de l'auteur des traités de paix fermant la première guerre mondiale, Georges Clemenceau.

⁶⁸ Confédération Générale du Travail – Le plus grand syndicat français influé par les communistes.

⁶⁹ Szabad Nép, le 23 octobre 1947.

protesté avec véhémence contre le fait que n'importe qui puisse être nommé « l'Envoyé du Destin ». (...) » Le Szabad Nép communiste résume enfin ainsi son opinion : « Le fait que les néofascistes à peine camouflés du Rassemblement Populaire gaulliste pouvaient s'emparer à l'échelle nationale de la direction de la coalition anticommuniste a donné le courage à de Gaulle que dans sa déclaration annoncée plusieurs fois, qui est publiée par la presse du midi d'aujourd'hui sous de grands titres, qu'il ôte définitivement le masque démocratique. La déclaration exige la dissolution la plus urgente du parlement, des élections nouvelles aux Assemblées nationale et la révision immédiate de la constitution. La déclaration mentionne partout le PCF comme le parti « séparatiste et antinational ». Il semble que l'aspirant à la dictature a déjà oublié que pendant qu'il a distribué ses ordres de Londres par la radio anglaise en France, occupée par les conquérants de Hitler, les Allemands ont fusillé et massacré 75 milles membres du parti « antinational ». Si quelqu'un avait encore des doutes sur le véritable caractère du Rassemblement Populaire de De Gaulle, cette déclaration est très apte à lever ces doutes. »⁷⁰

Donc le véritable caractère du RPF dans la présentation du Szabad Nép est fasciste. Quand de Gaulle ou le RPF lui-même est en cause, la qualification ne peut être que fasciste, réactionnaire, le cas échéant néofasciste. Dans le parti ne se cachent que des conspirateurs⁷¹, et le président du parti a peur du peuple, c'est pourquoi il se demande la défense policière contre les masses.⁷² Le Rassemblement du Peuple Français est une « organisation fasciste » qui « est à la solde des Américains », « promet de chair à canon aux Américains »⁷³, son but est l'éclatement de la troisième guerre mondiale et les partis français le suivent dans cela sauf les communistes qui sont « les batailleurs les plus fidèles de la paix ». Hors du PCF tous les partis sont « parti américain », cela veut dire une organisation qui soutient la politique des États-Unis. Mais parmi les partis c'est le RPF qui est « le moyen le plus dévoué à la politique de guerre américaine. »⁷⁴

Des opinions différentes pouvaient venir au jour au temps des élections municipales de 1947. Les journaux du parti des petits propriétaires ont marché en tête de nouveau. C'est le Hírlap seul qui caractérise les résultats des élections de « glissement de terrain politique en faveur de De Gaulle ». Une analyse semblable ne pouvait jamais paraître dans le Szabad Nép, ennemi du Rassemblement. Le Hírlap, contrairement aux journaux de gauche, ne s'efforce pas de minimiser la victoire de De Gaulle : « Un homme politique social-démocrate a énoncé à Paris dans la nuit des élections : - A 7^h du soir de Gaulle s'est avancé comme un torrent. A neuf heures la victoire du général est devenue la cascade et maintenant il est près de minuit et moi, je tiens le succès de De Gaulle pour tremblement de terre. (...) De Gaulle a reçu la majorité absolue ou relative à tant d'endroits que la constatation que depuis hier de Gaulle est devenu de nouveau l'homme politique numéro 1 de la France ne peut pas être considérée pas du tout comme prématurée. Par cela la

⁷⁰ *ibid.*, le 28 octobre 1947.

⁷¹ *ibid.*, le 31 octobre 1947.

⁷² *ibid.*, le 17 avril 1948.

⁷³ *ibid.*, le 19 juin 1951.

⁷⁴ *ibid.*, le 20 juin 1951.

situation a été restaurée qui avait existé quand en 1944 de Gaulle (en tous cas non pas à la tête, mais seulement à la trace des armées alliées) avait pris pied de nouveau sur la terre de la métropole et comme « le chef de tous les Français » a rétabli la liberté de la politique intérieure française. La situation actuelle ne diffère de l'époque de la fin de guerre qu'alors les communistes étaient dans les rangs des partis alliés dans la Résistance aussi à côté de De Gaulle, aujourd'hui de Gaulle ne peut compter que sur la droite et sur le centre, alors qu'à gauche seulement sur une partie des socialistes et les communistes sont bien loin d'être à côté de lui, mais ils le considèrent comme ennemi public No 1., dans la mesure où ils le considère comme l'allié de l'Amérique tout comme Léon Blum. »⁷⁵ Le Hírlap publie donc les faits, mais en même temps il ajoute des remarques aux événements qui sont presque sans exemple dans la presse hongroise. L'analyse continue par ce que de Gaulle s'est poussé à droite qui est prouvé par le fait que la base de vote de la droite n'a pas augmenté, seulement elle s'est transférée du MRP à RPF : « surtout les partisans du parti de peuple de direction catholique MRP se sont passées à l'organisation de De Gaulle lequel a été nommée comme on le sait le Rassemblement du Peuple Français par le général pour qu'il mise en relief par cela aussi le caractère indépendant de son mouvement, cela veut dire ses efforts qu'il ne rivalise pas avec les partis de droite et de centre, mais qu'il prenne la tête d'eux. Le résultat de l'action de De Gaulle est que le plus grand parti du centre, le parti de peuple s'est désorganisé formellement en province. » Une image tout à fait différent apparaît ici comme dans les journaux de gauche, l'analyse est absolument objective et neutre. Le Hírlap sélectionne des articles de L'Humanité, qui rend responsables les socialistes de la situation, mais du Populaire aussi qui attaque en même temps les communistes et le RPF. Il cite la France Libre gaulliste qui voit les causes du succès de De Gaulle dans « le mécontentement des masses, dans la politique catastrophique du gouvernement Ramadier, dans la création du Kominform et dans la grève de Paris. »⁷⁶ La curiosité du Hírlap est qu'il prend une position neutre, il tire ses analyses de plusieurs endroits, il offre à ses lecteurs plusieurs possibilités de choisir, son information est vraiment objective. Il n'utilise aucun adjectif à propos du RPF, tout au plus qu'il est de droite, qui répond exactement à la réalité. Dans l'un de ses articles, le journal du parti des petits propriétaires utilise un terme qui est probablement sans exemple non seulement en Hongrie : « En s'appuyant sur les résultats des élections municipales, de Gaulle a mis le siège devant la Quatrième République pour qu'après le changement de la constitution il institue *la Cinquième République française* (souligné par l'auteur). En effet selon l'avis de De Gaulle, la constitution actuelle ne donne pas le pouvoir suffisant au gouvernement, ainsi la route n'est ouverte qu'en deux directions pour la politique intérieure française. L'une est la dictature qui se forment plus tard, l'autre peut conduire vers l'anarchie. On ne peut les prévenir que, selon de Gaulle par la modification de constitution par laquelle le gouvernement aura assez de pouvoir à agir et le parlement à

⁷⁵ Hírlap, le 21 octobre 1947.

⁷⁶ *ibid.*, le 22 octobre 1947. Juste avant les élections il y avait une grève de circulation immense à Paris qui a paralysé totalement la vie de la capitale française.

contrôler sans que celui-ci puisse gouverner. »⁷⁷ Par la représentation des aspirations gaullistes et par l'utilisation du terme « Cinquième République » le journal attire l'attention au fait que dans le programme du RPF il ne s'agit pas du renversement de la démocratie, mais du renouveau de la République.

L'analyse du *Kis Újság* est aussi intéressante, il lui semble que de Gaulle « a collectionné autour de lui toutes les forces de droite ». ⁷⁸ D'après le journal on peut prêter la fermeture de la grève de circulation directement à la victoire électorale du RPF : « l'avancement électoral de De Gaulle avait déjà une grande influence sur la classe ouvrière, parce que 24 heures après les élections municipales la grève de circulation a pris fin à Paris qui durerait probablement encore beaucoup de temps sans la victoire électorale de De Gaulle. »⁷⁹ Le *Kis Újság*, jusqu'alors neutre, utilise à ce temps-là les premiers adjectifs péjoratifs à l'égard de De Gaulle : « Malheureusement de Gaulle nous rappelle ceux à qui la nation française pense avec répugnance : Bonaparte, Boulanger et Pétain. »⁸⁰ Mais le journal sert les nouvelles toujours pour la plupart sans commentaire, il ne prend pas position.

Au printemps 1948 les reportages de De Gaulle et du RPF sont devenus de plus en plus unanimes qui est arrivé en même temps avec l'uniformisation de toute la presse hongroise. La *Magyar Nemzet* critique vivement la position prise par de Gaulle à propos des relations franco-allemandes. Elle fait connaître le discours de Compiègne⁸¹ du général dans lequel il a dit que les États libres d'Europe forment de groupement économique, diplomatique et militaire, et il voulait y joindre les Allemands et les Autrichiens aussi. Dans la presse hongroise devenue de plus en plus uniforme, la *Magyar Nemzet* représente déjà la position de gauche : « A Compiègne de Gaulle a parlé déjà totalement sans masque. Il a exigé ouvertement la ressuscitation du militarisme allemand, auquel la France doit les plus de souffrances de son histoire, son humiliation, sa réduction temporaire à l'état d'esclavage et sa terreur jamais cessante. Cette conception n'est que d'un pas de l'exigence du nouvel Anschluss et de l'abandon de l'Europe au pan-germanisme. Certes, la coquetterie avec le militarisme allemand a provoqué, même dans le camp de De Gaulle d'étonnement et de déception. L'Europe a souffert pendant trop longtemps sous la puissance allemande que n'importe qui souhaite le retour de l'idée prusse, veut-on le reintroduire sous n'importe quelle forme. »⁸² Après cela la *Magyar Nemzet* suit aussi la direction uniforme et elle caractérise simplement le RPF de « parti fasciste ».

Le *Esti Szabad Szó* du parti paysan prenant jusqu'ici un ton indépendant a fait une analyse unanimement avec les autres aussi : « dans son discours le général de Gaulle a pris un ton extrêmement agressif. (...) Cette déclaration actuelle de De Gaulle est la conséquence logique de la politique fasciste et impérialiste que le général représente

⁷⁷ *Hírlap*, le 27 octobre 1947.

⁷⁸ *Kis Újság*, le 24 octobre 1947.

⁷⁹ *ibid.*, le 24 octobre 1947.

⁸⁰ *ibid.*, le 25 octobre 1947.

⁸¹ De Gaulle, pp. 177-184.

⁸² *Magyar Nemzet*, le 9 mars 1948.

depuis trois ans. Jadis on l'a fêté comme le héros de la Résistance française contre le despotisme allemand. Et maintenant il exige qu'on introduise les Allemands au système de l'alliance d'ouest. L'exemple de De Gaulle montre le plus clairement combien bas peut tomber l'homme politique qui ne représente pas la liberté et les intérêts élémentaires de son peuple, mais il rentre dans le rang des provocateurs de guerre. De Gaulle excite contre l'Union Soviétique qui a fait le plus parmi les autres puissances pour la libération de la France. »⁸³ Le journal du Parti paysan utilise les mêmes adjectifs comme les autres journaux : « fasciste », « réactionnaire », et le RPF est « le groupe d'agent de l'impérialisme américaine »⁸⁴, dont « le programme est pareil à ceux de Mussolini et de Pétain »⁸⁵ D'après le Esti Szabad Szó, les hommes politique du RPF « font des déclarations contre la constitution démocratique, les libertés syndicales, le parti communiste et la paix internationale aux manifestations différentes. »⁸⁶

L'analysé de la Népszava est pareille : « On peut considéré de Gaulle dans la vie politique actuelle comme le personnificateur de l'esprit de droite et de la dictature fasciste. (...) De Gaulle trouve insuffisant le plan-Marshall, non pas dans le domaine économique, mais parce que selon lui l'appui de l'Amérique doit s'étendre totalement sur le territoire de la défense. Conformément à cette direction de la politique étrangère, en parlant des questions de la politique intérieure, il a mis l'accent, bien sûr, sur la prétention à la dictature ouverte. Il désapprouve le système des partis, la constitution actuelle, « les intrigues communistes » et il déclare que tout est prêt à assurer la direction du pays dès que le moment lui convenable arrive. Le voix du grand capital américain parle de De Gaulle et les souvenirs de Hitler se raniment lors de l'annonce du coup d'État. Le discours lui-même ne mériterait pas autant d'attention s'il s'agissait seulement du dévoiement d'un homme politique français. La situation s'aggrave parce que de Gaulle n'exprime pas ses désirs individuels, mais il décrit la situation actuelle, la situation qui a été créée par les puissances impérialistes d'ouest. L'alliance militaire dont parle de Gaulle existe et ce n'est que de question des heures que l'Allemagne en reçoive aussi de place. Et si les travailleurs français ne prennent pas conscience et ne savent pas donner de réponse digne à la déclaration de coup d'État de De Gaulle, l'Amérique atteindra son but en France. »⁸⁷ Le journal du Parti Social-démocrate estime la situation qu' »elle ressemble spectralement à la situation allemande de 1933 quand les socialistes de droite ne voulaient plus maintenir même l'illusion qu'ils luttent contre le fascisme. »⁸⁸

Avant les élections parlementaires de 1951, le ton est devenu particulièrement vif. Jouant le rôle décisif, le Szabad Nép a attaqué impitoyablement tous les partis qui étaient prêts à faire une alliance avec le Rassemblement, il les a nommés simplement « les logeurs du fascisme ». Ils ont attaqué particulièrement les socialistes qui « ont créé des

⁸³ Esti Szabad Szó, le 9 mars 1948.

⁸⁴ *ibid.*, le 18 avril 1948.

⁸⁵ *ibid.*, le 21 avril 1948.

⁸⁶ *ibid.*, le 20 avril 1948.

⁸⁷ Népszava, le 9 mars 1948.

⁸⁸ *ibid.*, le 13 mars 1948.

apparemment avec les représentants de la réaction la plus sombre. »⁸⁹ D'après le journal, la situation des gaullistes n'est pas facile parce que « ils ont injuré autant « le système des partis » que maintenant ils peuvent expliquer difficilement à leurs électeurs leur coalition avec des partis différents. (...) Les partis de la majorité gouvernementale réactionnaire veulent voler les mandats au Parti Communiste pour préparer le terrain à la puissance du fascisme ouvert, à l'accès de De Gaulle au pouvoir. Et ils ont besoin du fascisme pour pouvoir mieux attacher que jusqu'alors le pays à côté des aspirations de guerre américaines. »⁹⁰ Les gaullistes sont « nazis », c'est seulement le PCF qui peut se mesurer avec eux et dans ce combat « le fascisme ne gagnera pas le dessus ». ⁹¹ Plusieurs fois, on parle déjà le langage de carrefour : « de Gaulle est un malfaiteur politique grotesque rappelant à Hitler. »⁹² Ils accusent le RPF de préparer la libération de Pétain. Par conséquent de la description du Szabad Nép, l'image réelle d'un corps franc nazi se dégage dans le lecteur : « A Marseille et à Nice des brigades de choc gaullistes armées d'équipement complet de gangster de Chicago, de mitraillette, de bombe lacrymogène ont attaqué des afficheurs et des distributeurs de tract communistes. »⁹³ Le journal présente le service de sécurité du RPF comme « des policiers de choc gaullistes de mitraillette », « la bande de De Gaulle ».

En conformité avec cela la Népszava mêle les partis qu'il nomme unanimement « parti américain » et il intitule le gouvernement « réactionnaire ». ⁹⁴ Le journal étant en possession des syndicats ne cite que L'Humanité communiste, d'autres journaux il ne prend pas d'article.

Combien la presse hongroise est devenue uniforme en 1951 montre bien le Kis Újság qui avait, quatre ans plus tôt, encore le ton indépendant et qui pouvait paraître à cette époque-là encore, bien que rien ne soit restée de son indépendance ancienne. Ses analyses, son utilisation de mot, son ton s'accorde totalement avec ceux du Szabad Nép ou de la Népszava. Le journal nomme les partisans de De Gaulle « des terroristes fascistes » qui « sévissent » dans la rue. Lors de la campagne, le Kis Újság a écrit que « de Gaulle copie la pratique des bandes de Hitler contre les masses de gauche en Allemagne de Weimar. »⁹⁵ Après les élections les attributs surpassent, si c'est encore possible, la rhétorique du Szabad Nép : « le Wall Street et le grand capital français a donné tous les appuis ouverts et secrets imaginables au candidat fasciste français qui a été soutenu partout par la coalition de gouvernement aussi – en sous-main » ; « de Gaulle est le mercenaire français des agitateurs de guerre américains » ; « de Gaulle entre dans l'Assemblée nationale française avec presque autant de députés que Hitler au Reichstag en 1930 » ; « la classe

⁸⁹ Szabad Nép, le 3 juin 1951.

⁹⁰ *ibid.*, le 5 juin 1951.

⁹¹ *ibid.*, le 8 juin 1951.

⁹² *ibid.*, le 10 juin 1951.

⁹³ *ibid.*, le 17 juin 1951.

⁹⁴ *ibid.*, le 21 juin 1951.

⁹⁵ Kis Újság, le 17 juin 1951.

ouvrière française ne subira point que l'esprit d'aventurier de De Gaulle se fasse valoir dans la disposition du sort du peuple français. »⁹⁶ Le Kis Újság attaque le président du RPF non seulement par des mots, mais par des images aussi. Deux caricatures étaient publiées aussi à ce temps-là et toutes les deux essaient de démontrer que de Gaulle est « l'homme » des Américains. Sur l'un des dessins satiriques le nez du général se transforme en drapeau national américain et sur son képi on peut voir un croix gammée. La souscription de l'image : « De Gaulle est le porteur de drapeau des impérialistes du dollar. »⁹⁷ L'autre caricature figure un cambrioleur de visage méchant dont dans le châle le signe « \$ » est cousu comme il essaie d'accéder avec une vrille formant de Gaulle à la porte sur laquelle le nom de la France est écrit. Sous le dessin, on peut lire le texte suivant : « Les Américains préparent la formation du gouvernement gaulliste ». ⁹⁸

A propos de la crise de gouvernement de 1952, on peut lire dans la Magyar Nemzet que : « l'Aurore pense qu'il faut créer un gouvernement uni auquel on admettrait le parti fasciste ouvert nommé le Rassemblement du Peuple Français de De Gaulle. Ce journal d'extrême droite veut donc mettre en opposition le gouvernement de la dictature fasciste à la volonté de peuple. »⁹⁹ A cette époque-là, il n'y avait plus la possibilité de publier des opinions indépendantes, car on a censuré tous les imprimés ou on les a posés directement sous le contrôle du Parti des Travailleurs Hongrois. On ne peut pas même découvrir des différences dans l'accent. On ne sélectionne plus des articles des journaux d'ouest, on ne prend que des analyses de la Pravda : « Ce n'est pas un secret pour personne que dans ces conditions la réaction française soutenue par les interventionnistes américains sévissant dans le pays se prépare à « serrez les rangs à droite ! » vers l'aventurier de Gaulle et sa clique fasciste. »¹⁰⁰ Le ton est dur et impitoyable et l'utilisation des mots suit la rhétorique des journaux soviétiques. Le Szabad Nép fait connaître les événements lors desquels par le vote des 27 députés parlementaire du RPF l'installation de Pinay au poste du Premier Ministre est devenue possible. Le journal prend l'opinion du PCF : « voter à Pinay veut dire voter à la politique réactionnaire de Pétain, à la misère, au chômage et à la politique de la guerre. »¹⁰¹ Dans la Népszava, on nomme Pinay « le logeur »¹⁰² de De Gaulle.

A propos des élections municipales d'avril et de mai de 1953, les journaux mettent l'accent unanimement sur l'avancement des communistes et l'effondrement du RPF. Le Szabad Nép nomme le parti gaulliste « le grand battu » des élections et il cite la déclaration du secrétaire général¹⁰³ du RPF d'après laquelle « nous devons prendre acte du

⁹⁶ *ibid.*, le 21 juin 1951.

⁹⁷ *ibid.*, le 16 juin 1951.

⁹⁸ *ibid.*, le 14 juin 1951.

⁹⁹ Magyar Nemzet, le 2 mars 1952.

¹⁰⁰ *ibid.*, le 2 mars 1952.

¹⁰¹ Szabad Nép, le 8 mars 1952.

¹⁰² Népszava, le 11 mars 1952.

¹⁰³ Louis Terrenoire est devenu le secrétaire général du RPF après les élections de 1951 et Jacques Soustelle a été nommé par de Gaulle au directeur de la fraction du RPF.

fait dur et regrettable que les communistes sont parvenu à la première place dans la capitale de la France. »¹⁰⁴ Selon le journal, le RPF a perdu son appui : « (...) Aux élections générales de 1951, le RPF gaulliste est parvenu à la première place à Paris, avec les 26,4% des votes. Mais à partir dès lors, même les cercles les plus réactionnaires ont tourné le dos au parti de De Gaulle qui a perdu l'équilibre morale et qui a pu se procurer cette fois-ci des 10,84% des votes seulement. »¹⁰⁵

De Gaulle a annoncé à ce temps-là que les députés de RPF font la politique dans l'Assemblée d'une manière autonome, indépendamment du Rassemblement. Il a commencé graduellement à dissoudre son parti. A cette nouvelle, la presse hongroise a réagi d'une manière unanime totale, les journaux principaux ont publié le même article mot à mot. On ne peut découvrir que peu de différences, d'après la Magyar Nemzet : « la défaite du RPF aux élections municipales a excité le chef fasciste à dissoudre son parti »¹⁰⁶, tandis que le Szabad Nép pense, avec la Népszava, que « le RPF par suite des coups reçus du Parti Communiste s'est effondré et il n'a exercé aucune attraction sur les masses populaires françaises. »¹⁰⁷

Le rapport de la presse politique à de Gaulle montre exactement le niveau de la liberté de presse dans ces années. Le tournant était le printemps de 1948. Auparavant les journaux ont formé leurs opinions selon leurs propres tendances de parti vis-à-vis du RPF. Les journaux ont pris les analyses, les nouvelles de leurs « journaux frères » de la France, ils ont remis l'opinion du parti politique donné au lecteur hongrois. Le Szabad Nép a épousé l'opinion du PCF (L'Humanité), la Népszava celle des socialistes (Le Populaire), la Magyar Nemzet celle des partis de la « Troisième Force » (Le Monde, etc.), il a épousé surtout celle du MRP. Le rapport de ces journaux au mouvement de De Gaulle était, à cette époque-là aussi pour la plupart, déjà négatif. En 1947, le Kis Újság et le Hírlap se passaient pour une exception particulière de ce point de vue : ils étaient surtout neutres, objectifs, mais à ce temps-là encore ils n'étaient pas absolument hostiles au Rassemblement. On peut dire que le lecteur hongrois pouvait choisir encore plus ou moins entre les opinions *différentes*.

Après 1948, il n'en avait plus la possibilité. Les journaux hongrois sont devenus totalement unanimes, leurs analyses de la politique mondiale – ni le RPF ni le général de Gaulle n'y sont pas d'exceptés – sont extrémistes jusqu'au bout. Toutes les forces qui ne luttent pas pour le succès du mouvement communiste, qui ne suivent pas la politique de l'Union Soviétique sont fascistes, réactionnaires et les complices de l'impérialisme américain. On ne commence à écrire de Charles de Gaulle d'autrement et d'autres choses qu'aux années 60 en Hongrie.

¹⁰⁴ Szabad Nép, le 28 avril 1953.

¹⁰⁵ *ibid.*, le 29 avril 1953.

¹⁰⁶ Magyar Nemzet, le 9 mai 1953.

¹⁰⁷ Szabad Nép, le 9 mai 1953., Népszava, le 9 mai 1953.

B 17 49 06



E₁H - 2h, törs



Készítette a JATEPress
6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30–34.
Felelős kiadó: Dr. J. Nagy László egyetemi tanár
Felelős vezető: Szőnyi Etelka kiadói főszerkesztő
Méret: B/5, példányszám: 250, munkaszám: 58/2001.